

« Espace européen » : la Turquie courtisée

Le Monde

15, rue Falguère, 75011 Paris Cedex 15

BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 14915 - 7 F

SAMEDI 9 JANVIER 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

M. Douglas Hurd à Buenos-Aires

La visite en Argentine du Secrétaire d'Etat au Foreign Office, la première dans ce pays d'un haut responsable britannique depuis la guerre des Malouines, illustre l'amélioration des relations entre Londres et Buenos-Aires, voulue par le président Carlos Menem dès son arrivée au pouvoir en juillet 1989. Comme le plupart de ses concitoyens, M. Menem a bien changé depuis ce jour d'avril 1982 où il acclamait le général Galtieri, lequel venait de faire envahir l'archipel britannique.

M. Douglas Hurd est venu surtout s'entretenir d'affaires commerciales. Jadis très présentes économiquement en Argentine, les Britanniques n'ont joué qu'un rôle de second plan lors des dernières privatisations décidées par M. Menem. La question de fond de la souveraineté sur l'archipel ne doit pas être abordée, du moins directement. Les Argentins n'ont cependant pas oublié leur humiliante défaite de 1982, et le gouvernement de M. Menem n'a pas abandonné l'espoir de récupérer un jour ces îles que les Britanniques appellent Falkland.

S'il était besoin d'une confirmation à cet égard, M. Menem a rappelé il y a quelques jours sa détermination. « Peut-être serons-nous là-bas avant l'an 2000, grâce à nos efforts diplomatiques », a déclaré le président argentin. Il s'agit donc toujours, pour Buenos-Aires, de reprendre possession de l'archipel, mais cette fois pacifiquement.

A Londres, où on ne perd aucune occasion de rappeler que la position de la Grande-Bretagne demeure intangible, on se contente de noter avec flegme que les rapports bilatéraux se sont nettement améliorés depuis 1982 : les relations diplomatiques ont été rétablies en 1990, un an après l'élection de M. Menem, et les deux pays ont collaboré pendant la guerre du Golfe. Buenos-Aires vient, d'autre part, d'accepter de faire détruire, en Espagne, les composants de son missile Condor II, à la demande de plusieurs capitales, notamment Londres et Washington.

Dès lors que les deux pays, comme c'est le cas actuellement, sont d'accord pour constater leur désaccord sur la question de la souveraineté de l'archipel, de nouveaux progrès peuvent être accomplis sur les deux principaux dossiers en litige : le pêche ou le calmar, qui est la principale source de revenus des Malouines, et les futurs droits de prospection pétrolière. Sur ces deux questions, les divergences semblent profondes. Buenos-Aires a en effet accordé des licences de pêche dans ses eaux territoriales, ce qui a eu pour effet de briser le monopole détenu jusque-là par les Malouines. Et les compagnies argentines ont été exclues des appels d'offres concernant l'exploration pétrolière autour de l'archipel.

L'Argentine espère que cette rencontre permettra de fixer la date d'une visite officielle de M. Menem à Londres, ordinairement souhaitée par l'intéressé. Celle-ci constitue pour Buenos-Aires une étape importante dans sa stratégie de reconquête diplomatique des Malouines. A Londres, on ne semble pas si pressé d'accueillir le président argentin. Il n'est pas question, en tout cas, de discuter du principe même de la souveraineté de la Grande-Bretagne sur ces îles, pour laquelle 255 de ses soldats sont morts il y a un peu plus de dix ans.

M0147 - 0109 - 7.00 F



Alors que le président bosniaque est attendu à Paris

M. Milosevic est invité aux négociations de Genève

Le président serbe, M. Milosevic, a été invité par MM. Vance et Owen à participer à la conférence de paix sur la Bosnie-Herzégovine, qui doit reprendre ses travaux, dimanche 10 janvier, à Genève. Musulmans, Serbes et Croates de cette République doivent répondre à cette occasion aux propositions des deux médiateurs. Par ailleurs, la Macédoine a déposé, jeudi 7 janvier, une demande d'adhésion aux Nations unies.

A la veille de la reprise des négociations de Genève sur l'avenir de la Bosnie-Herzégovine, le président bosniaque Alija Izetbegovic était attendu, samedi 9 janvier, à Paris, où il doit être reçu par M. François Mitterrand. Il devrait également rencontrer des représentants de l'opposition. A New-York, mercredi, M. Izetbegovic avait émis des réserves sur la proposition française de faire de Sarajevo une « ville ouverte » et s'était déclaré pessimiste sur les chances de succès des pourparlers de Genève. « Personne ne sait ce que veut dire une « ville ouverte ». Franchement, je ne suis pas optimiste (sur le sujet des pourparlers) car les Serbes sont très fermes et vraiment pas coopératifs. Au cours des discussions, ils ont refusé toutes les propositions raisonnables », avait-il dit.

Lire la suite et l'article d'ALAIN DEBOVE et YVES HELLER « Questions et réponses sur la guerre en Bosnie-Herzégovine », page 3 ainsi que nos informations page 4

Une aide de trésorerie de 11 milliards de francs aux entreprises

M. Bérégovoy cherche à soutenir l'activité économique

M. Bérégovoy a décidé de rembourser plus vite la TVA aux entreprises, ce qui diminuera de 11 milliards les recettes de l'Etat, et de porter de 30 % à 50 % l'exonération des charges sociales des entreprises sur les contrats de travail à temps partiel. Ces mesures, qui cherchent à soutenir l'économie

par Françoise Lazare

« Dire qu'en septembre, on était au million près... » Aujourd'hui, le gouvernement s'apprête à alléger de 11 milliards de francs les charges des entreprises. En matière budgétaire, élections obligent, l'équipe de M. Bérégovoy a laissé de côté sa traditionnelle rigueur.

En annonçant, jeudi 7 janvier à l'occasion du Forum de l'Expansion, une déduction excep-

tionnelle de la TVA versée par les entreprises à l'Etat, pour le mois de février, le premier ministre a voulu faire un geste susceptible de mettre un peu de baume au cœur des industriels. Cette mesure symbolise clairement - au-delà des effets sur la trésorerie du mois de février - l'abandon du contrôle de la progression des dépenses publiques. Dans un souci purement électoraliste? Afin de mettre des bâtons dans les roues du futur

gouvernement, en lui laissant la charge de l'assainissement du budget, de la Sécurité sociale, et de divers comptes publics? Ou pour corriger les conséquences négatives de la défense du franc?

En tout cas, le coût budgétaire pour l'Etat est bien lourd (11 milliards de francs) au regard de la taille du budget d'oxygène qu'il apportera aux entreprises.

Lire la suite et nos informations page 20

Un entretien avec M. Edouard Balladur

« C'est en trois mois que nous devons rendre l'espoir à la France » nous déclare l'ancien ministre de l'économie et des finances

« Depuis quelques mois, le système monétaire européen est en crise. La franc est attaqué. Cette nervosité n'est-elle pas due à l'ambiguïté de la position de l'opposition? »

« Les principaux responsables de l'opposition ont pris position pour le maintien de la parité entre le franc et le deutschemark, et c'est vrai notamment de Jacques Chirac. Ce n'est pas l'opposition qui est responsable des difficultés que rencontre actuellement la monnaie de notre pays. »

La vérité est que ce qui est en cause aujourd'hui, c'est non pas le perfectionnement de l'euro, son progrès, mais c'est simplement la défense de ce qui est acquis depuis plusieurs dizaines d'années. C'est là que l'affaire du système monétaire européen prend valeur de symbole.

Pendant quarante ans, pourquoi n'a-t-on bâti l'Europe de l'Ouest? On l'a fait essentiellement pour faire pièce aux Soviétiques, pour organiser cette moitié d'Europe face à cette autre

moitié qui apparaissait comme conquérante et dangereuse. Depuis l'effondrement soviétique, ce motif-là a disparu. Il y en a un autre aujourd'hui, le plus important, me semble-t-il, c'est que, face aux Etats-Unis, il est indispensable que l'Europe affirme sa personnalité économique, commerciale, monétaire et militaire.

Propos recueillis par OLIVIER BIFFAUD, JEAN-MARIE COLOMBANI et ERIK IZRAELWICZ Lire la suite page 12

La marée noire aux îles Shetland



Lire les articles de PHILIPPE BROUSSARD, FRANÇOIS GROSCHARD et LAURENT ZECCHINI page 13

L'Algérie démobilisée

Un an après la démission du président Chadli, le pouvoir n'a pas réussi à restaurer la confiance

ALGER

de notre envoyé spécial

Tassé dans le coïd d'un canapé Grand Siècle, la mine défaite et le regard déjà ailleurs, le chef de l'Etat, M. Chadli Bendjedid, remet, ce samedi 11 janvier 1993, à l'heure du Journal télévisé du soir, sa lettre de démission au président du Conseil constitutionnel, tout aussi abattu. Ce « sacrifice » que ses pairs de l'armée lui ont commandé, il l'accepte « dans l'intérêt du pays ». L'important est alors d'empêcher cet homme retors de pactiser avec les « diables verts » du Front islamique du salut (FIS) auxquels leur victoire au premier tour des élections législatives du 26 décembre ouvre la voie du pouvoir. L'interruption du processus électoral et la mise en place d'un Haut Comité d'Etat (HCE)

installent alors l'Algérie dans un provisoire qui ne doit pas, en principe, excéder la fin du mandat de M. Bendjedid, soit le 22 décembre 1993. Cette transition, M. Mohamed Boudiaf, de retour d'exil, est appelé à la gérer. A-t-il le présumé de ses forces? Le 29 juin, un membre de sa garde rapprochée, dont on ignore longtemps qui e armé le bras, l'assassine à Annaba. Le 26 août, dans l'aéroport d'Alger, un attentat à la bombe, attribué à des islamistes, coûte, officiellement, la vie à dix personnes. Ces deux drames donnent à penser que le pays, épuisé par des luttes sournoises entre factions rivales, qui n'ont jamais cessé depuis l'indépendance, aura du mal à retrouver, très vite, ses esprits.

JACQUES DE BARRIN Lire la suite page 6

L'attaque d'un arsenal en Somalie

Aucun « marine » n'a été tué lors de l'attaque d'un arsenal d'armes mené, jeudi 7 janvier, par les troupes américaines à Mogadiscio, contrairement à ce que nous avions laissé entendre, sur la foi d'une dépêche de l'AFP, dans nos éditions du 8 janvier. Le bilan provisoire du porte-parole militaire américain en Somalie fait état d'un blessé côté américain, et ne signale aucune victime côté somalien. Des « marines » ayant participé à l'opération ont néanmoins déclaré vendredi qu'au moins sept Somaliens ont été tués.

Lire nos informations page 8

Alain Peyrefitte

La France en désarroi

« Un beau livre. Peyrefitte médite ses arguments, avance ses idées avec nuance et modestie. Courageux et lucide sur l'immigration, original sur la décentralisation et en matière pénale, Peyrefitte s'avance prudemment. Ne sous-estimons pas, cependant, son audace ».

Jean-Claude Casanova, L'Express

Éditions de l'Albatros

L'avortement interdit en Pologne

Le texte adopté par les députés est cependant moins restrictif que celui soutenu par l'Eglise.

page 3

Les divergences à droite

M. Giscard d'Estaing affirme ses réserves grandissantes à l'égard de la cohabitation.

page 10

ESPACE EUROPÉEN

La Turquie, courtisée et hésitante

Tentée par l'Europe qui les encourage et les boudé à la fois, les Turcs s'interrogent sur leur vocation européenne. ■ Le retour du religieux. ■ Ambitions et limites d'une influence en Asie centrale. ■ La plaie kurde. ■ La terreur au service du nationalisme.

pages 7 à 9

SANS VISA

■ Sainte-Lucie, le Nobel et l'éléphant. ■ Nuits sous les étoiles. ■ Ethiope, le train de la paix. ■ Chine : le Gronde Mureille d'eau. ■ Jeux. ■ La table.

pages 27 à 34

Le sommaire complet se trouve page 26

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 ML ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 26 ATS ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2,200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 480 F CFA ; Suisse, 15 KRS ; Suisse, 1,950 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,60 \$.

CHOMAGE

Faute de candidat

LA partie de la faculté des sciences dont je m'occupe vient d'avoir à pourvoir deux postes de techniciens, l'un pour travailler sur machine-outil, l'autre pour un emploi de magasinier, ce sont des emplois de fonctionnaire, leur niveau de qualification est relativement peu élevé et leur rémunération n'est peut-être pas très attrayante, mais il s'agit d'emplois stables. Emplois publics, ils viennent d'être mis au concours après publication dans des journaux officiels auxquels, je l'espère, les ANPE sont abonnées. Le résultat? Ils n'ont pu être pourvus faute de candidats!

Il y a là pour moi un mystère et j'incline à penser que le phénomène dramatique du chômage se ressortit pas seulement à une question de mauvaise conjoncture économique: il est en effet impossible que des chômeurs ayant les qualifications requises pour ces deux postes n'existent pas. L'alternative est alors la suivante: ou bien leur désir de trouver du travail n'est pas très grand ou bien l'information ne passe pas. J'ai bien peur, en l'occurrence, qu'il se s'agisse d'une conjonction de ces deux phénomènes.

BERNARD CROSS
Nancy

YUGOSLAVIE

Informons les Serbes

TOUT un chacun paraît désormais résolu à une intervention armée en ex-Yugoslavie. Mais avant d'engager un processus qui risque fort d'être irréversible et qui entraînera le sacrifice d'un nombre de vies humaines difficile à évaluer, il conviendrait peut-être de mieux s'interroger d'abord sur ce que peussent ceux qui détiennent les clés majeures de la situation. Je veux dire le peuple serbe. Or celui-ci est largement ignorant des enjeux de la situation. L'élection de M. Milosevic vient de le prouver.

Pourquoi n'entreprendrait-on pas à son égard une vaste campagne d'explication objective, qui lui démontrerait la nécessité de faire abandonner par son gouvernement sa politique d'impérialisme armé, ou bien de changer de gouvernement?

Si l'on recherche désespérément les moyens d'une action armée, une action d'information nécessairement en comparaison des moyens limités. Emissions ciblées et argumentées de radio et de télévision, largage de journaux et de tracts rédigés en serbe et émaillés de photos des atrocités commises au nom d'une cause injustifiable, il n'y a là rien qui excéderait les capacités techniques de nos pays.

Un nouveau mur est à faire tomber, celui de l'incompréhension. Essayons de l'abattre avec les moyens qui nous conviennent. Il se trouve que ces moyens sont insuffisants et moins coûteux que d'autres... Même s'ils devaient être appuyés par un renforcement de la pression militaire des Nations unies, à titre de menace de passage à un autre stade, punitif cette fois.

PAUL PÉRONNET
Buc

SIDA

Vagabondage sexuel

DANS la lutte contre le sida, les grandes âmes fustigent les détracteurs du préservatif ou les usagers trop peu zélés de ce moyen de prévention. Les grandes âmes ont raison. En cas de sinistre grave, on ne doit pas désigner sur l'emploi des capotes de sauvetage.

Mais une égale fureur ne devrait-elle pas soulever les cœurs contre le refus tacite de l'autre moyen de prévention, non moins décisif: la réduction du vagabondage sexuel?

Ce n'est pas une question de vertu conjugale ou de morale chrétienne. Simple problème arithmétique. Il s'agit d'éviter que la multiplication des partenaires n'augmente les risques.

Mais un tabou bloque tout: la permissivité érotique, dernière conquête des droits de l'homme. Plutôt mourir du sida que de remettre en cause la liberté du plaisir.

Dans son récent discours aux lycéens, on aurait aimé que le ministre de l'Éducation leur dise qu'il n'y a pas de plaisir sans peine et que le préservatif est insuffisant s'il ne s'accompagne pas d'un choix restrictif.

JEAN BASTAIRE
Meylan

ISLAMISTES

Israël et les autres

ISRAËL a été condamné par l'ONU et la plupart des pays «civilisés», dont la France.

Pourquoi? Il lutte contre les intégristes islamiques du mouvement Hamas qui commettent des attentats et des meurtres dans le but avoué de torpiller les pourparlers de paix en cours. Il en expulse quatre cent dix-sept pour deux ans.

Pendant ce temps, d'autres pays luttent contre leurs intégristes islamiques, et notamment l'Algérie, la Tunisie, l'Égypte, la Syrie et l'Irak. Tout cela, bien entendu, avec la neutralité bienveillante de l'ONU et des pays «civilisés», dont la France.

PIERRE MICHAËLIS
Condat-sur-Vienne

LITTÉRATURE

Dernier hommage à Alain-Fournier

ON a retrouvé le corps d'Alain-Fournier et l'on nous dit qu'il sera inhumé dans le cimetière national de Saint-Rémy.

Si j'étais l'auteur du *Grand Meaulme*, je ne souhaiterais qu'une chose: être enterré dans la cour de la petite école d'Épinal-le-Fleuriel, et il me semble que des milliers d'administrateurs de l'écrivain devaient penser exactement comme moi.

JEAN-CLAUDE MARTIN
New-York

RÉFUGIÉS

La Convention de Genève

L'ARTICLE intitulé «Noël des clandestins» dans le *Monde* du 26 décembre 1992 attire l'attention de façon très précise sur le problème crucial des déboutés du droit d'asile qui laisse tout le monde indifférent et trahit pourtant une faille inquiétante dans notre système d'accueil des réfugiés.

Mais il est dommage que cet article contienne, vers la fin, une erreur: la Convention de Genève n'a obligé «pas les demandeurs d'asile à faire la preuve de menaces». Elle enjoint aux pays qui l'ont ratifiée de reconnaître comme réfugié «toute personne craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques».

Il n'est donc pas nécessaire qu'une «nouvelle législation vienne préciser le titre». Il suffit d'appliquer la Convention de Genève, ce qui, malheureusement, est loin d'être le fait, actuellement, des pays occidentaux. Ce sont eux qui exigent des demandeurs d'asile des preuves dont on sait qu'il leur est impossible de les fournir et cela en contradiction flagrante avec la Convention de Genève qu'ils ont pourtant ratifiée.

Docteur G. BUISSON-TOUBOUL
présidente du Comité médical pour les exilés (COMED)

VISAS

Bienvenue en France

Souhaitant récemment me rendre en France à l'invitation de ma vieille amie A. B., et ayant reçu un passeport et l'autorisation des autorités de Russie, je me suis adressé au consulat de France à Saint-Petersbourg pour obtenir un visa. Or, la collaboratrice du consulat a refusé de recevoir ma demande, pour les raisons suivantes:

- l'invitation de A. B. serait non valable;

- il fallait joindre une fiche sur les ressources de la personne invitante, ainsi que sur mes revenus propres; les billets d'aller-retour vers la France, ainsi qu'une attestation d'assurance santé.

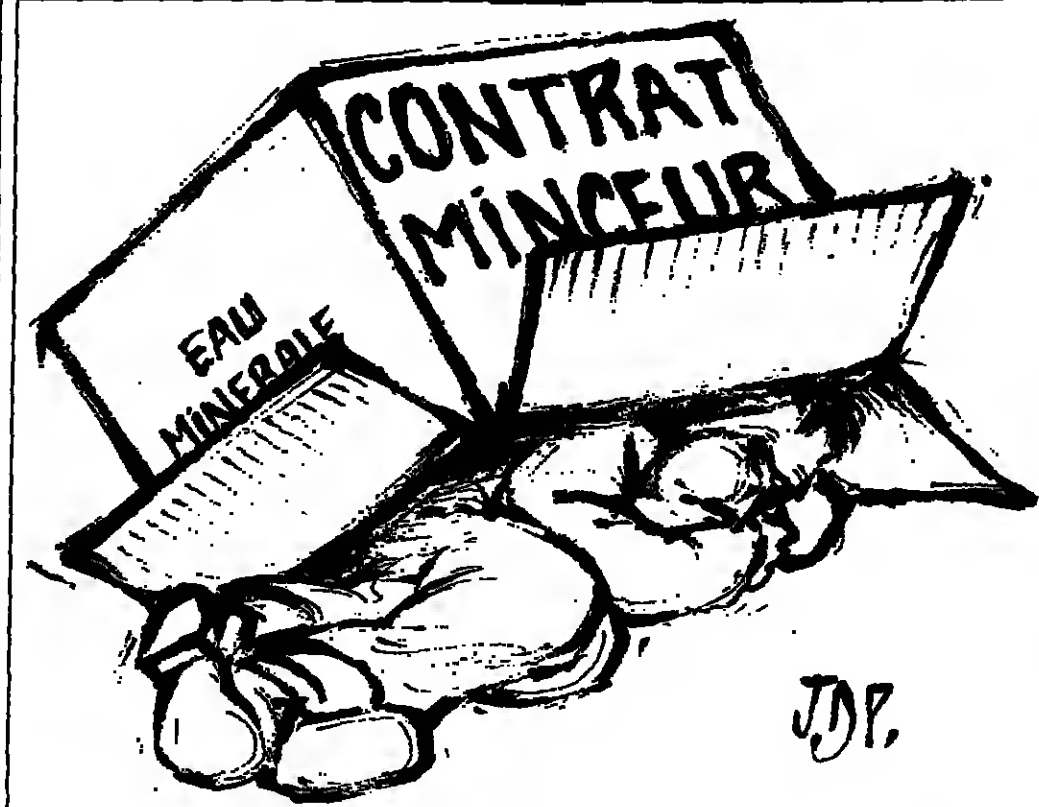
Cela m'amène à poser les questions suivantes:

- pourquoi une invitation rédigée en conformité avec les règles en vigueur en France est-elle devenue soudain «non valable»?

- de quel droit les fonctionnaires français exigent-ils des attestations de mes revenus? Quel rapport peuvent avoir mes revenus en Russie avec un voyage en France?

- les fonctionnaires du consulat français savent bien que l'on ne

TRAIT LIBRE



peut acquiescer un billet de voyage pour l'étranger que sur présentation d'un passeport muni d'un visa. Une telle demande me prive donc de la possibilité d'aller en France en général.

Lorsque j'ai demandé à l'employé de garde dans les locaux le coin de la collaboratrice qui avait reçu (ou plutôt refusé de recevoir) mes papiers, il a répondu: «Je ne peux pas vous le dire». En somme, je dois communiquer au consulat tous mes revenus, et moi-même je n'ai même pas le droit de connaître les noms des employés du consulat!

CONSTANTIN AZADOVSKI
Membre du Pen Club et de l'Union des écrivains de Saint-Petersbourg

COSMOS

Du mythe à la science

DANS l'interview qu'il a accordée au *Monde* (15 décembre 1992), le professeur Jean Delumeau s'inquiète de «la quasi-impossibilité d'harmoniser les récits de la Genèse avec ce que nous apprend la préhistoire». Ce «quasi» m'étonne. N'est-il pas mieux valu dire qu'une telle harmonisation est tout simplement impossible? En

effet, les onze premiers chapitres de la Genèse véhiculent une cosmogonie (en fait, ils en véhiculent deux), c'est-à-dire une tentative d'interprétation de ce qui existe et ce, à partir d'une certaine conception du cosmos, de la divinité, de l'homme et des choses. Ce mythe fondateur utilise, pour ce faire, des symboles, tels l'Eden, l'arbre, le meurtre fratricide (Cain et Abel), le tour qui monte jusqu'au ciel, etc. Ils se situent hors de l'espace et du temps, auxquels ils sont censés donner un sens méta-physique, qui transcende le réel.

La géologie, la préhistoire, l'archéologie cherchent, quant à elles, à partir des résultats de leurs recherches et trouvailles, à décrire ce qui s'est passé, quand et comment. Les sciences décrivent et, éventuellement, expliquent. Le mythe, lui, propose un sens.

ANTOINETTE FREUND
Malakoff

DÉCENTRALISATION

Dénoncer le jacobinisme

UNE fois de plus, avec l'article du *Monde* du 12 décembre, la décentralisation est montrée du doigt. Ainsi elle serait même devenue, aujourd'hui, un des facteurs

de la crise morale que nous traversons.

Trop c'est trop! Et s'il n'y a plus d'hommes politiques capables de défendre une des réformes les plus audacieuses et prometteuses que notre pays a su engager, permettez à un humble «professionnel» de terrain (je suis secrétaire général d'une grande ville) de vous dire que cela n'est plus supportable.

Ainsi donc la décentralisation n'aurait généré que baronnies, abus de droit ou recul de l'esprit républicain?

Baronnies? Mais le territoire de la République n'est-il pas déjà, depuis longtemps, découpé en fiefs qui, s'ils n'ont pas de limites géographiques précises, n'en sont pas moins redoutables quand ils ont pour nom, par exemple, EDF, Éducation nationale ou grands corps de l'État. Est-on bien sûr que le pouvoir des représentants du peuple s'exerce réellement et pleinement sur ces seigneuries?

Abus de droit? A une échelle plus importante, peut-on véritablement considérer que les modalités d'attribution du cinquième réseau hertzien aux différentes sociétés privées de télévision puis à ARTE représentent un modèle de respect des règles de notre République? Et peut-on sérieusement soutenir que soit l'absence de véritables contre-pouvoirs locaux qui est à l'origine des affaires d'Angoulême et de Nice? Ne faut-il pas plutôt incriminer les grands appareils politiques nationaux qui ont tout fait pour retarder la découverte de fautes extrêmement graves puis les étouffer?

Recul de l'intérêt général? Oscillerait-on dire à tous ceux qui, au contact des réalités quotidiennes des quartiers-ghettos ou des campagnes-réserves, s'efforcent d'espérer et d'agir qu'ils auront été les fossoyeurs de l'esprit républicain? N'y a-t-il pas à s'interroger sur l'at-

titude de ces gouvernements qui, par-delà les alternances politiques, ont capitulé devant les intérêts corporatistes et clientélistes des diverses composantes du secteur public et n'ont pas osé aborder de front la question du rôle véritable de l'État, des missions de service public qu'il doit assumer?

Certes, il ne viendrait à personne l'idée de dire que la décentralisation est parfaite et que les hommes qui la font vivre sont tous à la hauteur des enjeux! Mais la transparence, le respect du droit seront-ils demain davantage obtenus en restreignant les capacités d'initiative des collectivités territoriales au profit d'une administration régaliennne, fût-elle déconcentrée? Ou bien ne vaut-il pas mieux instituer et développer de véritables contre-pouvoirs locaux (renforcement du rôle des juges, capacité réelle donnée aux citoyens d'exercer un droit d'information et de contrôle)?

Oui ou non, dans ce pays, admettra-t-on une bonne fois que la République et le jacobinisme ce n'est pas la même chose? Et que, si le premier requiert tout notre respect, le deuxième doit être dénoncé.

A l'occasion du référendum sur le traité de Maastricht, tous les hommes politiques français ont dénoncé le technocratie bruxelloise et exigé que désormais soit reconnu et appliqué le principe de subsidiarité. Bravo! Mais pourrai-je m'appuyer sur ce traité de Maastricht?

JEAN-ANTOINE MATHYS
Nantes

ACTUALITÉ

Bonne année!

MES amis, surtout ne me souhaitez pas une bonne année. Vous l'avez fait l'an dernier, vous avez vu le résultat. Il n'y a jamais eu autant de guerres dans le monde. Jamais autant de morts de faim. Jamais autant de victimes du cancer, du sida et du choléra réunis. Jamais autant de prisonniers derrière les barreaux. Jamais autant de torturés et de fusillés. Jamais autant de «purifiés» ethniques. Jamais autant de discours politiques. Jamais autant de militaires décorés.

C'est bien simple, toute l'année dernière, je n'ai pas osé ouvrir mon journal préféré. Dès la première page, c'était l'apocalypse. La rubrique internationale éclatait de bruit et de fureur. Les pages de politique française grouillaient de crabes agressifs et j'avais toujours peur de me faire attraper au doigt. La rubrique sociale annonçait de gigantesques grèves, mais le lendemain, quand on s'était habitué à ne plus aller travailler, c'était déjà fini. L'apocalypse, vous dis-je.

Non, mes amis, surtout ne me souhaitez pas une bonne année. Si vous voulez, envoyez-moi un petit mot pour me dire que vous existez toujours, que vous allez bien et que vous pensez un peu à moi.

Mais surtout, je vous en prie, ne me souhaitez pas une bonne année!

DENIS LANGLOIS
avocat et écrivain

UN LIVRE

Maccarthysme de gauche

L'ÉDUCATION
CONTRE LES LIBERTÉS
de Dinesh D'Souza
Gallimard,
coll. «Le Messager»,
427 p., 150 F.

L'IDÉE n'était pas stupide, et ses promoteurs débordaient de bonnes intentions: pour permettre aux jeunes Noirs et Hispaniques d'accéder aux universités américaines, on leur appliquerait des règles préférentielles d'inscription. Pour combattre toute forme de racisme ou de xénisme dans les programmes, on réviserait le contenu de l'enseignement. Et des règles strictes de comportement seraient instituées pour les campus pour éviter toute discrimination à l'égard des minorités ethniques, des femmes ou des homosexuels.

Cette stratégie a été adoptée par la plupart des universités aux États-Unis. Le résultat? Catastrophique, affirme Dinesh D'Souza dans un livre saisissant et éblouissant, écrit au terme d'une vaste enquête à Berkeley, Harvard, Duke ou Stanford. Ce chercheur ne peut pourtant être accusé d'incarner l'Amérique blanche et protestante: originaire d'Inde, il n'est arrivé qu'en 1978 au pays de l'Oncle Sam.

C'était au nom de l'égalité, de la diversité et de la tolérance qu'avait été mise en place la politique antidiscriminatoire dans les universités. On est arrivé exactement au contraire de l'objectif visé, affirme Dinesh D'Souza: sectarisme au unifor-

mité idéologique. A force de vouloir débattre toutes les formes de racisme et de sexisme - même les plus insaisissables - à force de les dénoncer au point de prétendre les extirper, les adeptes de ce «maccarthysme de gauche» (qu'il soient étudiants, professeurs ou responsables administratifs) ont installé une tyrannie de la minorité et une pédagogie de l'intimidation. L'université concentre sa campagne de réduction sur une cible unique: l'identité blanche, mâle, hétérosexuelle.

La conséquence en est doublement désastreuse. D'une part, les étudiants blancs, victimes d'un harcèlement permanent, voient leurs stéréotypes raciaux se confirmer. D'autre part, les minoritaires réussissent mal leurs études et ont tendance alors à attribuer au racisme des programmes...

L'université, souligne Dinesh D'Souza, n'est que le miroir et le bête d'essai de la société américaine. Celle-ci est en train de passer du melting-pot à la tour de Babel.

Un tableau trop noir? Il faut le souligner... Rétention, au tout cas, ces quelques remarques de bon sens: «La démocratie ne se fonde pas sur l'égalité des dons mais sur l'égalité des droits. Elle ne garantit pas la réussite mais aspire à l'égalité des chances. Et cette égalité des chances est offerte non aux groupes mais aux individus.»

ROBERT SOLÉ

Le Monde DOSSIERS
& DOCUMENTS Janvier 1993

LA NOUVELLE EUROPE

Depuis l'ouverture de la porte de Brandebourg, à Berlin, depuis l'effondrement de l'Union soviétique, de nouveaux États, de nouvelles frontières, sont apparus ou réapparus sur le continent européen, parfois en douceur, mais le plus souvent dans la violence. Au moment où s'ouvre le marché unique, une Europe à plusieurs vitesses se dessine.

Avec une grande carte en couleur de l'Europe de 1993 et ses comparaisons avec 1914, 1923 et 1949.

Au sommaire des clés de l'Info: réviser la Constitution, l'Europe des universités, paysans et ruralité, le contrôle du marché du pétrole, le code de bio-éthique, les limites de l'ingérence humanitaire, l'imbroglio des affaires Trager, la destruction de la mosquée d'Ayodhya, racisme et xénophobie en Allemagne...

En vente chez votre marchand de journaux - 10 F

مكتبة المجلد

ÉTRANGER

Questions et réponses sur la guerre en Bosnie-Herzégovine

Suspendues le lundi 4 janvier, les négociations sur l'avenir de la Bosnie-Herzégovine devaient reprendre dimanche 10 janvier à Genève. Y participeraient les chefs des communautés serbe, musulmane et croate de la République, respectivement MM. Radovan Karadzic, Alija Izetbegovic et Mate Boban, ainsi que le président de Croatie, M. Franjo Tudjman, et son homologue de la nouvelle Yougoslavie (Serbie et Monténégro), M. Dobrica Cosic.

Les médiateurs de l'ONU, M. Cyrus Vance, et de la CEE, Lord Owen, espèrent recevoir, à cette occasion, une réponse au plan de paix qu'ils ont proposé et qui prévoit notamment un redécoupage de la Bosnie en dix provinces et une série de principes constitutionnels.

Si ce plan est approuvé par les belligérants, la paix ne sera pas rétablie pour autant du jour au lendemain et les négociations dureront encore, selon les médiateurs, sans doute plusieurs mois. En cas de rejet, les perspectives d'une intervention militaire internationale se font plus précises. Les sanctions économiques et commerciales décidées par l'ONU à l'encontre de la Serbie et du Monténégro n'ont pas eu jusqu'à présent les effets escomptés. Les violations sont nombreuses, et, si les particuliers sont touchés, les forces en présence ne paraissent manquer ni de carburant ni de matériel.

• Que veulent les trois communautés de Bosnie-Herzégovine ?
- Les Serbes (orthodoxes, près de 33 % de la population de Bosnie-Herzégovine, répartie sur une grande partie du territoire, particulièrement dans les campagnes), dont les forces ont conquis environ 70 % du territoire bosniaque, affirment souhaiter une transformation de la Bosnie-Herzégovine en une communauté d'États souverains - serbe, croate et musulman. Ils ne se considèrent pas, en effet, comme un groupe ethnique mais comme une nation.

Il est clair que cette revendication s'inscrit dans le cadre d'une stratégie devant mener à la création de la « Grande Serbie », dont le fondement réside dans la formule : « réunir tous les Serbes dans un seul et même État ». Tous les dirigeants serbes de Bosnie ont évoqué, à un moment ou à un autre, le futur rattachement des territoires qu'ils ont « libérés » à la République mère de Serbie.

- Les Musulmans (Slaves islamisés sous l'occupation ottomane, représentant 44 % de la population bosniaque, essentiellement localisés dans les villes) insistent sur l'idée d'un État unitaire multi-ethnique doté d'un pouvoir central fort au sein duquel les trois communautés seraient représentées.

- Les Croates (catholiques ; un peu plus de 18 % de la population, répartis de façon homogène dans une enclave septentrionale ainsi que dans les régions sud-ouest de la République ou Herzégovine occidentale) prônent la constitution d'une confédération élaborée sur une base ethnique à pouvoirs décentralisés : une idée proche du « modèle » proposé par les Serbes.

• Que propose la communauté internationale ?
Les présidents de la Conférence internationale de paix sur l'ex-Yougoslavie, Lord Owen (pour la CEE)

et M. Cyrus Vance (pour l'ONU), ont présenté le 2 janvier à Genève un document comportant deux points principaux : un redécoupage de la Bosnie-Herzégovine en dix provinces - largement basé sur une répartition ethnique : trois à dominante serbe, trois à majorité croate et trois à dominante musulmane, la région de Sarajevo, délimitée, étant dotée d'un statut spécial à définir - et une série de principes constitutionnels reprenant l'idée d'une « décentralisation » plutôt que celle d'une « confédération ».

Cette double proposition a été acceptée, sans objection, par les Croates, tandis qu'elle a été rejetée par les Serbes ainsi que par les Musulmans, les premiers contestant à la fois la carte proposée par les médiateurs et les « principes

serbe pour qu'elle accepte enfin les propositions de Genève.

• Que font les « casques bleus » actuellement déployés en Bosnie ?

La Force de protection des Nations unies (FORPRONU) a, en Bosnie-Herzégovine, pour mission de protéger l'acheminement de l'aide humanitaire aux populations bosniaques assiégées. Pour ce faire, les « casques bleus » sont répartis dans trois régions : Bihać, dans le nord-ouest de la Bosnie, où sont stationnées les unités françaises ; en Bosnie centrale, où opèrent les Britanniques ; dans le sud-ouest, confié aux Espagnols. De plus, des éléments français, égyptiens et indonésiens protègent l'aéroport de Sarajevo. Un bataillon canadien était destiné à la région de Banja-Luka, contrôlée par les Serbes,

prendre une nouvelle mission, dimanche 10 janvier, dans l'ancienne Yougoslavie, pour y poursuivre son enquête sur les atrocités perpétrées durant le conflit.

• Qui détient le pouvoir dans le camp serbe ?

Officiellement, la Serbie n'est pas en guerre et se défend de toute implication en Bosnie-Herzégovine, comme elle l'a fait pendant les six mois de conflit en Croatie. C'est que Belgrade a constamment joué de l'ambiguïté Serbie-Yougoslavie. L'armée « fédérale » a ainsi pu intervenir impunément et massivement en Croatie pour « défendre les intérêts de la Fédération menacée », intérêts qui coïncidaient avec ceux des Serbes. Malgré la fiction d'une mission d'« interposition » devant justifier l'intervention de l'armée

serbe, l'un des principaux initiateurs du « réveil nationaliste serbe ». Un temps déifié par un homme d'affaires influent, naturalisé américain, M. Milan Panic, M. Milosevic a survécu haut la main à des élections, le 20 décembre, qui lui ont accordé une majorité de plus de 56 %. Après avoir évincé M. Panic - partisan d'un compromis - de son poste de premier ministre fédéral, il peut maintenant s'appuyer sur une large majorité de députés socialistes (ex-communistes) et ultra-nationalistes serbes et fédéral. M. Milosevic est, plus que jamais, l'interlocuteur incontournable dans toute tentative de règlement.

• Kosovo : prochaine étape de la guerre ?

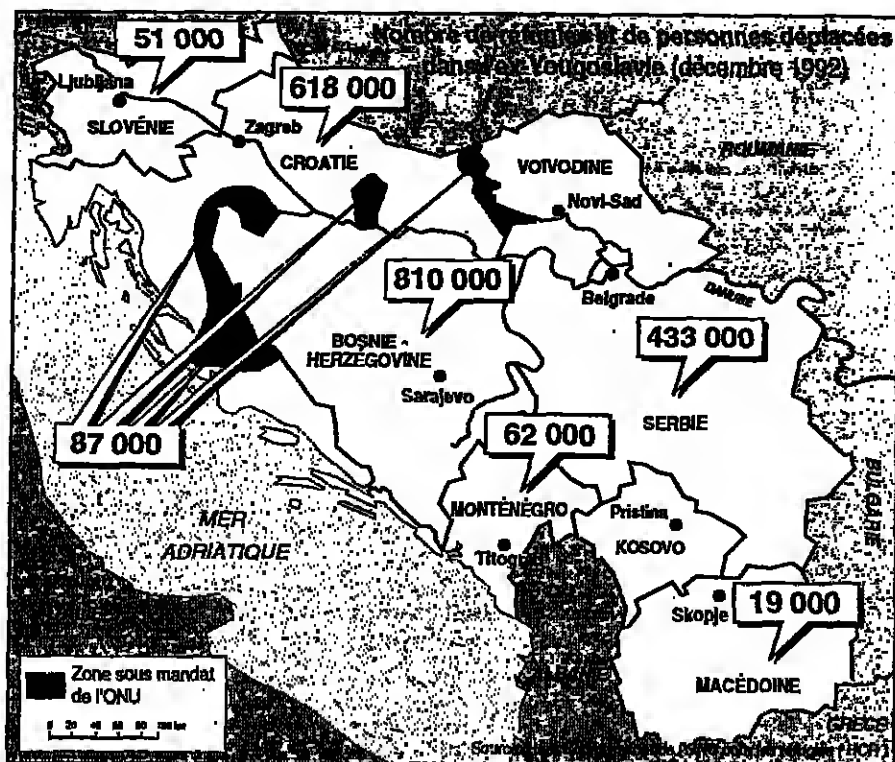
Province intégrée à la République de Serbie, le Kosovo est peuplé à 90 % d'Albanais de souche. En 1974, Tito lui avait conféré un statut de « région autonome » ayant un représentant à la présidence collégiale de la Fédération yougoslave. Après la mort du maréchal, les Serbes se sont employés à gommer cette autonomie, ce que M. Milosevic a fait parvenir à faire grâce à l'adoption, en 1990, d'une nouvelle Constitution serbe. C'est sur cette question du Kosovo - considéré par les Serbes comme leur « bien national » - que M. Milosevic a bâti l'essentiel de sa popularité en y défendant la cause de la minorité serbe. Cette reprise en main a été marquée par des révoltes, souvent sanglantes, des Albanais de souche.

Ces troubles ont conduit Belgrade à mettre en place un dispositif policier et militaire imposant au Kosovo et à mener une politique répressive de « serbisation », notamment dans les domaines politique, économique, de l'enseignement et de la presse. Sans réclamer, publiquement, leur rattachement à une Albanie dont le niveau de vie est très inférieur au leur, les Kosovars ont d'abord demandé un statut de République à part entière au sein de la Fédération yougoslave. Depuis l'éclatement de cette dernière, ils revendiquent leur indépendance. Les Kosovars ont élu, en mai 1992, un Parlement et un « exécutif » parallèles, évidemment non reconnus par Belgrade. Ils ont boycotté les élections de décembre, favorisant l'élection, chez eux, des ultra-nationalistes serbes les plus durs.

Jusqu'à ce jour, les dirigeants kosovars - avec, à leur tête, l'écrivain Ibrahim Rugova - ont adopté une attitude de retenue afin d'éviter de donner aux Serbes l'occasion de mener au Kosovo une politique d'épuration, voire une véritable guerre. Les Serbes, qu'ils soient au pouvoir ou dans l'opposition, sont tous d'accord pour ne jamais abandonner leur province méridionale. D'un autre côté, il est inévitable que l'Albanie, exsangue et en pleine mutation, soit prête à se porter au secours des Kosovars.

Une explosion dans cette région risquerait d'avoir des retombées dramatiques sur la Macédoine voisine, où vit une très importante minorité albanaise de souche dont une partie pourrait bien, elle, être tentée d'intervenir. Pour empêcher une éventuelle extension de la guerre, l'ONU a décidé de déployer préventivement des « casques bleus » en Macédoine afin de dissuader toute velléité albanaise en faveur des Kosovars.

ALAIN DEBOVE
et VIVES HELLER



constitutionnels », qui les privent de l'Etat souverain qu'ils recherchent. Les Musulmans, quant à eux, s'estiment lésés sur le plan territorial et considèrent que les Croates ont fait la part belle aux Serbes et à leurs acquis.

• Que vult la menace d'une intervention militaire étrangère ?

Après l'avoir écarté pendant des mois sous prétexte d'infaisabilité, à peu près tout le monde - en Europe comme aux États-Unis - a brandi aujourd'hui plus ou moins ouvertement, sous la pression d'une opinion publique de plus en plus choquée par la relation des atrocités commises. Toutefois, de profondes divergences demeurent sur les modalités d'intervention, aucun des pays - États-Unis, Grande-Bretagne et France - capables de la mener d'être, en premier lieu, prêt à s'engager à sacrifier les efforts nécessaires à une telle intervention. Les trois puissances seraient les premières victimes seraient les milliers de « casques bleus » (britanniques, égyptiens, espagnols, français ou israéliens) présents en Bosnie-Herzégovine et qui ont déjà payé leur tribut.

Ni Washington, ni Londres, ni Paris ne sont, en outre, d'accord sur les modalités mêmes d'une éventuelle opération militaire - aérienne ou terrestre - rendue extrêmement délicate de par la nature du terrain très montagneux de Bosnie, se prêtant aussi bien à des opérations de guerre « classique » qu'à des actions de guérilla.

De plus, le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, ainsi que MM. Vance et Owen, sont hostiles à tout projet militaire « musclé » qui, selon eux, torpillerait les dernières chances d'une solution politique.

Pas plus que le semi-blocus imposé par l'ONU à la nouvelle Yougoslavie, les menaces militaires brandies ces dernières semaines, avec plus ou moins de conviction, ne semblent avoir beaucoup intimidé les Serbes, de Bosnie ou de Belgrade, qui se disent déterminés à riposter et à embrasser les Balkans en cas d'attaque étrangère. Les seuls à réclamer, depuis des mois, une intervention étrangère - pour mettre fin à l'agression dont ils sont victimes - et la levée de l'embargo sur les armes, qui frappe l'ensemble de l'ex-Yougoslavie, sont les Musulmans. Ceux-ci ont trouvé une oreille attentive à Washington sur cette dernière demande, écartée en revanche par les Français et les Britanniques.

En poussant à l'adoption, avant la fin de la semaine, d'une résolution du Conseil de sécurité prévoyant des mesures destinées à faire respecter l'interdiction de survol de la Bosnie, la France espère accentuer la pression sur la partie

mais n'a pu s'y déployer, ces derniers s'étant opposés.

• L'épuration ethnique continue-t-elle ?

Après neuf mois de guerre, des rapports concordants de pouvoirs américains ou européens, comme des organisations humanitaires (le Monde du 8 janvier) - font état de la poursuite d'une « épuration ethnique » qui prend la forme de massacres, de viols et d'intimidations. Des centaines de milliers de personnes ont été chassées de leurs foyers et continuent à l'être au nom de cette politique serbe. Près de deux millions de Bosniaques - Musulmans, Croates ou Serbes - ont été comptabilisés par le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) comme « personnes déplacées ou réfugiées » (voir carte).

D'autre part, selon des informations fournies par le département d'État américain, plusieurs dizaines de milliers de personnes - jusqu'à soixante-dix - seraient toujours détenues dans des camps en Bosnie-Herzégovine en dépit des engagements pris par les belligérants à Londres, fin août, de fermer tous les camps de détention. Le rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, l'ancien premier ministre polonais Tadeusz Mazowiecki, doit entre-

« fédérale » en territoire croate, tous les officiers de cette armée ont reconnu que leurs canons ont toujours été exclusivement tournés vers les Croates et jamais contre les Serbes.

Le même scénario s'est reproduit en Bosnie-Herzégovine jusqu'à la décision de Belgrade de créer une nouvelle Yougoslavie n'englobant plus que la Serbie et le Monténégro, et, donc, de scinder les forces fédérales en une armée de Serbie et une armée de la communauté serbe de Bosnie. Cette dernière a hérité de la défunte « armée populaire yougoslave » (JNA) son commandement, ses équipements et son armement. Les liens entre Serbes étant très forts (leur devise tient en quatre mots : « Seule l'union sauve les Serbes »), l'armée serbe de Bosnie peut toujours compter sur le soutien actif de Belgrade ; et il est clair que c'est grâce à cet appui qu'elle peut contrôler 70 % du territoire bosniaque, face à des forces largement sous-équipées. Suppléée de cette armée, les miliciens serbes jouent un rôle prépondérant dans le « nettoyage ethnique » et l'occupation des zones conquises.

Sur le plan politique, un seul homme tient, depuis le début du conflit yougoslave, les rênes du pouvoir serbe : M. Slobodan Milo-

M. Milosevic est invité aux négociations de Genève

Suite de la première page

Le président Izetbegovic avait en outre comparé, au cours d'une conférence de presse, la situation actuelle dans les Balkans à celle précédant la deuxième guerre mondiale et évoqué les « Chamberlain et Daladier » d'aujourd'hui. « Il y a aujourd'hui une atmosphère de Munich », avait-il dit, en rappelant qu'à l'époque « certains étaient en faveur d'un accord avec Hitler, alors que d'autres préconisaient la résistance ». Il s'était comparé au président tchécoslovaque de l'époque, Edward Benes, dont le pays avait été abandonné, en 1938, par la France et la Grande-Bretagne au nom de l'apaisement. « À l'époque, c'était la Tchécoslovaquie. Aujourd'hui, c'est la Bosnie-Herzégovine. A l'époque, c'était Hitler. Aujourd'hui, c'est Milosevic. A l'époque, il y avait Chamberlain et Daladier. Aujourd'hui, il y en a d'autres. »

« Ils pensent, avait-il ajouté, qu'il faudrait opérer le nouveau fascisme et le national-socialisme. D'autres sont prêts à résister. A l'époque, il y avait aussi des gens comme de Gaulle et Churchill ».

D'autre part, les présidents de la conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie, Lord Owen et M. Cyrus Vance, ont suggéré que le président de Serbie, M. Slobodan Milosevic, avec lequel ils se sont entretenus, jeudi à Belgrade, participe aux négociations de Genève au sein de la délégation de Yougoslavie (Serbie et Monténégro), au côté du président Dobrica Cosic. Les conversations ont également porté sur la situation au Kosovo. Selon le porte-parole de la conférence, M. Fred Eckhart, M. Milosevic « n'a dit non à rien et a répondu oui à tout ».

C'est dimanche à 11 heures que les responsables des parties en conflit devront répondre aux propositions des médiateurs sur l'avenir de la Bosnie-Herzégovine (redécoupage en dix provinces et nouveaux principes constitutionnels). Si les Croates les ont déjà approuvés, le chef de la communauté serbe de Bosnie, M. Radovan Karadzic, a réitéré jeudi son opposition à ces propositions. Il conteste à la fois la carte présentée à Genève et le projet de Constitu-

POLOGNE : tout en attendant le projet de loi initial

La Diète a adopté l'interdiction de l'avortement

Les députés polonais ont adopté, jeudi 7 janvier, un projet de loi interdisant l'interruption volontaire de grossesse. Ce texte, qui comporte toutefois plusieurs exceptions, est le fruit d'un compromis et revêt un caractère moins restrictif que le projet de loi initial, qui avait le soutien de l'Eglise catholique.

Mettant - très provisoirement, sans doute - un terme à un débat qui déchire le pays depuis plus de trois ans, les députés polonais ont décidé, jeudi 7 janvier, par 213 voix contre 171 et 29 abstentions, d'interdire l'avortement, tout en autorisant dans certains cas extrêmes.

L'intérêt de ce vote réside évidemment dans les exceptions, fruits d'un délicat compromis négocié notamment sous l'influence de l'Union démocratique, le parti du premier ministre, M. Hanna Suchocka, dont les convictions personnelles penchent ouvertement vers l'interdiction de l'IVG, mais qui ne souhaitait pas un texte répressif. Aux termes du nouveau texte, les Polonaises pourront obtenir une interruption volontaire de grossesse si celle-ci résulte d'un crime (viol, inceste), si la vie ou la santé de la mère sont menacées, et si un test prénatal révèle une malformation du fœtus. L'IVG ne pourra alors être pratiquée que dans des établissements hospitaliers.

Les députés ont supprimé la disposition du projet de loi initial qui prévoyait des poursuites contre les femmes avortant elles-mêmes. De même, la possibilité de faire pratiquer des tests prénatals (à condition qu'ils ne favorisent pas d'avortement spontané) et d'en tenir compte est importante pour les femmes polonaises. Enfin, un autre amendement demande au gouvernement de garantir l'accès de la population aux méthodes de contrôle des naissances.

En revanche, un amendement qui aurait permis l'IVG en cas de difficultés financières ou de loge-

ment n'a pas été retenu, et les médecins, qui pratiqueront des avortements en dehors des cas prévus par la loi seront passibles de deux ans d'emprisonnement.

Le compromis trouvé à la Diète va à l'encontre des souhaits de l'Eglise catholique et du Parti chrétien-national ZChN qui voulaient obtenir l'interdiction totale de l'avortement. Le cardinal Glemp, primat de Pologne, l'a qualifié de « pas vers la défense de la vie du fœtus » tandis que l'un des députés les plus conservateurs, M. Jan Lopuzanski (ZChN), déplorait le vote d'un texte qui est, en réalité, « un projet de loi sur les possibilités d'avorter ».

Rejet du référendum

Quelles que soient les réserves des intégristes, il n'en reste pas moins que ce texte « s'il est confirmé par le Sénat le 18 janvier - et le Sénat est réputé plus conservateur que la Diète - aura pour effet d'annuler la loi communiste de 1956 légalisant l'avortement, alors que toutes les enquêtes d'opinion publique donnaient une majorité en faveur du maintien de cette législation. C'est bien la raison pour laquelle les partisans de l'avortement, menés au Parlement par M. Barbara Labuda, député de l'Union démocratique, faisaient campagne pour l'organisation d'un référendum national.

Les députés ont rejeté, également jeudi, cette proposition d'un référendum. Pourtant, selon un sondage effectué en novembre par un institut officiel, 74 % des Polonais souhaitaient être directement consultés sur l'avortement, et une pétition lancée pour soutenir la revendication d'un référendum avait recueilli près de 300 000 signatures à la mi-décembre.

Dans l'immédiat, de nombreux députés et le gouvernement verront surtout un avantage au « compromis » de jeudi, celui de sauver la coalition gouvernementale.

S. K.

ALLEMAGNE : M. Erieh Honecker va subir un nouvel examen médical. Le tribunal berlinois qui juge M. Erieh Honecker pour sa responsabilité dans la mort de fuytiffs est-allemands sur le mur de Berlin a décidé, jeudi 7 janvier, de soumettre l'ancien numéro un de l'ex-RDA, qui souffre d'un cancer, à un nouvel examen médical. Le tribunal entend, le 14 janvier, les conclusions des médecins et pourrait prendre aussitôt

une décision sur un éventuel arrêt du procès, si-on indique de source judiciaire. La probabilité d'une telle hypothèse est renforcée par le fait que les magistrats ont aussi décidé de juger M. Honecker séparément des trois autres co-accusés, tous d'anciens dignitaires du régime communiste, afin que le procès ne soit pas continuellement dominé par les problèmes de santé de l'ancien chef d'Etat. (AFP)

ELLE EUROPE

Journal de l'Europe

EUROPE

La situation dans l'ex-Yougoslavie et ses répercussions

L'archevêque de Zagreb estime que le conflit en Bosnie « n'est absolument pas une guerre de religion »

Très écouté en Croatie, où la population est majoritairement catholique, l'archevêque de Zagreb, cardinal Franjo Kuharić, a déclaré, dans l'entretien qu'il nous a accordé, plus de fermeté de la part de la communauté internationale et regrette le point de vue de certaines autorités orthodoxes.

ZAGREB

de notre envoyé spécial

« Selon vous, le conflit en Bosnie peut-il s'apparenter à une guerre de religion ? »

« Ce n'est absolument pas une guerre de religion. C'est une guerre politique — et uniquement cela — destinée à donner corps à un projet, celui de la « grande Serbie ».

D'ailleurs, comment parler de guerre de religion quand, selon les chiffres de l'Eglise orthodoxe elle-même, deux Serbes sur trois et neuf Monténégrins sur dix ne sont pas baptisés. L'Eglise catholique, pour sa part, a soutenu la démocratisation de l'Etat croate, pour la liberté, pour les droits de l'homme, que nous continuons à défendre, y compris pour les minorités qui se trouvent aujourd'hui en Croatie, en faisant pression sur le gouvernement croate pour qu'il y veille.

« Au début du conflit, j'ai demandé publiquement à nos « frères » serbes de renoncer à la

violence. Nous avons toujours prêché la non-violence. Les atrocités dans cette guerre sont l'expression même d'une perte de valeurs morales, religieuses. C'est pourquoi, nous avons droit aujourd'hui à la « purification ethnique », aux meurtres, aux camps, aux viols, aux destructions systématiques des églises et des mosquées, des hôpitaux, des écoles, des villages.

« Arrêter la main qui tue »

- Le dialogue interreligieux a-t-il toujours été maintenu ?

« Les orthodoxes et les catholiques se sont rencontrés au total quatre fois en deux ans. Deux fois en 1991 : en mai en Serbie et en août en Croatie. Deux fois en 1992 : en septembre près de Genève, puis en novembre à Bernes. Cette fois-ci, les responsables de la communauté musulmane. Chaque fois, nous avons réitéré les appels communs à la paix, contre les violences et la guerre, contre les violences systématiques qui sont « le crime des crimes » de cette guerre et pour lesquels, entre autres, il faudra former des tribunaux internationaux. Cela, finalement, est resté sans écho. Simplement car ceux qui veulent la guerre n'écourent pas les Eglises.

« L'Eglise orthodoxe a peut-être aussi une autre vue de la situation. Par exemple, après notre rencontre en Suisse en septembre, le métro-

polite Irénée de Voïvodine (nord de la Serbie) s'est rendu en Grèce en octobre et a expliqué ouvertement le fruit d'une conjuration fomentée par les Croates, sous l'œil du Vatican, et les Musulmans !

- Souhaitiez-vous une intervention militaire ?

« Si un voleur entre dans la maison familiale, le père de famille a-t-il le droit d'appeler la police ? Je suis contre la violence mais pas contre la légitime défense des victimes. Nous ne pouvons pas laisser le droit au plus fort. Le pape a eu raison de dire qu'on doit « arrêter la main qui tue ». Aujourd'hui, l'aide humanitaire ne suffit plus. Je pense surtout qu'on aurait pu empêcher le déclenchement de la guerre si les déclarations de l'ONU et les sanctions avaient été plus fortes tout de suite. Or si les Européens disaient très clairement aujourd'hui : « Nous ne pouvons pas permettre une guerre sur le sol européen ».

« On garde en tête la condamnation de votre prédécesseur, Mgr Stepinac, en 1946, par les communistes, et la période floue de la seconde guerre mondiale, où le rôle de l'Eglise catholique dans l'instauration par l'occupant allemand d'un Etat croate a été jugé ambigu ».

« Le cardinal Stepinac a été la victime innocente d'un tribunal communiste parce qu'il était le signe et le symbole de la résistance au totalitarisme et à l'idéologie marxiste. Il faisait partie de cette

ligne de résistance qui s'étendait de la Baltique à l'Adriatique et qui était incarnée par le cardinal Wyszyński en Pologne, Mgr Beran en Tchécoslovaquie, le cardinal Mindszenty en Hongrie. Tous ont été condamnés parce qu'ils s'agissaient alors pour les communistes d'émouvoir les voix qui parlaient contre la violence des droits humains.

Mais les Croates, qui ont toujours su que Mgr Stepinac s'était élevé contre toute forme de dictature, y compris pendant la guerre, l'honneur comme un saint, un martyr. D'ailleurs, le Parlement croate, en février dernier, s'est empressé d'annuler son procès et de le réhabiliter ».

Propos recueillis par JEAN-MICHEL DUMAY

La future administration américaine est favorable à l'usage de la force

M. Les Aspin, désigné par M. Clinton pour occuper le poste de secrétaire américain à la défense, s'est déclaré, jeudi 7 janvier, favorable à l'usage de la force pour faire respecter la zone d'interdiction de survol en Bosnie, mais a estimé préalable que des troupes européennes soient les premières envoyées sur le terrain en cas d'intervention au sol.

Cependant, en raison de divergences entre Occidentaux, de nou-

Nouvelle tension entre Serbes et Roumains à propos de l'embargo de l'ONU

BUCAREST

de notre correspondant

« Il pour qui, dent pour dent et bateau pour bateau : malgré les « bonnes relations traditionnelles » entre la Serbie et la Roumanie, malgré la libération d'un premier bateau roumain saisi début décembre par les Serbes (une « initiative intempestive » des autorités locales de Voïvodine, selon la version officielle), le ton monte de nouveau entre Belgrade et Bucarest.

En représailles à l'arraisonnement, dans les ports roumains de Galati et Braila, de quatre bateaux yougoslaves violant l'embargo de l'ONU, les autorités de Belgrade ont saisi quatre bateaux roumains et une dizaine de péniches, chargées de pétrole, sucre, bois et minerais qui transitaient sur le Danube par la Serbie, selon un communiqué du ministère roumain des affaires étrangères, publié mercredi 6 janvier à Bucarest. Un porte-parole de la diplomatie roumaine a qualifié ce nouvel arraisonnement « d'illégal et abusif » et menacé de saisir le Conseil de sécurité de l'ONU.

Par ailleurs, des représentants ukrainiens et roumains se sont rencontrés fin décembre dans le port de Galati, sur la mer Noire, d'où s'exerce la surveillance de l'embargo sur le Danube. Selon le communiqué roumain, les Ukrainiens ont assuré qu'ils n'autoriseraient plus que des bateaux quittant leur port sans autorisation du comité des sanctions de l'ONU. Ils auraient aussi accepté de retirer leurs navires violant l'embargo et immobilisés dans le port encombré.

La proposition grecque

S'agissant des consultations engagées début janvier par Athènes avec la Bulgarie, l'Albanie et la Roumanie pour coordonner une éventuelle opposition commune de ces pays à une intervention armée dans l'ex-Yougoslavie voisine, Bucarest observe une grande discrétion. La proposition grecque « va être analysée », a déclaré un porte-parole du ministère des affaires étrangères. Comme Athènes, la Roumanie se refuse à participer directement à une intervention militaire mais, assez isolée sur la scène internationale (malgré la visite prévue pour le 11 janvier de M. Roland Dumas à Bucarest), elle n'a vraisemblablement pas les moyens de s'y opposer ouvertement.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

RUSSIE

Un « démocrate » remplace un « bureaucrate » à la tête de l'administration présidentielle

MOSCOU

de notre correspondant

Un coup à droite, un coup à gauche. Contraint par le Congrès des députés à un « recentrage », qui s'était traduit, entre autres, par la nomination au poste de premier ministre de M. Viktor Tchernomyrdine — un apparatchik marqué par l'ancien système — M. Boris Eltsine a répliqué un mois plus tard, en remplaçant jeudi 7 janvier, à la tête de l'administration présidentielle, un « bureaucrate » par un « démocrate ». C'est un homme proche de M. Eltsine depuis l'époque de Sverdlovsk, M. Iouri Petrov, dénoncé de longue date par les libéraux comme un nomenklaturiste mal conseillé de la dissolution du parti, qui a fait les frais de l'opération, et c'est un autre proche du président, M. Sergueï Filatov, jusqu'à présent premier vice-président du Parlement, où il se comportait en antenniste de

M. Eltsine, qui en bénéficie. La manœuvre est une illustration du jeu de balance auquel se livre M. Eltsine, lui-même Janus à deux faces, bureaucrate et démocrate. Elle est aussi dans la logique de la bataille livrée ces derniers mois, en particulier avec le président du Parlement, M. Rousslan Khasboulatov.

Le retour de M. Poltoranine

Ce dernier en était venu à considérer M. Filatov, son premier adjoint, comme un traître, coupable d'entretenir des liens étroits avec son ennemi intime, M. Gennadi Bourboulis, ancien premier conseiller du président, bête noire des conservateurs et des contristes qui finirent par obtenir sa révocation.

Il avait donc progressivement dépossédé M. Filatov de l'essentiel de ses prérogatives, alors même que ce dernier avait été choisi par

M. Eltsine pour représenter le Parlement au Conseil de sécurité. La nomination de M. Filatov, en l'occurrence, lui-même bien intégré à l'ancien système soviétique, fut un temps secrétaire de l'Union des jeunes communistes de son usine, clarifie donc — un peu — les choses. D'autant que, de son côté, M. Iouri Petrov, même s'il était loin d'être le seul « bureaucrate » de l'entourage présidentiel, faisait vraiment figure de dinosaure. Son administration proclamée pour Fidel Castro, « très grand homme politique » et « homme bon », avait fait fuir les démocrates.

Il avait même assisté la répression à Cuba, où il fut jadis assesseur, à une simple manifestation de la « spécificité » locale. D'une manière générale, sa manière de s'exprimer donnait à ses interlocuteurs l'impression de remonter le temps : accompagnant récemment M. Eltsine à Pékin, il faisait valoir que les actuels dirigeants chinois, « formés en URSS,

éprouvaient de la reconnaissance pour l'aide désintéressée que leur avait apportée l'Union soviétique ».

Accusé de freiner les réformes, M. Petrov avait proposé, dès le printemps dernier, sa démission à M. Eltsine, qui l'avait alors refusée. Cette fois-ci, le président s'est décidé à le sacrifier, ce qui ne signifie pas forcément que sa carrière soit terminée pour autant.

Un autre proche du président, représentant, lui, de la branche opposée, M. Mikhaïl Poltoranine, qui, à la veille du Congrès des députés, avait cédé sa place de vice-premier ministre chargé de l'information, est revenu depuis en pleine gloire, avec le même rang, et la mission de maintenir dans le droit chemin de la vérité officielle les télévisions et l'agence Tass.

JAN KRAUZE

A TRAVERS LE MONDE

ARGENTINE

M. Menem a présenté un important plan social

Le président Carlos Menem a annoncé, jeudi 7 janvier à Buenos Aires, un programme social de 1,5 milliard de dollars, destiné à venir en aide aux secteurs les plus défavorisés de la population. Dans un discours aux accents péronistes, M. Menem a indiqué que les nouvelles mesures n'impliquaient pas une augmentation du budget social, qui a élève, pour 1993, à 47 milliards de dollars, soit 28 % du PIB. Elles seront surtout financées par des prêts d'organismes internationaux comme la Banque mondiale. Parmi les priorités figurent le sort des retraités et des communautés indigènes, la construction d'écoles et d'hôpitaux, ainsi que le lancement de grandes campagnes de vaccination.

Répondant aux syndicats et à l'Eglise catholique qui lui reprochent son « manque de sensibilité sociale », M. Menem a estimé qu'il avait d'abord fallu redresser l'économie, avant de pouvoir s'occuper des plus pauvres. Le taux d'inflation est tombé à 17,5 % en 1992, son niveau le plus bas depuis dix-neuf ans. Les partis d'opposition ont dénoncé les « visées électoralistes » du chef de l'Etat : M. Menem, élu en 1989, cherche à obtenir un amendement à la Constitution, qui lui permettrait de briguer un second mandat en 1995. — (Corresp.)

HONGRIE

Les présidents de la radio et de la télévision ont démissionné

Les présidents de la télévision et de la radio hongroises, MM. Elemér Hankiss et Csaba Gombor, ont démissionné, mercredi 6 janvier, de leur poste. Ils ont été remplacés par M. József Antall, dans un conflit qui l'oppose au président de la République, M. Göncz, depuis de longues années.

Annouçant leur décision à la presse, MM. Hankiss et Gombor, qui étaient soutenus par l'opposition dans ce conflit, ont dénoncé la malhonnêteté du gouvernement sur les médias audiovisuels. « La dernière illusion de l'indépendance des médias s'est éteinte avec la suppression de l'autonomie budgétaire de la télévision et de la radio », selon M. Gombor.

M. Antall taitait depuis long-

temps d'obtenir le départ des deux hommes, afin de désamorcer les critiques de la droite de son mouvement, le Forum démocratique (MDF), qui doit tenir son congrès en mai. M. Hankiss avait été récemment suspendu pour « mauvaise gestion ». — (UPI, AFP.)

INDE

Affrontements communautaires à Bombay

Un couvre-feu a été imposé, jeudi 7 janvier, en divers points de Bombay, et la police de l'Etat du Maharashtra a été autorisée à tirer à vue, au raison d'affrontements entre membres des communautés hindoues et musulmanes, indiqua l'agence UPI. Ces violences ont fait au moins neuf morts et plus de cent blessés depuis le début de la semaine. Un incident mineur, le 4 janvier, dans l'immanence bidonville de Dharavi, près de l'aéroport, a dégénéré en gains d'autres quartiers de la métropole économique de l'Inde. Des actes de violence individuelle et de pillage collectif se sont multipliés, ainsi que les incendies volontaires.

Bien qu'apparemment sans lien avec les violences survenues en décembre après la destruction de la mosquée d'Ayodhya, ces incidents sont jugés inquiétants. Bombay, en effet, a déjà été la ville la plus touchée par les émeutes : sur un total officiel de 119 morts pour tout le pays, 202 y ont été recensés. Les commentateurs expliquent ces débordements par l'existence, dans les deux communautés, de nombreux jeunes désemparés et sans ressources, ainsi que par le poids d'une mafia liée aux trafics (drogues et or, drogues, prostitution...) d'une grande cité très active et d'un port important.

Des officiels reconnaissent la responsabilité de policiers dans un massacre de civils au Cachemire. Des officiels indiens ont reconnu, jeudi 7 janvier, la responsabilité des forces de l'ordre dans le massacre d'une cinquantaine de civils survenus la veille à Sopore, au Cachemire (Le Monde du 8 janvier). « Ils sont devenus comme fous », a déclaré un commissaire de police, M. S. Sahay. Après la mort de deux membres des forces de sécurité, leurs camarades avaient bouclé la ville et tiré à vue sur un marché et contre des véhicules. Malgré le couvre-feu, une manifestation de protestation a eu lieu jeudi à Sopore. — (Reuters.)

La ratification de START par l'Ukraine

Washington refuse un nouveau marchandage

Recevant une délégation ukrainienne de haut niveau, l'administration Bush vient de repousser toute idée de nouvelles modifications des accords START concernant la réduction des armements nucléaires stratégiques, rapporte le Washington Post dans un article repris, vendredi 8 janvier, par l'International Herald Tribune. L'Ukraine, qui a signé cet accord au mois de mai dernier, est, en effet, engagée dans un délicat processus de ratification parlementaire qui est indispensable au bon aboutissement de cet accord. La délégation ukrainienne souhaitait certains amendements qui auraient pu faciliter cette ratification alors qu'un nouvel accord, concernant également les armements stratégiques, vient d'être conclu entre Russes et Américains (START2). « Nous n'avons pas l'intention de marchandiser pour (obtenir ce vote), a-t-on expliqué du côté américain pour clore le débat.

Le retard mis par l'Ukraine dans la mise en œuvre de START1 ne va pas sans poser quelques problèmes. Ce pays figure au premier plan des puissances nucléaires issues de l'ex-Union soviétique, et les Russes ont fait dépendre l'application de START1 du respect par l'Ukraine de son engagement à retirer de son sol les missiles balistiques qui s'y trouvent encore stationnés.

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : un rapport publié par le Pentagone

La réduction actuelle du budget de la défense est moins sévère que les précédentes

Les Etats-Unis sont moins affectés par la réduction du budget de la défense depuis la fin de la guerre froide que par celles intervenues après la deuxième guerre mondiale, celles de Corée et du Vietnam, selon un rapport publié jeudi 7 janvier par le Pentagone. Dans ce document, la commission de conversion du département de la défense estime que les conséquences économiques de la réduction du budget militaire « ne posent pas de problème extraordinaire » pour les Etats-Unis.

Calculée en proportion du produit intérieur brut (PIB), la diminution actuelle du budget de la défense est, avec 0,26 % annuellement depuis 1986, « la plus faible et la plus progressive depuis cinquante ans », écrit également le Pentagone. Après la fin de la deuxième guerre mondiale, cette proportion avait atteint 8,9 % du PIB, sur une période comparable.

Ce rapport critique cependant vigoureusement les programmes du gouvernement destinés à aider les Américains victimes de cette réduction. Les qualifiant de trop fragmentaires, la commission estime qu'ils ne mettent pas suffisamment l'accent sur les besoins des collectivités locales et des individus.

Cette commission a été établie en avril dernier par le Congrès pour évaluer les effets sur l'économie des coupes dans le budget de la défense et faire des recommandations pour en atténuer l'impact. Les dépenses fédérales consacrées à la défense devraient tomber à 237 milliards de dollars en 1997, ce qui représente une diminution de 30 % depuis 1987, entraînant 960 000 pertes d'emplois dans le secteur privé et une réduction de 25 % du nombre des personnels militaires d'active. (AFP.)

هكذا من الأصل

PROCHE-ORIENT

ISRAËL : une concession du premier ministre

M. Rabin autorise deux délégués du CICR à se rendre auprès des Palestiniens expulsés

Le premier ministre israélien, M. Itzhak Rabin, a fait une concession, jeudi 7 janvier, dans l'affaire des Palestiniens expulsés vers le Liban sud en autorisant deux délégués du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à se rendre auprès de ces derniers à bord d'un hélicoptère de la Force intermédiaire des Nations unies pour le Liban (FINUL).

Les délégués feront un seul voyage, « examineront la situation et notamment les moyens de ramener les dix Palestiniens » expulsés

« par erreur », a indiqué le porte-parole du CICR à Jérusalem, M. Reto Meister. « C'est nous qui avons permis de déterminer quels sont leurs besoins mais pas d'y répondre », a-t-il déploré.

De son côté, le porte-parole des expulsés, M. Abdelaziz Al Rantassi, a jugé cette mesure insuffisante. « Cela ne suffit pas, car il y a ici des gens qui doivent être hospitalisés. Ce qu'il nous faut, c'est une aide permanente et une aide médicale d'urgence en cas de besoin », a-t-il dit. Le gouvernement libanais

pour sa part, n'a pas d'avis ni d'autorisation à délivrer à ce sujet dans la mesure où « tout se déroulera en territoire occupé », a déclaré le ministre libanais de la santé M. Marwan Hamadé.

La décision d'Israël est intervenue à quelques heures de l'arrivée d'un nouvel émissaire du secrétaire général de l'ONU, M. Chinamya Carekan. Celui-ci devait rencontrer vendredi le ministre des affaires étrangères, M. Shimon Peres et s'entretenir dimanche avec M. Rabin. (AFP, Reuters)

IRAQ : après la mise en garde adressée par les Occidentaux

Bagdad maintient le flou sur ses intentions

Alors que « l'ultimatum » adressé à l'Irak par les alliés occidentaux – pour qu'il retire les missiles sol-air installés à proximité de la zone d'exclusion aérienne dans le sud de son territoire – devait, selon des sources américaines à l'ONU, expirer vendredi 8 janvier à 17 h 30 heure américaine (22 h 30 GMT), Bagdad continuait d'entretenir le flou sur ses véritables intentions.

Ainsi, lors d'entretiens avec les représentants à Bagdad de quatre pays membres du Conseil de sécurité – la Chine, le Pakistan, le Maroc et la Russie – le ministre irakien des affaires étrangères, M. Mohammed Saïd Sahaf Muhammad, a-t-il prévenu que son pays « se défendra s'il est attaqué », mais il n'a pas indiqué si son pays déplaçait ses missiles.

Après, le représentant de Bagdad auprès de l'ONU à New York, M. Nizar Hamdoun, avait plaidé « le droit » de son pays « de bouger ce qu'il veut au moment qu'il juge opportun » et de faire « ce qu'il veut de ses installations militaires », tout en précisant qu'il ne faisait pas directement allusion à la question des missiles. M. Hamdoun, qui venait de transmettre la réponse de son pays aux représentants des États-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne et de la Russie, a déclaré que son gouvernement souhaitait qu'une délégation du Congrès américain se rende à Bagdad pour discuter de cette affaire et de « tous les problèmes en suspens » entre les deux pays. La réponse irakienne fera l'objet d'un « examen très minutieux », s'est borné à dire le chargé d'affaires britannique à l'ONU, tout en faisant remarquer que « tout dépendra de ce qui se passera sur le terrain ».

en garde adressée à Bagdad, comme l'avait affirmé l'ambassadeur américain à l'ONU, M. Edward Perkins. Certains diplomates à New York parlent de « la fin de la semaine », cependant que l'ambassadeur russe Ioulia Vorontsov refuse le terme d'« ultimatum » et insiste plutôt sur la notion d'« avertissement ». (AFP, AP, Reuters)

□ Un volontaire australien tué dans le Kurdistan. – Alors qu'il était en route pour Souleimaniyeh, dans le Kurdistan irakien, un volontaire australien, travaillant pour l'organisation caritative CARE, a été tué après que son véhicule eut été touché par des tirs, a annoncé vendredi 8 janvier le ministre australien des affaires étrangères. Un deuxième australien, qui voyageait avec lui, a été blessé. Dans un communiqué, CARE a indiqué qu'il s'agissait d'une mort « accidentelle », lors d'un « incident local », sans fournir d'autres précisions. (AFP)

LIBAN : en dépit des difficultés économiques

Le gouvernement de M. Hariri a enregistré ses premiers succès

Deux mois après son entrée en fonctions, le gouvernement de M. Rafic Hariri a enregistré des succès politiques assez inattendus, mais la reprise économique se fait attendre.

BEYROUTH
de notre correspondant

On croyait fermement au Liban que le premier succès du gouvernement de M. Hariri serait la reprise économique et – illusion – que celle-ci serait quasi immédiate. Or, la saison des fêtes de fin d'année a été maussade. Dans les boutiques de Beyrouth, le désenchantement, au début de 1993, est à la mesure de l'espoir défrisé causé par le seul fait de l'arrivée de cet homme à la tête du gouvernement il y a deux mois. En ramenant le dollar à 1 835 livres libanaises – soit une baisse du tiers – et en le stabilisant, M. Hariri a créé les conditions financières d'une relance, mais pour l'instant l'amélioration économique se résume à cela.

On croyait subsidiairement que des résultats tout aussi miraculeux seraient nés dans les services publics : électricité, téléphone, voirie. La rumeur publique imaginait des bateaux ancrés au large de Beyrouth, inondant le pays de mégawatts, et fabulant autour de mille et une merveilles de la technologie moderne, le grain des entreprises mondiales étant à la botte de M. Hariri... Ces rêves fumeux se sont évanouis, et la vie au Liban demeure ponctuée par les coupures d'eau, de courant électrique et des lignes téléphoniques. Surpris par son délabrement – dont il était

bien conscient mais dont il n'imaginait pas l'ampleur – M. Hariri a donné la priorité à la réhabilitation de l'administration publique plutôt que de se lancer dans des travaux spectaculaires.

C'est finalement là où on l'attendait le moins que M. Hariri a fait le plus : il a, en effet, engagé, durant ses deux premiers mois de pouvoir, quatre succès politiques qui auront assis l'autorité de l'État comme jamais depuis que la guerre civile l'a fait voler en éclat. Il y a dix-huit ans. C'est au cours des deux dernières semaines que ces succès ont été, très vite, accumulés.

Une attitude ferme face à Jérusalem

Le premier a été enregistré dans le domaine de la sécurité. Le 27 décembre, une opération « coup de poing » de l'armée libanaise dans de vastes régions du pays réputées intouchables – Bekaa, Nord, mnnt Liban – a permis de mettre sous les verrous cent personnes et de saisir drogue, armes, faux dollars et voitures volées. L'arrestation, la même semaine, de malfaiteurs libanais et de deux soldats syriens impliqués dans un crime crapuleux est venue consolider ce retour en force de l'autorité de l'État. Le crime avait été commis en région chrétienne par des musulmans chutes venus de la banlieue Sud. Les protections communautaires n'ont pas joué.

Et c'est dans la banlieue Sud de la capitale que le gouvernement marque son deuxième point : échappant à l'autorité publique depuis le début de la guerre, cette partie de Beyrouth, pauvre et surpeuplée, qui fut le repaire des pro-

Lucien GEORGE

ASIE

CHINE : malgré de nouvelles menaces de représailles

Paris confirme la vente de Mirage 2000-5 à Taiwan

Le Quai d'Orsay a confirmé, jeudi 7 janvier, les déclarations de diplomates chinois selon lesquelles la France avait récemment informé Pékin de l'autorisation donnée à l'exportation de soixante Mirage 2000-5 à Taiwan. Pékin avait rétorqué peu avant sa vive opposition à ce contrat (le Monde du 7 janvier).

les limites de leur coopération militaire avec Taiwan) la Chine y opposera la réponse appropriée.

Le même jour, le porte-parole du ministère des affaires étrangères a semblé durcir le ton, déclarant que le geste de la France avait « gravement érodé la base des relations entre les deux pays » et qu'elle en était « entièrement responsable ». Interrogé sur les différences de « contexte historique » invoquées par Pékin pour justifier son apparente modération à l'égard de Washington, il a sèchement répondu : « Je crois que c'est clair pour tout le monde. » Il faisait référence par cette réponse à l'antériorité des ventes américaines d'armements à Taiwan, estimant que Paris ne saurait se prévaloir de ce précédent.

« Graves conséquences »

Les responsables chinois disent ne pas être en mesure de préciser les propos du porte-parole de l'ambassade de Chine à Paris impliquant un ou des membres du gouvernement français dans une promesse de ne pas donner d'autorisation de vente à la firme Dassault. A en croire les confidences faites à des hommes d'affaires, le ministre du commerce extérieur aurait donné pour consigne vague à ses subordonnés de prendre pour le

monument leurs distances avec leurs interlocuteurs français.

En insistant sur les « graves conséquences » encourues par la France, Pékin semble vouloir signifier que d'autres contrats pourraient lui échapper, dans le cadre d'une politique orchestrée par une tendance dure du régime en vue de remettre au pas les provinces rétives à l'autorité centrale. C'est ainsi que l'on interprète en particulier la récente visite de M. Li Peng à Shenzhen, la zone économique spéciale jouxtant Hongkong. Survenant en pleine controverse sino-britannique à propos du sort de la colonie, cette visite démontre moins l'esprit d'ouverture au capitalisme que le premier ministre affectait d'arborer que le souci de Pékin de présenter, face à Hongkong, sa détermination à défendre bec et ongles la souveraineté chinoise dans une zone qui vit au rythme de la colonie britannique.

Il reste que les relations entre Paris et Pékin n'ont jamais été aussi mauvaises et qu'un vol mal ce qui, à l'heure actuelle, pourrait les améliorer. Le ministre chinois des affaires étrangères, M. Qian Qichen, doit transiter par Paris le 13 janvier. Mais son porte-parole dit « ne pas être informé » de l'éventualité d'une rencontre avec un responsable français.

FRANCIS DERON

JAPON : seul candidat à la succession de M. Tanabe

M. Yamahana, nouveau président du Parti socialiste

TOKYO
de notre correspondant

Le Parti socialiste japonais (PSJ) a de facto, depuis mercredi 6 janvier, un nouveau président : M. Sadao Yamahana. Seul candidat à la succession de M. Tanabe, démissionnaire en raison de ses liens avec le « patron » déchu du Parti libéral-démocrate (PLD) Shio Kanemaru (le Monde du 26 décembre), il sera formellement désigné lors d'un congrès extraordinaire le 19 janvier.

Cette candidature unique témoigne moins d'une cohésion de la première formation d'opposition, ou même d'un compromis entre ses ailes droite et gauche, que de sa paralysie. M. Takako Doi, ex-présidente, présente comme « candidate d'union », avait catégoriquement refusé de se présenter, et les « éternels » élus réformistes du groupe Sirius n'ont pas réussi à choisir un candidat.

Ancien avocat, fils d'un député dont il « hérita » la circonscription à Tokyo en 1976, M. Yamahana (cinquante-six ans), jusqu'à présent secrétaire général du PSJ, appartient à son aile gauche alors que son prédécesseur venait de

l'aile droite. Ce qui ne signifie cependant pas à proprement parler un changement de cap.

Car le fonctionnement du PSJ n'est guère différent de celui du PLD : l'appartenance aux clans et, derrière eux, aux syndicats qui constituent les grandes forces du PSJ, ainsi que les manœuvres de couloir, sont déterminantes. Presque tous les élus socialistes sont issus des syndicats. Comme son prédécesseur, M. Yamahana appartient au syndicat des postiers et passe pour un proche de M. Tanabe, ce qui lui a aliéné ses propres amis politiques.

Il lui appartiendra de poursuivre la tâche à laquelle se sont attelés, sans grand succès, ses prédécesseurs : réformer le PSJ. Le nouveau président ne cache pas la gravité de la crise que traverse celui-ci : « La première réforme à entreprendre est de préserver l'existence même du PSJ ». Dans son état actuel, « il n'y a aucune chance de voir sa popularité remonter », écrit le Yomiuri, et il reculera sans doute un peu plus aux prochaines élections.

En mettant en avant l'idée d'« évolution constitutionnelle créative », M. Yamahana a indiqué

qu'une redéfinition de la position du PSJ à l'égard de la Constitution était prioritaire. Opposé à sa révision (demandée par une partie des conservateurs), il est favorable à une meilleure adéquation du texte aux réalités contemporaines par le biais de législations appropriées.

L'opposition catégorique du PSJ à toute atteinte à la Constitution pacifique de 1947 l'a conduit dans une impasse. Tout en insistant sur l'esprit du texte, « la défense et le développement des idéaux pacifistes », M. Yamahana estime que le PSJ doit contribuer à créer un environnement international permettant de repenser le traité de sécurité avec les États-Unis, de réduire les forces d'auto-défense et d'en préciser le rôle. Ce qui implique la reconnaissance de leur existence.

Soumis aux pressions du syndicat Rengo, qui menace de lui retirer son soutien, le PSJ est donc contraint à se réformer. M. Yamahana disposera-t-il de l'autorité qui a fait défaut à la populaire M^{me} Doi pour procéder à cet aggiornamento toujours différé ?

PHILIPPE PONS

CAMBODGE : pour enrayer les violences politiques
L'ONU s'est attribué des pouvoirs de justice

L'autorité provisoire des Nations unies au Cambodge (APRONUC) s'est attribué des pouvoirs de justice afin d'enrayer la vague de violences politiques qui a entraîné la décision du prince Sihanouk de cesser de coopérer avec elle. C'est ce qu'a annoncé, jeudi 8 janvier, le porte-parole de l'ONU à Phnom-Penh. L'APRONUC pourra « incriminer et poursuivre les individus dans le cadre des structures administratives existantes », enquêter sur des actes de violence à caractère politique, des massacres ethniques ou tout autre crime pour lesquels la justice n'a pas été rendue. Les « bérêts bleus » s'apprêtent également à pénétrer dans les zones khmères rouges et à user de la force, si nécessaire, pour y arrêter des suspects, a ajouté le porte-parole.

Ces mesures interviennent alors que les partisans du régime de Phnom-Penh ont été accusés d'avoir perpétré des attentats contre leurs opposants politiques, en particulier sihanoukistes.

D'autre part, le prince Sihanouk a accusé, de Pékin, mercredi, les États-Unis de vouloir l'empêcher de redevenir chef de l'État du Cambodge. « Depuis plus d'un an, a-t-il affirmé, les États-Unis se mettent à l'avant-garde d'un mouvement anti-sihanoukiste. (...) Avec l'appui de certains membres de l'APRONUC, certains Américains ont tout fait pour empêcher l'élection présidentielle d'avoir lieu quelques mois avant les élections pour une Assemblée constituante », devant se tenir avant le 31 mai. (AFP, Reuters)

SOLDES

ROCHE BOBOIS

DU 7 AU 18 JANVIER.

COMMENT NE PAS CRAQUER À CES PRIX-LÀ ?

Les saldes Roche-Bobois, c'est le moment idéal pour changer de salon ou de chambre à coucher, pour dénicher un petit meuble en rotin ou craquer pour un nouveau canapé... Du 7 au 18 janvier, parmi les meubles d'exposition, les fins de séries,

prototypes, salons cuir ou tissu, bahuts, tables, chaises, contemporains ou de style, tapis et lampes, choisissez la décoration que vous aimez et meublez votre maison à prix de rêve... Ne manquez pas les saldes Roche-Bobois.

Paris 12, 10 à 18, rue de Lyon. Météo Bureau. Tél. 43 44 13 18. Ouvert de 10 h à 20 h sans interruption. Le lundi de 14 h à 20 h. Parking gratuit.

Paris 3, 92-98, bd de Sébastopol. Météo Bureau. Tél. 42 76 10 50. Ouvert de 10 h à 20 h sans interruption. Parking gratuit.

Ouverts le dimanche 10 janvier.

CADEAU : Un pack lors de l'achat d'un MACINTOSH (Boîte POSSO + un disque + un tapis souris)

Mac Vi 4/40 + 14" coul. + Clavier étendu + Works 3.0 + Flight Simulator: 13595F

Même chose en 4/80: 14595F

TEL (1) 49 58 11 00 COMPUTER BENCH 1500m2

APRÈS CHOCARD INDOUSTRIE S.A. 13, R. AMBROISE CROIZAT 94000 VILLEUJIF

4000 PRODUITS MAC

Le Monde ÉDITIONS

NIPPON LE JAPON DEPUIS 1945

William Horsley, Roger Buckley

EN VENTE EN LIBRAIRIE

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : la disparition d'Helen Joseph, « figure » de la lutte contre l'apartheid

Une « camarade » et une « lady »

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Figure prestigieuse de la lutte contre l'apartheid, Helen Joseph, quatre-vingt-sept ans, a été enterrée, jeudi 7 janvier, au cimetière d'Avalon, à Soweto, après un service funèbre célébré à la cathédrale Saint-Mary de Johannesburg, en présence de Mgr Desmond Tutu et de la direction du Congrès national africain (ANC), conduite par MM. Nelson Mandela et Oliver Tambo. Elle reposera dans la même tombe que Lillian Ngoyi, sa camarade de combat dans la Fédération des femmes d'Afrique du Sud.

Helen Joseph était blanche. Décédée le 1^{er} janvier dernier, elle a eu droit à un enterrement à l'africaine, mêlant émotion, rires, discours politiques et psaumes, dans une atmosphère de fête. Elle était née en Angleterre en 1905, enseignante, elle était arrivée en Afrique du Sud en 1931, après un séjour de trois ans en Inde.

Devenue assistante sociale après la seconde guerre mondiale, puis membre du Syndicat des travailleurs du vêtement, Helen Joseph devait, dès le début des

années 50, alors que la Parti national au pouvoir mettait en place les fondements de sa politique d'apartheid, s'investir totalement dans la défense des droits civiques de la population non blanche, devenant l'une des porte-parole de ces femmes qui firent tant pour combattre l'institutionnalisation du racisme.

Inculpée de haute trahison

Membre fondateur du Congrès des démocrates, elle était à la tête des quelque vingt mille manifestantes qui, le 6 août 1956, à Pretoria, à l'appel de la Fédération des femmes d'Afrique du Sud, marchèrent sur Union Buildings, siège du gouvernement, pour protester contre les lois faisant obligation aux Noirs d'être toujours munis d'un passeport intérieur qui permettait à la police de vérifier que son porteur était bien dans l'un des rares endroits où il ne lui était pas interdit d'aller.

La suite ne fut que poursuites. Arrêtée et inculpée de haute trahison en décembre 1956 - elle ne fut acquittée que cinq ans plus tard, à l'issue d'un interminable procès - plusieurs fois assignée à résidence, interdite de séjour,

menacée et même prise sous le feu de tirs anonymes, Helen Joseph n'en continua pas moins à soutenir les prisonniers politiques, prenant la parole à de nombreux rassemblements ou faisant signer des pétitions exigeant leur libération.

C'était, selon M. Mandela qui, trente ans après, s'en amuse encore, une « camarade » qui avait des façons de « lady » de l'empire britannique lorsqu'elle refusait de donner publiquement son âge au cours d'un procès. Elle appartenait surtout à cette génération de militants blancs, communistes, chrétiens ou libéraux de toutes obédiences, qui, dès le début, se rangèrent résolument dans le camp des victimes de l'apartheid.

Si l'ANC peut aujourd'hui, avec quelque crédit auprès de ses partisans des townships, et malgré l'appression si proche et la discrimination encore si présente, inviter à la construction d'une nouvelle Afrique du Sud, où les blancs et les noirs vivront côte à côte, elle le doit beaucoup à Helen Joseph et à ses courageux compagnons.

GEORGES MARION

KENYA

L'opposition a accepté d'entrer au Parlement

Les trois principaux partis de l'opposition kenyane ont annoncé, jeudi 7 janvier, que leurs élus occuperaient leurs sièges au Parlement, contrairement à ce qu'ils avaient jusqu'à présent affirmé et malgré les accusations de fraude qu'ils avaient portées contre le parti au pouvoir.

« Nous avons décidé de ne pas adopter une attitude négative », a déclaré M. Kenneth Matiba, dirigeant du Forum pour la restauration de la démocratie (FORD-Asili), au nom de la nouvelle alliance de l'opposition, constituée avec le FORD-Kenya et le Parti démocratique (DP), après la victoire du président sortant Daniel arap Moi et de son parti aux élections présidentielle et législatives du 29 décembre.

Lors de ce scrutin, le parti du président arap Moi, l'Union nationale africaine du Kenya (KANU), a remporté la majorité au Parlement, avec 95 sièges contre 88 pour l'opposition.

Le FORD-Kenya, de M. Oginga Odinga, et le FORD-Asili, de M. Kenneth Matiba, ont, notamment, remporté chacun 31 sièges, et le Parti démocratique du Kenya (DP), de M. Mwai Kibaki, 23. Cinq sièges sont encore à pourvoir. - (AFP)

ANGOLA : l'état se resserrant autour de ses positions

Le mouvement de M. Jonas Savimbi cherche à négocier avec le gouvernement

Après une offensive d'une semaine, les forces gouvernementales ont repris, selon des sources diplomatiques, au moins trois villes tenues par l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA). Lobito, l'un des principaux bastions du mouvement de M. Jonas Savimbi, ainsi que les villes côtières de Namibe et Benguela. Les milieux diplomatiques à Luanda estiment que le bilan des combats est « très lourd », et estiment que le chiffre de mille morts à Benguela et dans les environs, avancé par la radio nationale, est probablement correct.

M. Savimbi, qui est retranché dans son fief de Huambo - autour duquel l'état se resserrait, - cherche à renouer le dialogue avec le gouvernement. L'UNITA a appelé, jeudi, le Conseil de sécurité des Nations unies à « entreprendre de façon urgente une action décisive en vue d'une cessation immédiate des hostilités », et à organiser « immédiatement une rencontre » entre le président José Eduardo Dos Santos et M. Savimbi, sous les auspices du secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali.

Le mouvement de M. Savimbi a proposé d'organiser une rencontre, à Huambo, entre le général Chilunga, son représentant au sein de la Commission conjointe politico-militaire (CCPM), et le général

João de Matos, chef d'état-major des forces armées angolaises. Celui-ci a affirmé, jeudi, qu'une vingtaine de chefs militaires de l'UNITA ont été faits prisonniers lors des combats à Bito (centre-sud), Benguela (sud-ouest), Huila (centre-sud), Namibe (sud-ouest) et Lunda (nord-est).

Le premier ministre angolais, M. Marcelino Moco, a fait savoir que le gouvernement accueillait favorablement la demande de l'UNITA de négocier, en rappelant toutefois que le mouvement de M. Savimbi avait, dans le passé, participé à des conversations sans avoir mis en pratique ses engagements. - (AFP, Reuter)

LIBYE : le conflit entre Tripoli et l'Occident examiné par M. Boutros-Ghali. - En visite privée au Caire, le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, s'est entretenu, jeudi 7 janvier, avec le ministre libyen des Affaires étrangères, M. Omar El Mousser, des moyens de résoudre le conflit entre la Libye et l'Occident. Celui-ci est consécutif aux tentatives contre un avion de la PanAm à Lockerbie en 1988 et un autre d'UTA au Niger, en 1989, dans des ressortissants libyens sont tenus pour responsables. - (AFP)

SOMALIE

L'assaut des « marines » contre un arsenal parmi les Américains

L'intervention spectaculaire des « marines » contre un arsenal des hommes du général Mohamed Farah Aidid, jeudi 7 janvier, à Mogadiscio, a fait un blessé, du côté américain, et non pas un mort, comme nous l'avions laissé entendre sur la fin d'une dépêche de l'AFP (le Monde du 8 janvier). Côté somalien, aucune victime n'a été signalée dans le bilan provisoire du porte-parole américain, le colonel Peck, mais des militaires ayant participé à l'opération ont indiqué, vendredi, qu'au moins sept Somaliens avaient été tués.

Selon le colonel Peck, le « marine » a été blessé accidentellement par un de ses collègues. A l'issue de l'opération, les troupes américaines ont saisi quatre chars de fabrication soviétique, ainsi que des véhicules blindés et au moins quinze pièces d'artillerie.

Ce nouvel épisode de l'intervention des forces alliées en Somalie est survenu au moment où le général Aidid est apparu comme le principal responsable du blocage des négociations d'Addis-Abeba entre les principaux chefs de guerre somaliens. La rencontre, qui devait initialement se terminer mardi, devait se poursuivre vendredi.

Le général Aidid réclame, notamment, l'application d'un cessez-le-feu avant toute décision sur la date et le lieu d'une conférence de réconciliation nationale, n'a indiqué plusieurs délégués. Il exige également qu'en prévision de ce cessez-le-feu, les forces soient gelées sur les lieux qu'elles occupent, ce qui est catégoriquement rejeté par les factions qui lui sont hostiles.

En marge des pourparlers, des factions somaliennes ont demandé, jeudi, aux troupes étrangères qui participent à l'opération « Rendre l'espoir » de désarmer toutes les milices du pays. Les signataires de l'appel représentent des factions alignées à des degrés divers sur M. Ali Mahdi Mohamed, le principal rival de M. Aidid. - (AFP, AP, Reuter)

EN BREF

AFGHANISTAN : nouveaux tirs de roquettes sur Kaboul. - Des roquettes ont été lancées sur Kaboul, jeudi 7 janvier, pour la seconde journée consécutive, faisant huit blessés. Des responsables du gouvernement afghan ont imputé ces tirs aux intégristes du Hezb-Islami, parti de M. Gulbuddin Hekmatyar. La veille, les explosions avaient fait un mort et dix blessés. « Notre priorité, c'est la négociation, mais nous avons aussi la responsabilité de défendre la population ; nous utiliserons donc la force si nécessaire », a déclaré un porte-parole du ministère de la Défense. - (Reuter)

EGYPTE : décès de l'ambassadeur en France. - Victime d'une crise cardiaque foudroyante, l'am-

L'Algérie démobilisée

Suite de la première page

Aujourd'hui, dans les bastions intégristes de l'Algérie, Abdelkader Cheboui, le « général » du très informel Mouvement islamique armé (MIA), a ravi la vedette à MM. Abassi Madani et Ali Benbadji, les deux « stars » du FIS qui purgent une peine de douze ans de prison. Cet insaisissable « Saladin » (1), compagnon de maquis de feu Mustapha Bouyali, autour de 1983, condamné à mort puis gracié, a repris du service. Avec d'autant plus de conviction et d'autorité que la voie « démocratique » choisie par le « parti de Dieu » a conduit à une impasse.

La « délégalisation » du FIS, l'ouverture de centres de sûreté au Sahara, la reconquête des mosquées et des mairies, et la dissolution des associations caritatives, culturelles et syndicales, ont libéré les énergies, jusqu'alors quelque peu contenues, des « barbus », partisans de la manière forte pour installer le royaume d'Allah sur terre. Ces islamistes-là se sont pliés aux très durs règles du jeu que leur a imposées le pouvoir, ils ont changé de planques et de fréquentations, parfois même de look, raconte un observateur local. Et leurs kalachnikovs n'en finissent pas de cracher la mort.

Ni l'entrée en vigueur, le 1^{er} octobre, d'un décret antiterroriste, dans le cadre duquel un bon millier de « barbus » ont déjà été arrêtés, ni l'instauration, le 5 décembre, d'un couvre-feu à Alger et dans six départements limitrophes n'ont entamé la détermination des « fous de Dieu », présumés responsables, depuis la promulgation de l'état d'urgence, le 9 février, de l'assassinat de quelque 400 membres des forces de l'ordre. Traqués par des unités spéciales, ces « desperados » dont le nombre paraît limité ont maintenant perdu

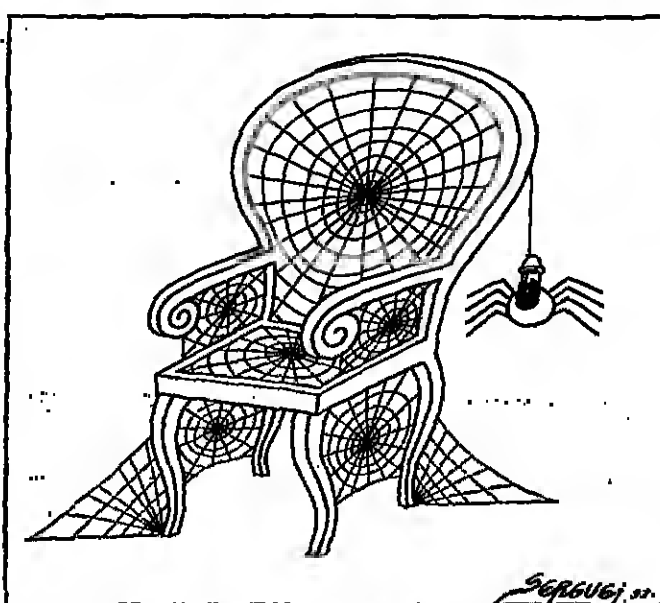
l'initiative sur le terrain, même s'ils restent en mesure de monter des coups spectaculaires et coûteux en vies humaines. Les moyens que le pouvoir a mis en œuvre pour les neutraliser ne leur laissent guère d'espoir de gagner cette bataille du feu.

Si, pour les « barbus », victoire il y a, ce serait celle d'avoir enfermé le pouvoir dans la logique infernale du « tout sécurité ». « Ils ne nous laissent aucun autre choix », constate un universitaire. A cet égard, les récents propos du président du HCE devant le Conseil supérieur de la magistrature ont le mérite de la franchise : « Il serait erroné », dit M. Ali Kafi, de parler de la souveraineté du droit dans un Etat qui fait face à la destruction et dont la stabilité est en danger. » Néanmoins, l'interruption du processus électoral n'a pas gommé tous les acquis du renouveau démocratique, capitalisés depuis les sanglantes émeutes d'octobre 1988. Malgré la marginalisation des partis politiques et les tentatives de mises au pas de la presse dite indépendante.

En quête de « fauteuil »

Ce contexte de violence oblige ainsi le gouvernement à prendre des décisions marquées, peu ou prou, du sceau de l'irrationnel, à juger bonne ou mauvaise une politique à l'aune du profit que les islamistes pourraient en tirer. Se gardant ainsi de succomber à l'euphorie libérale, M. Selmi Abdelkader, le premier ministre, se flatte de « préférer la justice sociale à l'efficacité économique », et, au nom de cet impératif, s'emploie à maintenir en vie, quoi qu'il en coûte au Trésor, des entreprises publiques en pleine décadence.

Le pouvoir s'écrite d'une « indifférence » de la population qui



coïncide à l'hostilité. Les gens d'ici n'ont, cependant, basculé dans aucun camp, pour la simple raison que personne n'a encore apporté de réponse satisfaisante à leurs attentes, à savoir une rupture radicale et sans violence avec les hommes et les pratiques du passé. « Tant que la situation restera en l'état en matière de moralisation de la vie publique, d'emploi, de logement et de pouvoir d'achat, les Algériens ne sortiront pas de l'expectative », conviennent certains cercles gouvernementaux. Mais M. Abdelkader n'abandonne-t-il un délai de grâce « d'au moins trois à cinq ans » pour faire bouger les choses ?

M. Kafi n'a beau redire le souci du HCE de « confier le flambeau aux jeunes élites » et son refus d'exploiter les circonstances difficiles et complexes que traverse le pays pour se maintenir au pouvoir, d'aucuns n'en mettent pas moins en doute la volonté de renouveau de la classe politique de réfléchir autrement qu'en terme de « fauteuil ». « Ancré dans ses racines et dans ses certitudes, notre establishment, tourné vers une évocation du passé qui ne rapporte rien, se montre incapable de dialoguer avec les représentants des nouvelles générations », insiste M. Abdelkader Ziari, ancien ministre du travail.

Il se trouve, dans le elan des « modernistes », pourtant viscéralement hostiles aux intégristes, des gens qui enragent de soutenir une équipe au pouvoir composée, pour partie, de rascapés des précédents régimes, tenus pour responsables des maux du pays. « Face à la violence et à la mort, nous sommes obligés de nous taire, de ravalier nos critiques, fulmine un universitaire. Mais, le moment venu, les comptes se régleront. »

L'indispensable union sacrée contre le « péril vert » de tous ceux qui se parent du titre de démocrate - aux affaires ou dans l'opposition - marque le pas. Parce que les uns et les autres réfléchissent en termes de stratégies de pouvoir, la méfiance réciproque bloque tout dialogue. Le HCE s'efforce d'ar-

cher un blanc-seing aux partis en exigeant d'eux qu'ils se déterminent face à la violence, et les seconds cherchent à s'assurer auprès du premier qu'il ne s'écartera pas aux commandes de l'Etat. Même les proches de M. Bouidial se disputent, sans vergogne, son héritage politique, à savoir la direction du fantasmagorique Rassemblement patriotique national (RPN).

Légitimité ou crédibilité ?

Quelles voies suivre pour « rendre l'espoir » à la population ? Celle de la légitimité qui passe par la reprise du processus électoral, insistent les partis d'opposition. « Il faut reconstruire le citoyen avec ses institutions », affirme le Front des forces socialistes (FFS), tandis que le FLN se demande à quelles élections - présidentielle ou législatives - il convient de donner la priorité. Tous soulignent la nécessité de combler le vide juridique, ne serait-ce que pour restaurer une respectabilité auprès de partenaires étrangers dont l'Algérie est condamnée à solliciter le concours.

« Fausse piste », répliquent ceux qui se veulent à la pointe du combat pour la modernité et refusent d'aller à l'isolet, « sans balises, la peur au ventre ». Et de souhaiter une « véritable parenthèse » dans la vie politique, le temps de fixer un nouveau cap. « Il s'agit plus de donner, aujourd'hui, à notre pays un pouvoir crédible qu'un pouvoir légitime par l'urne », déclare le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), dans sa « plate-forme pour l'Algérie républicaine ».

Les différentes factions politico-militaires qui se partagent le pouvoir n'ont pas encore clairement pris position dans ce débat. Le discours que M. Kafi doit prononcer, le 14 janvier, à l'occasion du premier anniversaire de l'instauration du HCE, pourrait apporter des éléments de réponse. « La situation n'est absolument pas désespérée, assure-t-on ce haut lieu. Nous avons tous les moyens de nous en sortir. » L'avenir dira si, comme les

milieux gouvernementaux le prétendent, « l'interruption du processus électoral a sauvé le processus démocratique ».

Pour doper le pinn aux intégristes, les « démocrates » réussiront-ils à bâtir un consensus autour d'un contre-projet de société ? « Trois décennies après son indépendance, l'Algérie se retrouve devant le même problème qu'en 1962, écrit l'historien Mohammed Harbi dans *l'Algérie et son destin*. « Il n'existe aucune force politique, aucune force sociale, capable de faire accepter à tous un modèle de société. » L'« Evénement », un hebdomadaire local, dresse un constat guère plus encourageant : « Il faut soit de l'argent, soit de l'idéologie pour maîtriser la situation. Or, visiblement, le pouvoir n'a ni l'un, ni l'autre. »

« La bataille des cœurs »

Réalisant, après coup, que M. Bouidial était l'homme providentiel tant attendu, la population, aujourd'hui orpheline, se cherche un père. Désespérés, beaucoup d'Algériens appellent de leurs vœux la création d'un Etat fort dont l'armée prendrait directement les commandes. Manière, en faisant d'une pierre deux coups, de renvoyer dos à dos un vieux personnel politique démodé et les beaux parleurs d'un islam bruyant et intolérant.

« La bataille des cœurs est loin d'être gagnée », remarque un observateur local. Les « fous de Dieu » qui, armés à la main, exploitent ce désarroi, ne peuvent donc être assimilés à des banals terroristes. Du moins d'après jusqu'au centre d'Alger, il est, en outre, une foule de « sans part », d'« agents dormants » - du boulangier au professeur de chimie - qui attendent patiemment l'occasion d'entrer en scène pour biter le règne d'Allah. « Si le FIS n'est plus une organisation, il est encore une cause, note M. Nouredine Benkroub, président du Parti du renouveau algérien (PRA). Le mythe a éclaté mais il peut se reconstituer à tout moment, avec ses symboles, ses combattants et ses martyrs. »

Malgré ses dissensions, la famille intégriste joue gagnante la stratégie du pourrissement. Terrorisme et entristement aidant, elle table sur la lassitude et les divisions des civils et militaires qui la combattent, pour obtenir, de nouveau, droit de cité. Elle compte aussi sur la neutralité bienveillante de la population. Lundi, le tribunal criminel de Tizeret a dû renvoyer in procès de deux « barbus », poursuivis pour complot contre la sûreté de l'Etat. Faute de jurés. « La peur, a sobriement commenté un magistrat, est un sentiment bien humain... »

JACQUES DE BARRIN

(1) Soutenu d'Egypte et de Syrie, Saladin entra à Jérusalem en 1187.

مكتبة المصطفى

ESPACE EUROPEEN

La Turquie, courtisée et hésitante

Tentés par l'Europe qui les encourage et les boude à la fois
les Turcs s'interrogent sur leur vocation asiatique

ISTANBUL

de notre envoyé spécial

« ENTRE l'Europe et la Turquie, c'est une relation d'amour-haine, de part et d'autre! » Président du groupe Atak, Isak Alaton est une personnalité à part, parmi les hommes d'affaires turcs, par sa liberté de parole comme par son itinéraire. Cet homme de soixante-cinq ans conduit fermement le visiteur jusqu'à une vieille photo, au mur d'un bureau d'où la vue s'étend sur la rive asiatique du Bosphore, et le pont suspendu qui relie les deux continents. « Le dix-neuvième siècle, 1932, vous n'êtes pas né! », plaisante l'homme d'affaires.

Sur le cliché, pris il y a quarante ans en Suède, trois ouvriers en bleu de travail : Isak Alaton est l'un d'eux. Le jeune émigré est alors soudoyé. Aujourd'hui, il préside un conglomérat qui va des travaux publics à la pisciculture, et qui travaille avec Paris, Londres, Francfort, mais aussi Moscou ou Ashkabad.

Ce descendant de juifs qui, chassés d'Espagne en 1492, trouvèrent refuge en Turquie, pratique toujours le judéo-espagnol. Parfait francophone, tout aussi à l'aise en anglais ou en suédois, il regarde des émissions françaises sur TV5, la chaîne francophone internationale. Autant dire que cet homme, chaleureux et attentionné, est bien placé pour évoquer les rapports de la Turquie avec l'Europe.

La Turquie sera-t-elle un jour membre à part entière de la Communauté européenne? Seule certitude, le pays a entamé un rapprochement, en particulier économique, probablement irréversible. Entre 1983 et 1990, les investissements provenant de la CEE ont été multipliés par plus de quinze. Pour l'année 1991, ces investissements ont représenté 54 % du total des investissements étrangers en Turquie. La même année, la CEE était le premier partenaire commercial de la Turquie : 43,8 % des importations provenaient de la Communauté, 51,8 % des exportations lui étaient destinées.

Vers l'union douanière

Le 9 novembre dernier, dix-neuf ans après la signature du premier accord entre la Turquie et la CEE, en 1963, l'Europe a décidé de franchir une nouvelle étape dans la coopération politique, économique, financière, technologique, avec Ankara. L'aspect le plus spectaculaire est la confirmation d'un engagement ancien : il s'agit de parvenir en 1996 à une pleine union douanière, ce qui suppose quelques efforts de la part des Douze et beaucoup de la part d'Ankara, qui devra démanteler progressivement

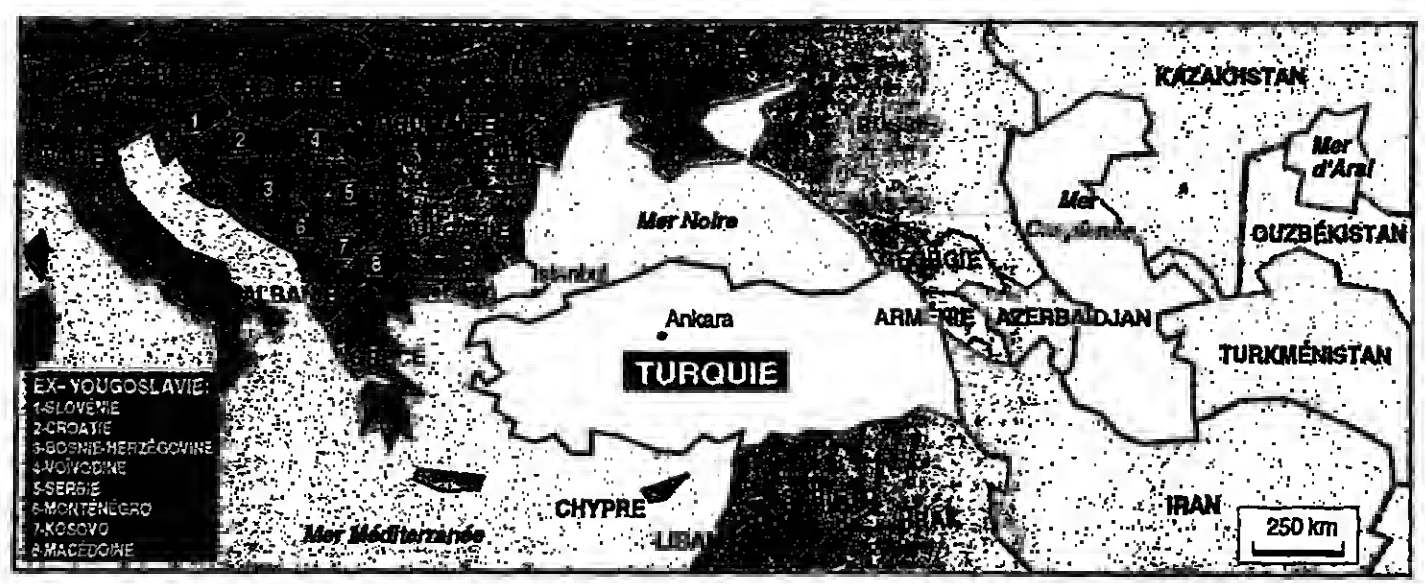
sont un arsenal protectionniste. Si, conformément aux termes de l'accord du 9 novembre, l'union douanière entre dans les faits en 1996, la Turquie sera dans une position unique vis-à-vis de la CEE; elle sera en effet le seul pays à avoir des liens économiques aussi étroits avec la Communauté sans en être membre. Ankara est déjà dans une situation particulière : la suspension de l'assistance financière - décidée avec le gel de l'ensemble des relations avec la Turquie après le coup d'Etat de 1980 - reste, pour l'essentiel, en vigueur. Or la Communauté ayant considérablement élargi son champ d'intervention, la Turquie pourrait bien être le dernier pays de la région dotée d'institutions démocratiques à ne pas bénéficier de l'aide de Bruxelles! Cette anomalie est à mettre sur le compte de la vieille animosité entre la Grèce et la Turquie, cristallisée autour de l'affaire de Chypre : si la présidence britannique des Douze, conformément aux souhaits de la plupart des Etats membres, a pu contourner l'opposition d'Athènes pour parvenir à l'accord du 9 novembre, le veto grec empêche toute évolution sur le plan de la coopération financière.

C'est d'ailleurs cette situation qui, après la conclusion de cet accord, a nourri la grogne d'une partie des milieux d'affaires : ces derniers craignent que l'économie turque ne soit pas prête à affronter si vite la liberté des échanges. Ainsi, l'influent Jak Kamhi, président du groupe Profilobol, affirme-t-il que le gouvernement a commis une « grosse erreur » en acceptant ce calendrier. Ce qui ne change rien à la volonté de ces milieux d'affaires de s'intégrer pleinement dans l'espace communautaire où ils gravitent depuis si longtemps.

Un rôle stratégique traditionnel

En dix-neuf ans, la météo n'a pas toujours été au beau fixe entre Bruxelles et Ankara. Trois ans après le coup d'Etat de 1980, le pays a commencé à revenir progressivement à la démocratie et a déposé, en avril 1987, une demande officielle d'adhésion. Au bout de deux ans, la commission a exprimé un refus poli, qui renvoie, sans en rejeter le principe, la perspective de l'adhésion à une date indéterminée, lorsque le pays aura combié son retard économique et social, sans oublier la démocratisation et l'amélioration de la situation des droits de l'homme.

1989 marque aussi le début de l'écroulement du bloc de l'Est. En même temps qu'elle doit se remettre de l'effondrement psychologique que lui cause le refus des Douze, la Turquie voit son rôle stratégique traditionnel de flanc sud-est de l'OTAN perdre beaucoup de son importance, même si elle prouve sa fidélité à l'alliance pendant la guerre du



Golfe. Un nouvel espace s'ouvre à l'est, dans le Caucase et en Asie centrale. La Turquie part à la découverte des nouvelles Républiques musulmanes libérées par la dislocation de l'URSS, auprès de qui elle fait figure de géant, alors que pour les Douze elle est un pays encore en devenir, dont la démographie galopante les inquiète.

Recherche d'identité

Un nouveau débat s'ouvre au sein de la société turque, travaillée par un retour du religieux : le pays doit-il tourner le dos à l'Europe de l'Ouest, qui décidément ne prendra jamais sa candidature qu'avec des réserves, pour se ressourcer dans le monde islamique? « C'est l'un des sujets les plus controversés », admet Taner Bayraktar, directeur général du ministère des affaires étrangères pour les relations avec la Communauté européenne. Les islamistes sont les plus ardents, mais pas les seuls, à penser que la Turquie doit centrer ses efforts sur les nouvelles Républiques « sœurs ».

Cette argumentation, que certains éditorialistes reprochent à leur compte, ne laisse pas insensible le Turc moyen. « C'est une question de fierté », résume un observateur étranger qui croit à une « vraie inflexion » de la politique turque. « Officiellement, ils ont deux fers au feu, mais d'un côté, ils savent qu'ils seront toujours humiliés, de l'autre, c'est le sultan qui revient à la tête de ses troupes ».

« Réaction émotionnelle », corrige le professeur Celik Kurdoglu, directeur du conseil des relations économiques internationales, qui n'a pas de sens. Un fonctionnaire turc censurait en observant avec ironie que la société turque n'est pas « adulte » et réagit comme « un

enfant à qui on a pris son jouet et qui en veut un autre ». Les avis diffèrent sur les possibilités économiques offertes par ces nouveaux marchés. M. Kurdoglu observe que ces nouvelles Républiques ne réunissent pas soixante millions d'habitants. Alors que M. Alaton juge au contraire que « il y a quelque chose d'énorme » dans ces pays. Les deux hommes se retrouvent cependant pour souligner que, parmi les bénéficiaires de l'URSS, le principal marché reste celui de la Russie.

Toutes ces incertitudes traduisent une interrogation permanente. « Nous sommes toujours à la recherche de notre identité, ajoute le même fonctionnaire, nous ne sommes pas tout à fait européens, nous venons d'Asie, mais nous sommes musulmans, mais nous n'aimons pas les Arabes ».

Face aux séparatistes kurdes

Pour sa part, le gouvernement Demirel, comme ses prédécesseurs, a repris à son compte cette donnée structurelle de la politique turque qui pousse le pays à l'Ouest, tout en essayant d'exploiter les nouveaux atouts que lui confère sa position, au carrefour de plusieurs continents et de plusieurs cultures, entre l'Est et l'Ouest, entre le Sud et le Nord, entre l'Europe, l'Asie et le Proche-Orient. La nouvelle donne mondiale permet à la Turquie d'avoir aujourd'hui la politique que lui dicte sa géographie.

Dans ses rapports avec l'Asie centrale, ses liens avec la Communauté sont précieux : « Si la Turquie n'est pas considérée comme un partenaire européen, elle n'a pas de chance d'être à l'origine de nouvelles Républiques musulmanes », souligne M. Bayraktar. L'inverse est aussi vrai : « Les Turcs disent aux Euro-

péens : « Vous ne pouvez pas ne pas aller en Asie centrale : c'est par nous que vous irez ». Pour eux, la relation avec l'Asie centrale est vraiment devenue la nouvelle frontière ». Cette dimension explique, avec une certaine indulgence pour une démocratie naissante, la discrétion des Occidentaux face aux dérapages et aux excès de la politique intérieure turque. Un diplomate occidental affirme, en privé, que les assassinats politiques, en particulier de journalistes, dont beaucoup sont attribués à la nébuleuse soulevée par la réunification allemande, il importe, souligne M. Bayraktar, de ne pas donner à l'Allemagne une chance de dominer l'Europe ». Or, pour garder l'Allemagne « sous contrôle », la Turquie peut être utile, car « elle ne sera pas un hinterland allemand ». La montée en puissance de l'Allemagne est perçue par la Turquie comme une menace, même pour ses intérêts commerciaux : la perte de Bonn à l'Est ne va-t-elle pas jusqu'aux territoires de chasse turcs dans l'ancien bloc communiste? De plus, les Allemands sont implicitement tenus pour grandement responsables de la situation dans l'ex-Yougoslavie, où les Européens sont accusés de ne rien faire pour venir au secours des Musulmans bosniaques.

La tension a le temps de retomber avant que l'adhésion de la Turquie à la CEE soit de nouveau à l'ordre du jour. Un calendrier - dix ans, quinze ans - est-il envisageable?

La majorité des observateurs pensent que la question ne se posera plus dans les mêmes termes. D'ici là, la CEE aura inventé - pour gérer son élargissement - de nouvelles formes d'association, qui inaient comme un gant à cette Turquie compliquée, si proche et si lointaine.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

Le retour du religieux

ISTANBUL

de notre envoyé spécial

Quand le communisme s'est effondré en URSS, l'Eglise russe a retrouvé ses fidèles, comme il des décennies d'athéisme officiel n'avaient pas eu de prise sur la foi. Le même phénomène serait-il en train de se reproduire, toutes proportions gardées, dans la Turquie kémaliste, soixante-dix ans après la révolution laïque accomplie par son fondateur? Editorialisé reconnu du quotidien *Miliet*, Sami Kohen n'est pas loin de le penser. « Ce facteur est malheureusement devenu une obsession dans le pays », déplore-t-il, soulignant la « croissance anormale » des dernières années, des forces religieuses.

Officiellement, rien n'a changé. Si la quasi-totalité de la population est musulmane, la Turquie reste la « république séculière » de Mustafa Kemal Ataturk, comme l'a rappelé récemment le premier ministre, M. Suleyman Demirel. Le portrait du père de la Turquie moderne est omniprésent dans les administrations ou les

bâtiments publics. Mais, au-delà de cette pérennité apparente, le retour du religieux, perceptible depuis quelques années, s'est fait plus insistant ces derniers mois. Les mosquées, les écoles coraniques sont plus nombreuses, et plus voyantes.

Succès chez les déracinés

De l'éclatement de l'URSS au conflit dans l'ex-Yougoslavie, en passant par les relations avec la CEE, la revendication de l'appartenance au monde islamique est devenue un facteur politique de poids.

Une conférence récente tenue à Istanbul entre journalistes turcs et journalistes de la CEE a permis aux seconds de mesurer la place que tenait la religion dans les propos des premiers. Même si il n'est pas question de le proclamer ouvertement, ce sentiment religieux est en train de prendre racine et dans la classe dirigeante et dans la classe dirigeante », affirme Sami Kohen.

Aux élections législatives d'octobre 1991, les fondamentalistes

islamiques ont dû s'allier avec l'extrême droite, au sein du Parti de la prospérité (RP) de M. Necmettin Erbakan, pour recueillir près de 17 % des voix et faire leur entrée au Parlement. Mais, début novembre 1992, lors d'élections locales dans la région d'Istanbul, les candidats du RP, de loin les plus mobilisés, ont recueilli dans certains secteurs quelque 24 % des voix.

Certes ce score serait dû pour beaucoup aux immigrés anatoliens qui se sont, en quelque sorte, rattachés au seul élément - la religion - qui semblait familier et rassurant à ces déracinés dans un monde, celui de la grande métropole, qu'ils ne connaissent pas : comme dans d'autres pays musulmans, les islamistes ont vocation à recueillir les suffrages des déracinés et des exclus de la croissance (le Monde du 4 décembre).

Tout cela ne suffit sans doute pas à faire de la poussée islamique une menace pour le régime turc, d'autant que, même dans le cadre de la séparation officielle, les institutions religieuses restent contrôlées par l'Etat. En outre, su

premier rang des forces laïques se trouve l'armée, restée profondément kémaliste, qui constituerait, si besoin était, un rempart puissant, bien que - ironie de l'histoire - ce soit à l'époque du coup d'Etat militaire que l'islam a été utilisé pour lutter contre les idées d'extrême gauche! Mais cette poussée religieuse est suffisante pour alimenter les conversations. Et certains observateurs n'hésitent pas à affirmer ce qui passe toujours pour une hérésie : « Le kémalisme est mort ».

Alors premier ministre, l'actuel président de la République, M. Turgut Ozal, avait dit un jour : « La République turque repose sur deux piliers : le rejet du communisme et celui de la théocratie; il n'est pas possible d'abandonner l'un de ces piliers ». L'Histoire, pourtant, s'est chargée, faute d'enami à combattre, de réduire considérablement l'importance du premier d'entre eux. Les dirigeants du pays doivent désormais tout faire pour consolider le second.

J.-L.A.

Tension avec l'Allemagne

Malgré l'intensification des échanges, les relations des Douze avec la Turquie ressemblent parfois à un dialogue de sourds : les Turcs considèrent qu'il n'y a plus de problèmes politiques entre eux et l'Europe et rejettent les critiques sur l'état de la démocratie et des droits de l'homme; en retour, ils reprochent de plus en plus ouvertement à l'Europe de se comporter comme un « club » chrétien fermé, accusé de voir, à tort, un nouveau péril islamique se développer en Turquie, alors que l'Europe de l'Ouest aurait intérêt à traverser une telle démocratie en pays musulman.

Dans les relations bilatérales de la Turquie avec chacun des membres de la Communauté, c'est le mauvais état des rapports avec l'Allemagne qui attire l'attention, alors que Paris et Ankara se comprennent beaucoup mieux, surtout depuis la visite officielle de M. François Mitterrand en avril dernier, qui a donné aux relations bilatérales un nouvel essor. Comme si l'histoire, avec le tropisme francophile de l'empire ottoman, vis-à-vis duquel l'alliance germano-turque de 1914-1918 fait figure de parenthèse, revenait en force.

Les raisons du froid avec Bonn, sont nombreuses et, pour certaines,

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde
Comité de direction : Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication Bruno Frappat directeur de la rédaction Jacques Gulu directeur de la gestion Manuel Lucbert secrétaire général
Rédacteurs en chef : Jean-Marie Colombani Robert Solé (adjoint au directeur de la rédaction) Yves Agnès Jacques Amélie Thomas Fenecci Philippe Harman Jacques-François Simon
Daniel Vernet (directeur des relations internationales)
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1844-1989) Jacques Fauvet (1909-1982) André Lauque (1902-1985) André Fontaine (1935-1991)
REDACTION ET SIEGE SOCIAL : 15, RUE FAUGIER 75001 PARIS CEDEX 15 Tél. (1) 40-66-25-26 Télécopieur - 40-35-26-99
ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 92002 NANTY-SUR-SEINE CEDEX Tél. (1) 40-66-25-25 Télécopieur - 40-60-30-10

ESPACE EUROPEEN

Ambitions et limites d'une influence en Asie centrale

Ankara pourrait être un « pont » entre l'Occident et les anciennes Républiques soviétiques mais elle manque de moyens

BOUDEE par l'Europe pour ses faibles performances en matière de droits de l'homme et de protection des minorités, la Turquie est vivement encouragée, par les mêmes Européens et par les Etats-Unis, à étendre son influence et son « modèle » de développement dans les nouveaux Etats d'Asie centrale ex-soviétique. Les Occidentaux considèrent que la Turquie reste « malgré tout » un Etat laïc et elle est surtout membre de l'OTAN, qualité suprême face à un Iran dont on redoute l'influence. Cette idée exprimée ouvertement depuis que ces Etats turcophones s'affranchissent de la tutelle russe se heurte pourtant de plus en plus à une réalité complexe.

D'une part, les moyens de la Turquie ont été manifestement surestimés. L'aspiration à une intégration, au moins culturelle, de l'aire turque - qui au-delà de l'Asie centrale s'étend aux Balkans, pénètre largement en Fédération de Russie et atteint la Chine - est certes forte, mais les divers peuples ont beau parler des langues turques, ils ne se comprennent pas immédiatement entre eux : lors du premier « som-

met tureophone » (entre cinq Etats de l'ex-URSS et la Turquie) tenu en novembre dernier à Ankara, il a fallu faire appel à des interprètes... russes. Et, lorsqu'une des ambassades turques en Asie centrale a cherché du personnel local tureophone, elle n'a trouvé que des Turcs « Meskhetes », un peuple déporté, dont une centaine de représentants ont été tués par des Ouzbeks lors d'émeutes en 1989, et qui se sent toujours menacé en Asie centrale.

Manque de capitaux

Pour surmonter ces handicaps culturels, la Turquie mise sur ses émissions télévisées à destination de l'Asie centrale, dont le lancement a été annoncé en mai dernier. Mais celles-ci ne devraient fonctionner régulièrement qu'avec la mise en place, en principe cette année, des satellites turksat, dont l'un, prévu à l'origine pour « arroser » les émigrés d'Allemagne, a été réorienté à la demande d'Ankara sur l'Asie centrale. Leur impact reste donc encore à mesurer, alors que l'Iran, fort de ses revenus pétroliers (et peut-être même le Pakistan), s'apprête à faire de même.

Autre instrument d'influence turque en Asie centrale et en Azerbaïdjan : la formation annoncée en Turquie de dix mille étudiants des cinq Etats turcophones. Une partie seulement seraient arrivés, en raison du coût de ce projet ambitieux et des problèmes d'intégration dans des universités et instituts turcs déjà surpeuplés. Ce programme aura assurément des retombées, mais ne ignore encore dans quel sens, si on se rappelle le précédent des étudiants étrangers vivant au capitalisme dans l'ex-URSS et au marxisme en Occident.

Les moyens financiers ne sont pas à la hauteur des ambitions de la Turquie. Ankara a bien annoncé l'octroi de 1 milliard et demi de dollars de crédits aux cinq Etats, soit bien plus que l'Iran ou le Pakistan, mais les banquiers français affirment - et les Turcs ne le contestent pas - que presque rien n'en a encore été décaissé. Le gouvernement devant avoir lui-même recours à l'emprunt.

Si 25 millions de dollars ont déjà été donnés pour des travaux téléphoniques reliant le réseau turc aux capitales d'Asie centrale en court-circuitant Moscou, c'est parce que les taxes de transit ren-

dront à long terme ce « dodo » rentable. Toutefois, les investissements massifs qu'exige un décollage des Etats d'Asie centrale sont d'une toute autre ampleur : des milliards de dollars sont nécessaires pour le développement et la réorientation (avec de nouveaux gazoducs et oléoducs) de leurs importantes ressources énergétiques, au point de la lutte contre les désastres écologiques (assèchement de la mer d'Aral), dans ces régions qui manquent et manqueront de plus en plus d'eau.

La Turquie seule est incapable d'y faire face ; elle agit en attendant à petite échelle par l'intermédiaire de ses entrepreneurs privés. Ces derniers cherchent à s'associer à des capitaux occidentaux, en vantant leur connaissance du terrain. C'est toujours le fameux « pont » vers l'Orient que l'Occident veut voir dans la Turquie.

La fin de l'euphorie

On touche là à une autre limite, d'une action de la Turquie en Asie centrale. Avec une pointe d'irritation, le président du Kazakhstan, Nursultan Nazarbaev, affirme par exemple n'être

pas moins laïc et démocrate que ses pairs turcs et n'avoir nul besoin de leur aide pour s'ouvrir vers l'étranger. De fait, la firme américaine Chevron, qui doit construire un oléoduc pour exporter son pétrole kazakh, penche pour un tracé en Russie évitant la Turquie et sa porte obligée du Caucase, toujours à feu et à sang.

Même en Azerbaïdjan, le pays le plus proche à tous points de vue de la Turquie, une certaine déception est perceptible, après une première période d'euphorie, devant le peu de retombées du boom pétrolier des nouveaux dirigeants. Ceux-ci ont une tendance à rééquilibrer leurs relations avec leurs voisins d'Iran et de Russie. Le Turkménistan, qui partage avec l'Iran une longue frontière, et l'Ouzbékistan ont tous deux des régimes autoritaires dont le souci premier est la stabilité et qui comptent plus, pour l'assurer, sur les forces russes toujours présentes sur leurs territoires que sur la plus lointaine Turquie.

Ankara a dû être un observateur passif de la guerre civile qui ravage le Tadjikistan (persanophone dans une zone de « influence potentielle »), où la victoire presque achevée des « communistes » a renforcé les par-

tisans d'une présence russe en Asie centrale. La Turquie, dont on attendait qu'elle prenne au moins partiellement le relais, apparaît loin de pouvoir assurer ce rôle.

Il est significatif que les médias des partis « extrémistes de droite » ou « panturaniens » de Turquie soient actuellement les plus actifs en Asie centrale, au risque de marquer du signe de l'intolérance la coopération naturelle et nécessaire entre les Turcs de Turquie et leurs frères de l'ex-URSS. Car une politique équilibrée d'Ankara en Asie centrale se heurte au moins à trois obstacles. D'une part, la Turquie doit poursuivre son propre assainissement économique avant de pouvoir prétendre parrainer des projets régionaux à financement multilatéral. D'autre part, la guerre civile yougoslave et le sort des musulmans bosniaques est un encouragement aux passions nationalistes en Turquie. Enfin, les dirigeants turcs sont handicapés par l'image de « cheval de Troie » de l'Occident en Asie, image qui entretient les malaises de Téhéran et maints opposants dans les Etats turcophones.

SOPHIE SHIHAB

La plaie kurde

Des incidents ont éclaté avec la population d'origine turque dans les villes côtières de la Méditerranée

ALANYA de notre envoyé spécial

ETENDUE le long d'un golfe sur la côte sud de la Turquie, Alanya ressemble à tant d'autres stations balnéaires de pourtour de la Méditerranée. Seules la distillent sa mosquée, flanquée de son minaret, au milieu des cubes de béton blanc qui continuent de pousser comme des champignons, ou de rares maisons de bois à l'architecture traditionnelle, avec leurs balcons en surplomb des façades.

La ville est entrée dans la saison de l'été, avec ses magasins sans badauds, ses rues trop larges pour les seuls habitants, ses alignements d'immeubles vides, son office du tourisme déserté. Depuis plusieurs années, de nombreux Kurdes, fuyant la misère et la violence du Sud-Est, ont émigré vers l'Ouest, dans les villes de la côte comme Alanya ou Antalya, célèbre station balnéaire distante de 150 kilomètres, sur la « Rivière turque », où le tourisme permet de trouver des emplois, mais où leur arrivée a aussi créé des tensions.

Les menaces du maire

C'est dans ce contexte qu'Alanya, à l'automne de l'année dernière, a été rattrapée par la guerre. Le 29 octobre, jour de la fête nationale, plusieurs milliers de personnes assistaient aux funérailles du premier soldat originaire de la ville tué dans les affrontements du Sud-Est avec les séparatistes kurdes. Pendant la cérémonie, des incidents ont éclaté.

Que s'est-il vraiment passé ? Les versions diffèrent sensiblement. Il semble que deux personnes, venues, selon le maire, M. Cengiz Aydoğan, de Van, à 1000 kilomètres plus à l'est, ont crié des slogans que la foule a jugés irrespectueux envers le défunt. Les deux perturbateurs ont été pris à partie et n'ont échappé au lynchage que grâce à l'intervention de la police. Mais les incidents ne se sont pas arrêtés là. Des boutiques tenues par des Kurdes ont été attaquées, parfois brûlées. Le tout sous les yeux des quelques touristes.

Depuis, à en croire le maire, membre du DYP, le parti du premier ministre, le calme est revenu. Selon lui, la bonne entente qui prévalait entre les différentes communautés a été retrouvée. Mais M. Aydoğan, souriant et accueillant, qui semble très peiné de ces incidents, se fait soudain menaçant envers d'éventuels fauteurs de troubles : « Mon premier devoir, dit-il, est de maintenir la paix. »

Alanya, qui représente à elle seule 20 % des capacités d'accueil touristique du pays et passe en été de quelques dizaines de milliers d'ha-

bitants à « un million en comptant la banlieue », dit-il avec fierté - vit des vacances. C'est pourquoi, avec l'aide de la police et de l'armée s'il le faut, le maire fera expulser sans faiblesse de sa ville tous ceux qui menaceraient l'essor de ce tourisme miraculeux.

Bien sûr, M. Aydoğan précise que sa menace vaut pour toute communauté, quelle qu'elle soit. Tout comme le premier ministre, M. Aydoğan refuse de reconnaître l'existence d'un problème kurde spécifique : les Kurdes sont des citoyens turcs comme les autres. Et pour prouver ses bonnes intentions, il embauche, dans un geste théâtral, un traducteur, qu'il sait kurde. Quant à la responsabilité des incidents, il évoque de mystérieuses « forces extérieures » qui voudraient du mal à la Turquie. Le responsable local du parti d'extrême droite MCP, Mehmet Mutlu, affirme, lui, que tous les maux du pays viennent de « l'impérialisme » occidental, la France étant « la première » à vouloir déstabiliser la Turquie.

Deux semaines après notre venue, un responsable du HEP, parti kurde soupçonné de sympathie pour le PKK, était assassiné à Alanya, ce qui a entraîné, en représailles, une attaque sanglante contre la police (le Monde du 10 décembre), dans cette localité célèbre au-delà des frontières de la Turquie, que d'aucuns comparent à Nice ou Menton. Ce climat explicite que les précautions dont s'étaient entourés les militants du HEP d'Alanya pour nous rencontrer : deux hommes sautant en valise dans la voiture qui fera des tours et des détours, afin de semer le présumé véhicule suiveur de la police, avant d'arriver dans un appartement où six familles, par précaution, habitaient ensemble depuis vingt jours.

Des accusations contre l'armée

Selon ces militants du HEP, les incidents et les attaques contre des Kurdes ont continué bien après les affrontements du 29 octobre, dont ils accusent tous les autres partis politiques d'être collectivement responsables. A les en croire, le but est de les chasser de la ville. A l'échelon national, ils accusent l'armée - et non le pouvoir civil - de vouloir renvoyer tous les Kurdes dans le Sud-Est afin de les exterminer.

Malgré l'exagération manifeste nourrie des sentiments nationalistes des deux côtés, il apparaît évident que la vie à Alanya n'est pas aussi sereine que l'affirme le maire. Diverses localités de Turquie, y compris dans une ville de l'importance d'Antalya, sont le théâtre d'incidents dont le scénario est souvent le même qu'à Alanya : des échauffourées se produisent

pendant des funérailles de soldats tués dans le Sud-Est. La presse a rapporté des attaques de jeunes gens contre des Kurdes, en particulier contre le HEP, à Fethiye, sur la côte méditerranéenne, à Turgtulu, sur la côte de la mer Égée.

Dans les deux cas, il ne s'agit pas d'actions spontanées. M. Celik Hüseyin, qui n'est pas kurde, mais appartient à l'opposition de gauche de la région d'Antalya, donne l'exemple de la petite ville de Serik, également sur la côte méditerranéenne, où, après des incidents remontant à deux ans, les Kurdes ont été expulsés de la ville.

Ces tensions sont alimentées par la multiplication d'accrochages meurtriers qui, selon un bilan établi à la fin de 1992 par le quotidien Cumhuriyet, ont fait, dans les six derniers mois, soixante et un morts, dont douze membres de forces de sécurité dans trois villes de la côte méditerranéenne : à Adana, dans le port de Mersin - où, selon certaines informations, le

PKK contrôlerait les docks - et à Antalya. Ces affrontements pourraient-ils provoquer une fracture irréversible entre Turcs et Kurdes ?

Même si un diplomate occidental juge « compréhensibles » les réactions, encore « isolées », dit-il, de la population turque qu'exaspèrent les pertes subies par l'armée dans les combats avec le PKK, Sami Kohen, éditeur à la quotidienneté Milliyet, note que l'aggravation des combats dans le Sud-Est « commence à provoquer un senti-

ment nationaliste d'hostilité anti-kurde ». S'ils se poursuivaient, ces incidents pourraient déboucher sur un affrontement généralisé avec les Kurdes qui, par centaines de milliers, peuplent les banlieues et les bidonvilles autour d'Istanbul et d'Ankara. On n'en est certes pas là. Mais un homme d'affaires d'Istanbul confie : « C'est l'une des plaies les plus dangereuses, qui peut s'envenimer et se répandre sur tout le corps. »

J.-L. A.

La terreur au service du nationalisme

Poussés par la répression vers le PKK, les Kurdes de Turquie manquent d'une voix modérée pour faire entendre leurs revendications

ISTANBUL de notre correspondant

LE Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) est-il un mouvement d'émancipation défendant les droits légitimes des 10 à 12 millions de Kurdes de Turquie ou simplement, comme l'affirment les autorités turques et certains gouvernements occidentaux, une organisation terroriste aux méthodes brutales et extrémistes ?

Pour mieux comprendre le PKK, il faut remonter à ses origines dans les années 70, la période troublée au cours de laquelle près de 5000 personnes ont trouvé la mort en Turquie, victimes des combats entre la gauche et la droite ou des rivalités entre plusieurs dizaines de factions d'extrême gauche.

Abdullah Öcalan, dirigeant autocratique du PKK depuis sa fondation (1), était alors étudiant à la faculté des sciences politiques d'Ankara et membre du mouvement de la jeunesse révolutionnaire (Devrimci Genç). « Je me souviens d'avoir été arrêté au cours d'une rafle avec plusieurs dizaines d'autres militants de gauche », raconte un ancien militant. Personne ne le prenait au sérieux, pour nous il n'était qu'un rustre.

Cette difficulté à s'imposer dans les milieux intellectuels a peut-être poussé Abdullah Öcalan, un APO, né à la fin des années 40 dans une famille pauvre de la province de Sanliurfa, à se démarquer de l'extrême gauche turque, qui appuyait uniquement les revendications des Kurdes dans le cadre de « solutions révolutionnaires », s'appliquant à l'ensemble du pays, pour embrasser la cause du nationalisme kurde, fortement teinté de marxisme-léninisme. Le mouvement séparatiste kurde n'est pas

né dans les montagnes du Sud-Est anatolien, où il est le mieux implanté actuellement, mais à Ankara, où, dès 1974, eurent lieu les premières réunions de ce qui allait devenir le PKK. Ce n'est cependant que vers la fin des années 70 que les « Apo-istes » - comme on disait à l'époque - commencèrent à faire parler d'eux en se lançant dans la propagande armée au sud-est du pays, éliminant au passage des organisations rivales.

Le 15 août 1984, date de deux attaques ayant causé la mort d'un officier et d'un soldat dans les provinces de Siirt et Hakkari, est généralement considéré comme le véritable début de la lutte armée du PKK. Depuis lors, les affrontements se sont poursuivis, de plus en plus fréquents, entraînant la mort de plus de 5000 personnes, dont près de 2000 en 1992, une année particulièrement meurtrière.

Le refuge des désertés

Le gouvernement turc attribue la transformation du PKK de petit groupuscule marxiste en une organisation puissante menaçant l'unité de l'Etat turc à l'assistance de gouvernements étrangers tels que la Syrie - où Öcalan et ses collègues se sont installés après le coup d'Etat de septembre 1980 - l'Irak et l'Iran, ainsi qu'au soutien financier des réseaux de Kurdes exilés en Europe, ce qui lui permet d'affirmer que le séparatisme kurde est un problème extérieur à la Turquie.

La politique répressive de l'Etat turc a également contribué largement à pousser les habitants du Sud-Est anatolien - paysans déshérités pour la plupart, exploités dans une société tribale et féodale et laissés-pour-compte du boom économique des années 80 - dans

le camp du PKK. Sans espoir d'un avenir meilleur, barassés quotidiennement par les forces de sécurité qui semblent venir en chaque Kurde, armé ou non, un ennemi potentiel, de nombreux jeunes, garçons ou filles, choisissent de « partir vers les montagnes » pour rejoindre les rangs du PKK.

Le soutien syrien

L'idéologie du PKK, mal définie, n'a finalement qu'une importance secondaire. Le marxisme, parfois additionné d'une dose d'islam, qui semble la constante de la politique d'Apo n'est pas ce qui attire les jeunes recrues à la recherche d'un avenir meilleur. L'établissement d'un Etat kurde indépendant semble le but ultime du PKK, même si la position de son dirigeant fluctue entre l'idée d'une fédération avec la Turquie et la libération de la totalité du territoire kurde, aujourd'hui divisé entre la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Iran.

En novembre 1991, lors d'un entretien avec Ismet Ismet, journaliste turc auteur d'un récent ouvrage, PKK : rapport sur la violence terroriste en Turquie, Öcalan admettait que les massacres de civils - femmes et enfants de « collaborateurs », instituteurs turcs - avaient été une erreur et affirmait que son parti avait rejeté ces méthodes. Pourtant, les attaques contre les miliciens pro-gouvernementaux et leurs familles ont repris de plus belle en 1992.

Ces notations meurtrières, qui ternissent l'image des Kurdes à l'étranger, ainsi que la pression de la Turquie et l'influence grandissante du PKK auprès de la population du nord de l'Irak ont poussé les Kurdes irakiens à utiliser la force pour déloger les militants séparatistes de leurs bases dans cette région. « Ils nous ont trahis,

Nous les avons aidés pendant quatre ans, mais ils ont dévié nos secrets à Saddam Hussein », déclarait Masoud Barzani, le dirigeant du Parti démocratique du Kurdistan, à la BBC.

La présence de nombreux Syriens - près d'un tiers - parmi les 1500 à 2000 militants du PKK qui ont été forcés de quitter leurs bases à la frontière turco-irakienne en novembre après la signature d'un accord entre leur organisation et les Kurdes irakiens prouve que le PKK dispose d'un important soutien populaire non seulement au sud-est de la Turquie, mais également au sein de la minorité kurde de Syrie.

En huit ans, le PKK s'est imposé comme le principal représentant de la communauté kurde de Turquie et de un des facteurs majeurs qui ont forcé les autorités turques à se pencher sur leur problème. Mais ses méthodes meurtrières sont également un obstacle de taille à l'établissement d'un dialogue entre les Kurdes et Ankara, qui ne veut pas avoir l'air de céder à la pression du terrorisme.

Le gouvernement turc n'a pas su exploiter ce moment de faiblesse du PKK pour tenter de reconquérir la population du Sud-Est. Cinquante entre l'appression de l'Etat turc et l'extrémisme du PKK, les Kurdes de Turquie sont toujours privés d'une voix modérée.

NICOLE POPE

(1) En exil depuis 1980, Abdullah Öcalan continue de diriger son organisation à distance et d'une main de fer, sans tolérer les dissensions. Loin de s'avouer vaincu, il annonce d'ores et déjà une année « de lutte, parait-il ». Son but en 1993 : attaquer les régions touristiques en priorité, afin d'asseoir les ressources financières de l'Etat turc.

مکان اهل

هنا من الأمل

ESPACE EUROPEEN

TRIBUNE

Le pays le plus puissant des Balkans

par Oya Akgöncü Mughisuddin

La Turquie entame l'année 1993 en tant que pays le plus puissant des Balkans. Et ce sur plusieurs aspects. Il ne s'agit pas d'une puissance essentiellement militaire, mais d'une puissance globale, par ses ressources naturelles, son potentiel démographique et ses efforts de développement.

Située sur les péninsules balkanique et anatolienne, la Turquie est un pays balkanique, et donc d'Europe du Sud-Est, non seulement par sa situation géographique mais aussi par ses liens historiques. C'est sur cette base que se fonde l'adhésion de la Turquie à des institutions internationales comme l'OTAN et le Conseil de l'Europe, ainsi que sa demande d'adhésion à la CEE.

La Turquie a été présente dans les Balkans durant plus de six ans. Alors qu'en 1923 elle se retrouve dans ses frontières actuelles, ses liens historiques, culturels et sociaux dans les Balkans sont toujours présents. Dans tous les pays de la région vivent des groupes ou des sociétés turcs ou se sentant proches des Turcs. Ces sociétés sont une partie inséparable des pays dans lesquels elles vivent.

Une porte ouverte

Aujourd'hui, près de dix millions de citoyens turcs en Turquie ont immigré en Turquie, venant de diverses régions des Balkans, après la seconde guerre mondiale. Ils ont encore des parents dans les nouvelles entités politiques des Balkans où ils sont désormais des citoyens parfaitement intégrés. Par conséquent, les liens de la Turquie et de ses habitants avec les Balkans se maintiennent dans les deux sens.

La Turquie est la porte de l'Eu-

rope ouvrant sur l'Orient, et l'accès de l'Asie sur l'Europe. Il est nécessaire, surtout dans les conditions actuelles de changement dans le monde, que cette porte reste en permanence ouverte et que les passages et les liens soient renforcés. Les relations et liens que l'Europe va établir avec le Caucase et les nouvelles Républiques d'Asie centrale, ainsi que les routes aériennes et maritimes internationales reliant du Moyen-Orient au Caucase et plus au sud, passent par les Balkans et la Turquie. Par conséquent, le carrefour naturel entre l'Est et l'Ouest, ainsi qu'entre le Nord et le Sud se situe sans conteste dans cette région.

Puissance balkanique, la Turquie veut promouvoir le développement régional et la collaboration avec les autres pays de la région, et elle n'a pas cessé de prendre des initiatives dans ce sens. Dès la fondation de la République en 1923, la Turquie a organisé la première conférence des Balkans en 1930. L'Entente balkanique a été réalisée en 1934 à la suite de ces travaux et s'est poursuivie jusqu'en 1940. Ce pacte a perdu son influence à ce moment-là, dans la conjoncture mondiale de l'époque et les changements des rapports de forces.

Après la seconde guerre mondiale, la Turquie a lancé de nouvelles initiatives en 1953 et, cette fois-ci, elle n'était pas mise seulement par des raisons de sécurité et de défense, mais aussi et surtout de coopération économique. Ainsi a été signé en 1954 l'union des Balkans, traité d'alliance, de coopération politique et d'assistance mutuelle, qui a abouti à la création de l'Assemblée consultative des Balkans en 1955. Les années 70 et 80 ont été occupées par les problèmes internes des pays balkaniques, et les relations bilatérales ont connu une période de stagnation. A partir de 1988, la Turquie a cen-

tré ses initiatives politiques sur le développement d'une nouvelle coopération balkanique. Dans un premier temps, les ministres des affaires étrangères des pays concernés se sont réunis à Sofia en 1988, puis à Tirana en 1989, et enfin à Athènes en 1990 pour faire avancer la coopération régionale.

La coopération régionale

L'exemple le plus concret des efforts de coopération régionale a été la signature en juin 1992, à Istanbul, du traité de coopération économique de la mer Noire. Avec ce traité, des principes sont établis pour une coopération dans les domaines du développement économique, du transfert de technologies, bancaire, écologique et des communications. Dans le cadre de cet accord, la Turquie a commencé à accorder des crédits de développement et de l'assistance technique aux pays des Balkans. Les accords bilatéraux entre la Turquie et les autres pays des Balkans ont doublé, parfois même triplé dans le courant de l'année 1992.

La politique balkanique de la Turquie a toujours été orientée vers la conciliation et les bases d'une coopération harmonieuse. Les conflits ethniques dans les Balkans sont une réalité aussi vieille que les Balkans. Des affrontements raciaux et religieux ont eu lieu dans les Balkans durant des siècles. Aujourd'hui, la Turquie ne prend pas parti dans ces affrontements ethniques et religieux et ne s'en mêle pas. Elle a une approche fondée plutôt sur les droits de l'homme et les droits des sociétés; elle défend la suprématie du droit dans la solution des conflits et adopte des positions très libérales. Elle est convaincue que les affrontements et les conflits ne pourront trouver une solution juste, équitable et

durable que dans le cadre de ces principes.

La Turquie s'intéresse de près à la situation des citoyens d'origine turque dans les autres pays balkaniques et à la situation des groupes qui s'identifient à elle, et elle est très sensibilisée sur ce sujet. Elle s'est donc opposée aux discriminations et aux pressions ethniques dans les années 1987-1988 (contre les minorités turques en Bulgarie) et a ouvertement exprimé son opinion aussi bien en tant qu'Etat qu'en tant que nation.

Après que la tension se fut apaisée, et plus particulièrement après la signature du traité de coopération économique de la mer Noire, elle a collaboré avec le gouvernement bulgare. Elle a lancé une aide afin d'assurer le développement économique des entités turques et pomaks, et d'améliorer leur intégration dans la vie économique et sociale de la société bulgare. Elle a la même sensibilité pour la population d'origine turque vivant sur le sol grec.

Mettre fin à l'agression serbe

Par ailleurs, la Turquie suit de très près les développements en Yougoslavie depuis 1990, et ce qui se passe aussi bien en Bosnie qu'au Kosovo, au Sandjak, en Voïvodine ou en Macédoine. La Turquie exige l'arrêt immédiat des attaques serbes sur la Bosnie et applique toutes les résolutions des Nations unies dans ce sens. Elle est convaincue que, si le conflit en Bosnie ne peut être réglé par l'embargo et les pressions politiques, une intervention militaire limitée dans le cadre de l'OTAN serait efficace pour arrêter les attaques serbes. La Turquie turc est soumise à une forte pression internationale. A travers des réunions et manifestations organisées partout

en Turquie, et dans tous les milieux, on demande au gouvernement de suivre une politique plus active au sujet de la Bosnie. En particulier, le fait que les Nations unies n'aient pas fait preuve d'une grande efficacité et qu'aucun résultat concret n'ait été obtenu malgré les efforts des coprésidents lord Owen et Cyrus Vance à la Conférence de Genève provoque l'indignation populaire. Les Turcs ont accueilli avec satisfaction l'attitude du gouvernement hollandais ainsi que la nouvelle position et les déclarations du gouvernement français.

Malgré toutes les pressions intérieures, le gouvernement turc souligne l'importance de l'élaboration et de l'application d'une solution dans le cadre des institutions internationales et suit une politique qui va dans ce sens. La Turquie rappelle avec insistance qu'une unité militaire est prête, qu'elle peut la mettre aux ordres des Nations unies, mais elle précise qu'elle ne l'enverrait que si l'ONU le décidait et le demandait. Le gouvernement turc est d'avis que l'attitude des Serbes et des Monténégrins viole le droit international.

La Bosnie-Herzégovine, reconnue par les Nations unies et la CEE, signataire de plusieurs accords internationaux, dont le CSCE, reconnue par plusieurs pays, est victime d'une agression armée de ses voisins serbes, et il s'agit d'une agression politique. L'agresseur utilise certains éléments présents en Bosnie pour faire aboutir la solution qu'il souhaite, et refuse d'entendre les mises en garde et les avertissements des institutions internationales. La décision la plus importante qui a été prise à la fin de la conférence de Londres sur la Bosnie qui s'est réunie en septembre 1992 a été de préciser que l'on ne peut modifier les frontières d'un pays par la force des armes. Mal-

gré cela, la Serbie continue à faire exactement l'inverse et n'applique qu'une très petite partie des décisions adoptées.

Si les agressions et les violations serbes ne sont pas arrêtées à temps et si l'agresseur n'est pas puni, il y a des risques sérieux que ce conflit s'étende à toute la région dans un proche avenir. C'est pour cela que les événements du Kosovo, de Macédoine, du Sandjak et de Voïvodine doivent être considérés globalement, et les mesures nécessaires doivent être prises. C'est pour cette raison que la Turquie a invité, le 26 novembre 1992, tous les Etats balkaniques, anciens et nouveaux, à la conférence d'Istanbul, afin de trouver une solution pacifique au conflit de Bosnie. Le communiqué qui y a été préparé a reçu l'aval de tous les participants et le soutien des Etats-Unis. La Turquie pense que les agressions serbes, contraires à l'Acte d'Helsinki ainsi qu'à ses accords de Vienne, vont créer un danger non seulement pour la Yougoslavie, mais pour tous les Balkans et l'Europe centrale. Elle insiste sur la nécessité d'instaurer le plus rapidement possible la paix et la sécurité dans la région, et ne cesse d'agir dans ce sens.

Sa politique dans les Balkans, depuis les années 30, suit un cours pacifique et axé sur la coopération. Convaincue que la coopération économique, politique, culturelle et humanitaire apportera la paix et la stabilité dans la région, elle oriente tous ses efforts vers la résolution des conflits et des tensions par des négociations et ne reste pas inactive pour y parvenir.

Consultant de politique étrangère, Oya Akgöncü Mughisuddin enseigne les relations internationales à l'université Bilkent d'Ankara. Elle a travaillé aux Etats-Unis pour le comité des affaires étrangères du Congrès.

tionalisme



Le pilote Bernard Santal de Sainte-Maxime, aux prises avec sa fille Sarah

*Marque déposée de Du Pont de Nemours

Regardez-le vivre. De quoi est faite sa vie? De
NOMEX* résistant au feu, lors-
qu'il revêt sa combinaison de
compétition. Du KEVLAR* de ses
plaquettes de freins. De TEFLON*,
quand il fait cuire ses œufs du
matin. Ces produits découverts
par Du Pont font partie de sa com-
fort, de sa sécurité, de son bien-
être. De sa Vie. De la vôtre.

Depuis près de 200 ans, Du Pont est une des sociétés qui comptent le plus au monde pour ses recherches et ses découvertes. Aujourd'hui, elle est une des premières en Europe pour les produits et les technologies qui protègent et améliorent notre vie quotidienne. Si vous pensez que vous devriez avoir Du Pont pour partenaire, ou si vous désirez de plus amples informations sur ses activités en France comme en Europe, veuillez écrire à: Jean-Louis Tronic, Du Pont de Nemours (France) S.A. 137, rue de l'Université, 75334 Paris Cedex 07



Tous les jours de nos vies

POLITIQUE

La préparation des élections législatives

M. Giscard d'Estaing est de plus en plus réservé à l'égard de la cohabitation

En souhaitant, jeudi 7 janvier, au cours de ses vœux à la presse, que l'opposition « ne saisisse pas l'occasion d'une deuxième fois » par M. Mitterrand, M. Valéry Giscard d'Estaing a relancé le débat sur l'opportunité d'une nouvelle cohabitation, à laquelle il est, personnellement, de plus en plus hostile.

Du moment où M. Giscard d'Estaing est en train de refermer la porte de la cohabitation. Il avait commencé à le faire le 18 octobre sur TF1. Pour pouvoir cohabiter, avait-il expliqué, il faut trois conditions : avoir la durée, un président de la République « qui soit au moins neutre » et une situation économique et sociale « pas trop grave ». La durée ? En octobre, M. Giscard d'Estaing espérait encore que son successeur aurait à cœur « d'établir un bon calendrier politique pour la France » en proposant le quinquennat et en se limitant à l'application de la loi. Mais, depuis le 31 décembre ne peuvent laisser subsister aucune illusion.

Sur la situation du pays, M. Giscard d'Estaing n'hésite plus à parler de « crise profonde ». Le bureau politique de l'UDF a estimé jeudi que trois gros nuages menaçaient peser sur la nouvelle majorité : la menace d'une dévaluation forcée, la relance de l'affaire du sang et la gestion d'une intervention militaire française dans l'ex-Yugoslavie. « Nous sommes dans une Ferrari lancée à deux cents à l'heure, confiait, pour résumer l'état d'esprit général, M. François Bayrou. Et nous serons qu'un bout de la route, il y a une

« L'AI FAIT, MOI ! ON N'EN MEURT PAS ! »



grande faiblesse. Que faire d'autre, si ce n'est freiner ? »

Pour le moment, sur la cohabitation, M. Giscard d'Estaing explique officiellement, comme jeudi soir sur F3, qu'il n'a pas « de réponse définitive », que l'UDF « va demander aux Français de réfléchir et en particulier d'apporter dans leur vote une indication sur ce qu'ils souhaitent comme réponse ». Propos alarmistes qui ne peuvent pas cacher que le président de l'UDF a en tête un plan en trois volets. Premier volet : déplacer la question de la cohabitation du terrain strictement constitutionnel au terrain plus politique en tentant de mobiliser l'opinion par une sorte de référendum implicite. M. Giscard d'Estaing s'est dit, jeudi matin,

devant le bureau politique, encouragé par les sondages qui, selon lui, devraient exprimer dans les prochaines semaines un rejet croissant d'une nouvelle cohabitation et un désaveu de plus en plus net de M. Mitterrand. Plus cette tendance se confirmerait, plus la détermination du président de l'UDF sera grande. Deuxième volet : mettre en place un plan de campagne dur qui ne se contenterait pas de dresser un bilan sans concession du socialisme mais qui fera aussi le procès sans nuance de douze années de mitterrandisme. Troisième volet enfin : faire en sorte que toute l'opposition sans exception s'engage progressivement mais fermement sur cette voie du refus. Ce ne sera pas le plus simple.

« Grève du pouvoir »

Refroidis eux aussi par les récentes déclarations de M. Mitterrand, M. Pierre Méhaignerie et une partie des centristes semblent commencer à se mettre à leur tour sur cette longue d'onde. Mais il sera plus difficile de convaincre le RPR. M. Nicolas Sarkozy expliquait vendredi matin sur France 2 qu'il paraissait difficile d'envisager ainsi « une grève du pouvoir ». Et la veille M. Jacques Chirac se démarquait par avance de la thèse giscardienne en affirmant, à Saint-Etienne, que s'il s'agit de refuser de former un gouvernement, point n'est la peine de faire campagne et « de toute façon, l'expérience prouve qu'on trouve toujours des hommes pour constituer un gouvernement » en faisant alors « triompher les combinaisons les plus médiocres ». Autant de déclarations qui font dire à l'UDF que décidément le RPR a « l'art de sous-estimer les difficultés ».

DANIEL CARTON

L'Alliance des Français pour le progrès sera un simple outil de coordination

La grogne du Parti socialiste a contraint le premier ministre à modérer les ambitions de certains de ses conseillers. Au lendemain d'une réunion du bureau exécutif du PS au cours de laquelle l'Alliance des Français pour le progrès (ADFP), que veut animer M. Pierre Bérégovoy pendant la campagne électorale, avait été la cible des critiques (le Monde du 8 janvier), on expliquait, jeudi 7 janvier, à l'hôtel Matignon, que les dirigeants socialistes avaient dressé le procès de quelque chose qui n'existe pas. « Il n'a jamais été dans nos intentions, affirmait-on, de créer un parti, avec un organe de direction, mais, simplement, de fournir un sigle de référence aux candidats qui ne veulent pas se contenter du label du PS et de donner les moyens au chef du gouvernement de coordonner la campagne de la majorité, en gérant au mieux les multiples demandes d'interventions qu'il reçoit, soit pour lui, soit pour les ministres les plus populaires ».

En fait, certains conseillers du premier ministre lui avaient proposé d'aller plus loin. Ils envisageaient une alliance disposant d'un local et d'un organe de direction comprenant des représentants des trois formations de la majorité (le PS, le MRG, les Réformateurs de M. Jean-Pierre Soisson) et certaines des figures les plus « médiatiques » du gouvernement, comme MM. Jack Lang, Bernard Kouchner, Bernard Tapie, ou M. Martine Aubry. Après la réunion du bureau exécutif du PS, ceux qui proposaient une formule plus souple ont fait prévaloir leurs vues, même s'ils n'ont guère accepté certaines des revendications d'humour des dirigeants socialistes. « Tant pis, disent-ils, pour ceux qui ne

voudront pas du sigle de l'Alliance... »

L'ADFP ne disposera donc ni d'un local, ni de crédits, ni de structures particulières : elle ne sera que l'instrument du premier ministre pour coordonner la campagne électorale et les déplacements des membres du gouvernement. Son lancement symbolique pourrait avoir lieu à l'occasion de l'émission « L'heure de vérité », sur France 2, à laquelle M. Bérégovoy doit participer le 17 janvier et dont le plateau d'invités devrait être composé avec soin. En tout état de cause, on fait remarquer à l'hôtel Matignon que, déjà, de nombreux candidats ont fait imprimer sur leur matériel de propagande le sigle Alliance des Français pour le progrès, qui figure sur les modèles de matériel de campagne distribués par le PS à ses candidats le 7 décembre. Pour savoir qui doit animer cette alliance, ajoutent-ils, il suffit de dresser la liste des ministres dont la participation à un meeting est la plus demandée. Pas question, donc, de se priver de l'impact de M. Tapie, « sans lequel il n'y a pas de réalité électorale dans tout le Sud-Est... ».

Présentant ses vœux de Nouvel An à la presse, jeudi, M. Laurent Fabius, qui devait rencontrer M. Bérégovoy vendredi matin, à Rouen, à l'occasion d'une inauguration, a prévenu que le PS entendait mener « une campagne qui revendiquerait hautement les valeurs et les choix de la gauche ». « Avant mars, en mars, après mars, a ajouté le premier secrétaire, l'objectif sera une grande formation de gauche, qui ne peut avoir pour base que le Parti socialiste ».

THIERRY BRÉNIER

Le RPR et l'UDF pourraient s'opposer dans une centaine de circonscriptions

Les négociateurs du RPR et de l'UDF arrivent au bout de leur peine. De part et d'autre, on assure que les discussions s'accroîtront mardi 12 janvier et que la liste des candidats de l'opposition parlementaire aux élections législatives sera publiée dans les jours suivants. Les deux délégations se sont rencontrées mardi 5 et mercredi 6 janvier jusque tard dans la nuit, et l'on affirme que, malgré les difficultés, il a été possible de « progresser ». De sources concordantes, il apparaît que la dernière réunion s'est déroulée, pour partie, dans une ambiance tendue. M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, a tenu des propos vifs contre le RPR auquel il a reproché, en substance, ses visées hégémoniques.

Présentant ses vœux à la presse, jeudi, M. Giscard d'Estaing a indiqué que le cas de 488 des 577 circonscriptions était d'ores et déjà réglé. Selon le président de l'UDF, il n'y aurait, en l'état actuel des choses, que cinquante-cinq primaires au sein de l'opposition. Pour ces dernières, son souhait est que la proportion de 10 % des circonscriptions ne soit pas dépassée. Il est probable, cependant, que le chiffre définitif sera largement supérieur, sinon deux fois plus.

important. Cela a inspiré une réflexion amère à M. Yves Galland, président du Parti radical, qui sera, quel qu'il arrive, candidat dans la troisième circonscription du Val-d'Oise, au grand dam du RPR : « A moins de 90, c'est l'union. A 100, l'esprit de compétition l'emporte. »

Six cas litigieux

Au stade actuel, un pré-accord existe sur les quelque deux cent cinquante circonscriptions dont le sort est en suspens. Les négociateurs ont établi une liste de douze circonscriptions dans lesquelles le candidat n'aura pas la même étiquette que le sortant ou dans lesquelles une primauté officielle est accordée. Il y en a six détenues par le RPR (neuvième de Loire-Atlantique, quatrième du Nord, première de l'Orne, troisième des Deux-Sèvres, première du Val-de-Marne et cinquième des Yvelines) et six détenues par l'UDF (quatrième des Bouches-du-Rhône, sixième et dixième de Loire-Atlantique, première du Haut-Rhin, première de Haute-Savoie et quatrième des

Deux-Sèvres). Il est admis par les deux camps que toute « agression » supplémentaire non programmée dans ce cadre entraînera automatiquement une riposte de l'autre partie. Cela pourrait être le cas, par exemple, dans la huitième circonscription des Hauts-de-Seine, où l'UDF envisage de présenter un candidat contre le suppléant « passagère » de M. Claude Labbé, ce dernier ne se représentant pas. La « contre-offensive » se porterait alors sur la douzième circonscription du même département dont le sortant est un député CDS.

A ces douze primaires pourraient s'en ajouter environ quatre-vingt-dix autres dans les circonscriptions qui ne sont pas détenues par le RPR et l'UDF. A la veille de la dernière séance, il resterait cinq ou six cas litigieux. Cependant, certaines circonscriptions peuvent faire l'objet d'un « échange », selon des intérêts bien compris. Ainsi, une formation peut retirer son candidat concurrent dans une circonscription si, en faisant preuve de bonne volonté, l'autre partie en fait autant ailleurs. C'est le cas, par exemple, de la troisième circonscription du Bas-Rhin où le RPR veut présenter M. Robert Grossmann comme candidat unique, ce qui pourrait faire l'objet d'une discussion sur le retrait de son représentant dans la quatrième circonscription de la Moselle, M. Philippe Rabit. Il en va de même entre la neuvième de l'Essonne et la quatrième du Val-de-Marne.

OLIVIER BIFFAUD

M. Fiterman tient à un accord de désistement entre le PS et le PCF. Interrogé, jeudi 7 janvier, au « Grand O » de l'OFM et de la Croix, sur les déclarations d'un autre responsable communiste, M. Pierre Biotin, qui avait estimé la veille qu'il n'aurait pas d'accord de désistement national avec le PS pour les élections législatives, M. Charles Fiterman, membre du bureau politique du PCF, a exprimé sa « colère », en observant que « le comité central se réunit la semaine prochaine, mais que, « apparemment, les décisions sont déjà prises ». Il estime qu'il faut « tout faire pour aboutir » à un accord national de désistement, car « l'adversaire politique, c'est la droite et l'extrême droite » et « il faut tout faire pour les battre ».

GUY PORTE

Alpes-Maritimes : M. Gaudin soutient M. Mouillot contre M^{me} Moreau

NICE

de notre correspondant régional

M. Michel Mauillat, maire (UDF-PR) de Cannes, a annoncé, jeudi 7 janvier, sa candidature dans la huitième circonscription des Alpes-Maritimes (Cannes) contre le député sortant, M^{me} Louise Maréau (UDF-adhérents directs), maire de Mandelieu, officiellement investie par l'UDF et par le RPR. Pour justifier cette primauté « sauvage », M. Mauillat s'est référé, notamment, à un sondage commandé par la commission nationale des investitures de l'UDF, qui le place largement en tête dans les intentions de vote exprimées par les électeurs (52 %, contre 15 % pour M^{me} Maréau).

Le maire de Cannes a déclaré que « l'une des raisons de la profonde désaffection de l'opinion vis-à-vis de la politique vient de l'incapacité des partis à se renouveler et à renouveler leurs représentants ». Il

a indiqué que M. François Léotard, dont il est un ami de longue date, et M. Jean-Claude Gaudin, qui préside pourtant la commission des investitures de l'UDF, viendraient le soutenir, sur place, pendant la campagne. M. Gaudin a confirmé qu'il apportera, « à titre personnel », son appui au maire de Cannes, vice-président du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, dont il est lui-même président.

Député depuis 1978, vice-président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, M^{me} Maréau a vivement réagi à l'initiative de M. Mauillat, qu'elle a jugée « déloyale, incorrète et surprenante ». « Le renouvellement de la classe politique ? Pourquoi pas ? a-t-elle déclaré. Mais à condition que l'on ait, au préalable, fait ses preuves, ce qui n'est pas le cas du maire de Cannes. Jusqu'ici, il a surtout cultivé son apparence. »

Entendu par la commission d'enquête de l'Assemblée nationale

Le professeur Dausset estime que le danger du sida a été sous-estimé en France dans les années 80

La commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur la transmission du sida au cours des dix dernières années a repris ses travaux jeudi 7 janvier. Toujours boycottée par l'opposition, cette instance a entendu les professeurs Jean Dausset, prix Nobel de médecine – pour qui le sida fut « un risque sous-estimé en France dans les années 80 », – Albert Hertek et Claude Olivenstein ainsi que M. Daniel Defert, président fondateur d'Aides, association de lutte contre le sida.

Le professeur Dausset a vu par sa réécriture l'histoire. Ce grand médecin, professeur honoraire au Collège de France, fondateur de France-Transplant, a brutalement découvert la nécessité du dépistage des dons de sang en juin 1983, lorsque le premier ministre de l'époque, M. Laurent Fabius, avait fait publiquement savoir qu'il avait décidé de rendre obligatoire ce dépistage.

« Le coup de sonnette, pour moi, c'est l'été 1983 », a-t-il déclaré devant la commission d'enquête. M. Jean-Yves Le Déaut, député (PS) de Meurthe-et-Moselle, rapporteur de la commission, lui a fait répéter, et le Prix Nobel a précisé : « Je m'inquiétais auparavant, mais je suivais les règles appliquées en matière transfusionnelle. »

Un court dialogue s'est alors instauré, satisfaisant et instructif : « Savez-vous qu'on a fourni durant l'été 1983 aux hémodépresseurs des concentrés sanguins chauffés et en même temps des produits non chauffés ? », a interrogé M. Le Déaut. « Je n'étais absolument pas informé. J'étais baigné dans une autre atmosphère scientifique, a répondu le professeur. – Vous travaillez dans une discipline très volatile. Est-ce normal que les équipes soient aussi clivées ? – Il faut savoir que nous sommes de plus en plus spécialisés et qu'il existe une concurrence acharnée. On court après le résultat. Il n'est pas question de s'égarer. »

Avec le recul, le professeur Dausset reconnaît bien volontiers que le sida fut « un risque sous-estimé en France dans les années 80 » et regrette que « les connaissances de la science n'aient

pas été utilisées en temps utile ». Il note, cependant, à quel point la liste des révolutions scientifiques et médicales négligées est longue et cite, à titre d'exemple, la découverte des groupes sanguins en 1900, qui n'était toujours pas mise à profit durant la guerre de 1914-1918, ou encore la découverte de l'asepsie par Pasteur à la fin du dix-neuvième siècle, aujourd'hui méprisée au motif que les antiseptiques pouvaient à tout. « Cette négligence entraîne la mort de neuf mille patients par an dans nos hôpitaux, autant que sur les routes ! », a indiqué M. Dausset. « Ce peut être un scandale dans l'avenir. »

Le professeur Claude Olivenstein, médecin-chef à l'hôpital Marmon, spécialiste de la toxicomanie, a évoqué, pour sa part, le climat de « grande confusion scientifique » au début des années 80. « On parlait constamment de porteurs sains, en disant qu'ils ne développeraient pas la maladie, a-t-il remarqué. On estimait que le sida était une maladie à risque, et non pas à haut risque, comme maintenant. C'était la vision commune, y compris de grands professeurs comme M. Jean Bernard. »

« La ligne Maginot des connaissances »

Ainsi, en exceptant une « dizaine » de médecins et de scientifiques, le corps médical campait-il sur « la ligne Maginot » de ses connaissances », selon la formule du professeur Olivenstein, sans pressentir l'urgence d'une nouvelle épiphanie. Le président-fondateur de l'Union nationale des associations de formation médicale continue (UNAFORMEC), le professeur Albert Hertek, est venu préciser, du reste, que les sessions de recyclage permanent ne touchaient que 25 % à 30 % des médecins.

Le virus du sida, détecté en 1981, ne fut l'objet d'une brochure adressée à l'ensemble des praticiens qu'en 1987, grâce au concours de l'UNAFORMEC et de l'ordre des médecins et de quelques laboratoires pharmaceutiques génois. On comprend que les militants de l'association de lutte contre le sida aient pu se sentir marginaux. « Jusqu'en juin 1985, nous avions le sentiment d'être extrêmement minoritaires », a rappelé M. Defert, qui avait fondé

Aides après la mort de son ami le philosophe Michel Foucault. Particulièrement au fait des recherches scientifiques en cours sur le sida au début des années 80, M. Defert livre une vision très différente de celle du professeur Dausset. « Lors que M. Fabius a annoncé à l'Assemblée nationale le dépistage obligatoire des dons de sang, a-t-il dit, je n'ai pas sauté de joie, parce que, pour moi, c'était trop tard. »

Selon le président-fondateur d'Aides, il était nécessaire de lutter simultanément sur trois fronts dès 1985 : celui des toxicomanes, en assurant la distribution libre de seringues ; celui de la sexualité en autorisant la publicité en faveur des préservatifs ; celui des hépatites, en leur fournissant des concentrés chauffés.

Or M. Defert déplore que « les mesures à prendre aient été prises très lentement ». « Je suis sévère pour le ministère de la santé », ajoute le sociologue. « J'ai rencontré plusieurs fois le conseiller du ministre, le docteur Claude Weisselberg. Il me semblait timoré, soucieux d'enjeux politiques et électoraux, se demandant si telle ou telle mesure nécessaire serait acceptée par la droite. » Aussi M. Defert conclut-il que les décisions prises ou reportées ne relèvent pas de l'état des connaissances à l'époque, mais de l'appréciation politique des responsables.

LAURENT GRELSAMER

M. Haesel présidera la commission d'enquête sénatoriale sur le SIDA. – M. Hubert Haesel (RPR, Haut-Rhin) a été élu président de la commission d'enquête sur la SNCF mise en place au Sénat. Le rapporteur sera M. Claude Belot (Charente-Maritime, rattachée Un. cent.). M. Pierre Laffitte (Rass. dém., Alpes-Maritimes) a été élu président de la mission sénatoriale d'étude sur la télévision éducative. Le rapporteur sera M. René Trégouët (RPR, Rhône).

Rectificatif. – M. Denis Langlois, l'un des deux initiateurs de la manifestation contre la guerre organisée vendredi 8 janvier à 18 h 30 place de l'Opéra à Paris, n'est pas directeur de Politis, comme nous l'avons écrit par erreur dans le Monde du 8 janvier en le confondant avec Bernard Langlois, mais avocat et écrivain.

هكذا من الأمل



SIÈGE "SLEEPERETTE" ELECTRONIQUE HAUT DE GAMME
Pour vous assurer un incomparable sommeil, confortable et profond.

REGLAGE ELECTRONIQUE DU MAINTIEN LOMBAIRE
Un siège qui s'ajuste à la position idéale.

COMMANDES DIGITALES ELECTRONIQUES
Pour choisir un film, les actualités ou écouter de la musique en toute liberté.

SYSTEME VIDEO MULTICHAINES INDIVIDUEL
Ecran couleur à cristaux liquides haute définition avec 6 programmes.

"EXECUTIVE MEAL"
Notre formule destinée à ceux qui préfèrent prendre leur repas en dehors des heures traditionnelles de service.

REPOSE-PIEDS ELECTRONIQUE AJUSTABLE
Vos jambes reposent parfaitement.

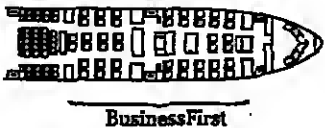
38% DE PLACE SUPPLEMENTAIRE
Avec 1,40 m d'espacement longitudinal entre chacun des sièges et un maximum de deux sièges côte à côte, notre cabine offre toute la place nécessaire pour s'étendre... et se détendre.

GRANDS CRUS FRANÇAIS ET CHAMPAGNES
Servis à bord, tout comme notre grande sélection d'alcools et de liqueurs, sans oublier bien sûr, une grande variété de boissons non alcoolisées.

LA DIFFERENCE

BusinessFirst, la nouvelle classe affaires qui n'a rien à envier à une première.

BUSINESSFIRST La différence, c'est d'abord le lancement de la BusinessFirst, une nouvelle classe affaires internationale encore plus confortable et luxueuse au prix de la classe affaires. La différence, vous l'appréciez dès votre arrivée à bord avec ce nouveau siège sleeperette qui vous offre plus d'espace pour rendre vos voyages d'affaires encore plus agréables. La différence c'est aussi des vols directs sur Houston et New York (arrivée à Newark) et plus de 160 villes desservies aux États-Unis. La différence, c'est aussi un service quatre étoiles avec limousine de chez vous à Orly. La différence, c'est encore le "Presidents Club", un salon privé à votre disposition à Orly, Newark et Houston. La différence, c'est



enfin le "OnePass" de Continental Airlines, un programme de fidélité qui vous offre la possibilité d'obtenir des vols gratuits sur nos destinations dans le monde entier. Alors, jugez vous-même la différence. Continental Airlines, 92, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris - Tél. : 42 99 09 09 ou chez votre agent de voyage.

Continental Airlines



La compagnie qui fait la différence.

L'échouage du « Braer » sur les côtes écossaises

Une évacuation de la zone contaminée par la marée noire serait envisagée

Des vents soufflant en tempête sur la mer du Nord continuent à entraver toute intervention sur le « Braer », le pétrolier libérien échoué le 5 janvier au sud de l'archipel des Shetland, avec 84 000 tonnes de brut norvégien à son bord. Aucun avion n'a pu

décoller jeudi 7 janvier. Si le navire ne s'est pas coupé en deux, comme on avait pu le craindre, il perd toujours son pétrole à un rythme soutenu, ce qui a provoqué la formation d'une nappe de près de 20 kilomètres carrés, désastreuse pour les oiseaux

plongeurs. Poussés par un vent violent, les embruns chargés de pétrole se déposent aussi sur les terres, transformant les pâturages en landes nauséabondes. La consommation des légumes de plein champ a été interdite. Et les pouvoirs publics

ont dû prévoir un plan d'évacuation de la population de la zone contaminée (3 000 personnes), ainsi que du cheptel de moutons. L'odeur de pétrole remonte jusqu'à Lerwick, le chef-lieu, à une quarantaine de kilomètres du site du naufrage.

Face à la pollution

LONDRES

de notre correspondant

La rumeur, insidieuse, se moque des assurances officielles. Et, comme ces émanations de pétrole qui courent la lande, fait son chemin dans les esprits : il faudra bientôt évacuer les îles. Calthness, le secrétaire d'Etat britannique à la marine, a déclaré, peut-être pour affirmer que la pollution ne représente actuellement aucune menace pour la santé des habitants des Shetland, et son propos a beau être confirmé par le docteur Gerald Forbes, représentant du « ministère » écossais de l'intérieur et de la santé, la rumeur enfle. On parle de « plans d'évacuation d'urgence » pour transporter plus au nord, et, s'il le faut, sur le « continent », c'est-à-dire en Écosse, les familles qui habitent dans les zones « à risques ». A Aberdeen, des équipes médicales sont prêtes à toute éventualité.

Comment alerter la population sans provoquer la panique ? Des écologistes et médecins s'insistent pas à évoquer le risque de cancer, sans parler de multiples affections respiratoires. Il est naturellement malaisé de démêler le vrai du faux. Il ne faut cependant pas de doute que la marée noire du « Braer » ne se contente pas de souiller les rivages, d'exhaler des effluves nauséabonds et de tuer des oiseaux : en raison de l'extrême volatilité de la qualité du pétrole contenu dans les soutes du navire, une sorte de brume de particules toxiques, invisible à l'œil nu mais qui, au bout d'un certain temps, macule l'environnement d'une pollution brumée, est aussi inhalée par les humains et les animaux.

Ce danger, qui est accru pour les personnes souffrant de problèmes respiratoires (asthme, bronchite, etc.) est bien connu des employés des exploitations pétrolières et des raffineries. Selon le

docteur Robin Cox, vice-doyen de la faculté de médecine du travail, cité par le Times, il ne semble pas qu'un tel danger ait jamais menacé une large population. Il estime cependant que si cette « brume pétrolière » devait entraîner des symptômes de difficultés respiratoires, il faudrait avoir recours à l'évacuation des personnes les plus menacées. Plusieurs familles ont déjà spontanément abandonné leurs habitations situées à proximité immédiate du naufrage. Si la menace se précisait, quelque trois mille personnes pourraient être concernées.

D'autres îliens, résidant pourtant à 60 km de là, se sont plaints de maux de tête et de nausées. Les autorités locales ont donc conseillé aux habitants résidant dans le « périmètre à risques » d'éviter de sortir et de garder leurs enfants à la maison. Les risques potentiels pour la santé des « Shetlandais » s'accroissent en effet à mesure que la marée noire gagne du terrain. Le film noirâtre qui couvre la mer s'étend maintenant jusqu'à 14 miles le long de la côte ouest de l'île, sur une largeur atteignant parfois 50 mètres.

Avec la reprise du mauvais temps, les équipes de secours ont dû interrompre toute tentative d'abordage afin d'évaluer la quantité de pétrole restant dans les soutes. Ces mauvaises conditions atmosphériques ont également pour effet d'interrompre la plupart des vols destinés à éliminer les « dispersants » chimiques sur la nappe de pétrole, afin d'empêcher l'émulsion des hydrocarbures avec l'eau de mer. La question du bien-fondé d'une telle opération est cependant loin d'être résolue, les experts en matière de pollution marine estimant notamment que les efforts de nettoyage du rivage peuvent provoquer plus de mal que de bien pour la faune.

LAURENT ZECCHINI

« EEE », le pétrolier écologique européen

La marée noire des Shetland aurait-elle pu être évitée, ou seulement circonscrite, si le « Braer » avait été équipé de doubles parois, de membrures renforcées et d'un double fond ? La question divise les spécialistes.

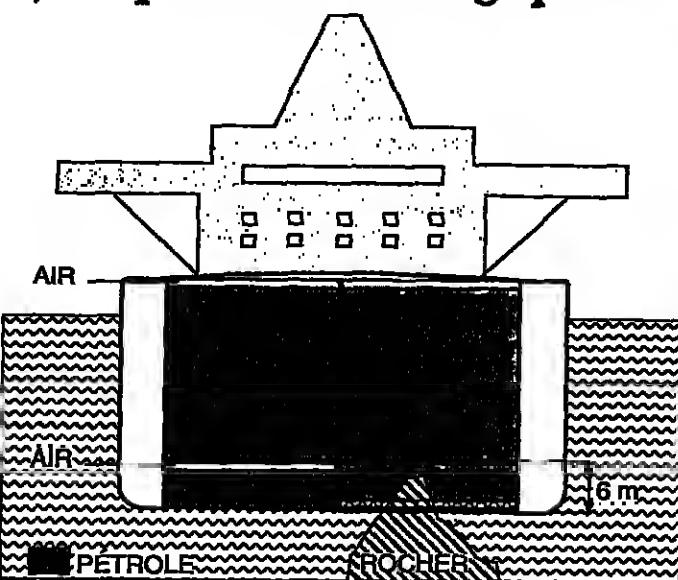
L'« Aegean Sea », qui a fait naufrage devant La Corogne le 3 décembre 1992, était précisément équipé d'un double fond, ce qui, semble-t-il, a occasionné l'explosion due à des gaz et n'a pas empêché le déclenchement de la catastrophe. De plus, les commandes de pétroliers dans le monde sont aujourd'hui au plus bas : lorsque les armateurs recommenceront à investir — dans un ou deux ans — il faudra bien qu'ils fassent les choix techniques judicieux, adaptés aux réglementations d'ailleurs, ou pertinents en matière de prévention.

Limites

les écoulements de brut

Après la marée noire de l'« Exxon Valdez », le Congrès américain a adopté, en 1990, l'Oil Pollution Act. Parmi ses dispositions, obligatoires d'ici à 1995, celle, pour les navires neufs qui débiteront du brut dans les ports, d'avoir une double coque, selon des normes de construction des citernes décidées par les Américains.

Il s'agit en fait simplement d'une sorte d'enveloppe de protection, latérale et horizontale, d'une épaisseur de 2 mètres. Mais nombre d'experts et d'ingénieurs du génie maritime mettent en doute l'efficacité d'un tel système, notamment en cas de choc violent, et relèvent même son caractère dangereux, puisque ce « bouclier » quasi circulaire peut devenir un lien de stockage de gaz de pétrole risquant de provoquer des explosions. L'explosion est en effet le pire des dangers sur un



(Source : Chambre syndicale des constructeurs de navires.)

pétrolier (les naufrages du Korg en décembre 1989 au large du Maroc et du Haven devant Gênes en avril 1991 ont été provoqués par des explosions dues à la présence de vapeurs d'hydrocarbures dans les citernes vides).

C'est la raison pour laquelle, à l'instigation du ministre de la mer

de l'époque, M. Jacques Mellick, la France a présenté en 1991 à l'Organisation maritime internationale (OMI), qui est l'« ONU de la mer » et dont le siège est à Londres, une solution technique alternative, qu'elle estime « améliorée » par rapport au système « made in USA » de la

seule double coque. Une troisième option est développée par les chantiers japonais (notamment Mitsubishi), les premiers du monde.

Le système européen, qui répond au nom de code « EEE » pour « pétrolier écologique européen », est aujourd'hui proposé aux armateurs par un groupement d'intérêts économiques rassemblant des chantiers navals espagnols, allemands, italiens et français (en l'occurrence les Chantiers de l'Atlantique à Saint-Nazaire), qui s'appelle Euroyards.

En cas d'abordage, il permet de mieux protéger la coque intérieure qui renferme le pétrole. Avantage qui existe aussi, selon les experts, en cas d'échouement, car le jeu des pressions relatives de la mer dues à l'enfoncement du navire, du pétrole et de l'air permet de limiter considérablement les écoulements de brut à l'extérieur.

Enfin l'espace libre dans la double fond — 6 mètres — rend possibles les inspections par des techniciens, permet de détecter les fissures éventuelles, autorise la ventilation ou le remplissage par du gaz inerte et réduit les risques majeurs d'explosion (voir dessin).

FRANÇOIS GROSCHARD

DÉFENSE

Dans son bilan d'activités 1992

La commission armées-jeunesse met en garde contre le risque d'un dépérissement de la conscription

« On ne peut plus considérer aujourd'hui que le service national va de soi pour tous les jeunes Français. Il est donc plus que jamais indispensable de faire un effort d'explication quant à l'utilité, quant au sens du service national et de ses formes militaires en particulier. Si cet effort d'explication politique de la conscription n'est pas mené, cette institution républicaine risquera d'apparaître rapidement obsolète à de nombreux jeunes Français, ce dont on ne pourra les blâmer ».

Ce jugement émane de la commission armées-jeunesse, qui est un organisme consultatif placé directement auprès du ministre de la défense et qui réunit des représentants d'associations de jeunes, des responsables de l'institution militaire et des administrations civiles concernées. Il est rendu public à un moment où se multiplient des prises de position, dans les milieux politiques et notamment au sein de l'opposition, en faveur de la constitution d'une armée de citoyens (cadres de métier) et de volontaires servant selon un contrat de courte durée (pour leurs subordonnés).

Aujourd'hui, les effectifs militaires rassemblent 297 357 personnes d'active et 224 966 appelés du contingent. Environ 14 % des jeunes reçoivent sous l'ancien nom propre aux trois armées, à la gendarmerie et à leurs services respectifs. Les 6 % restants sont affectés à des formes civiles du service national, sans compter un millier de volontaires féminins.

Une défense à deux vitesses

La commission armées-jeunesse considère, dans le bilan 1992 qu'elle dresse de ses activités (1), que, sans rénovation du service national, « la conscription sera tôt ou tard menacée dans ses fondements mêmes ». Tenant compte du fait — nouveau — qui a amené le gouvernement à intégrer des appelés volontaires dans les formations déployées sur des théâtres extérieurs au titre de FONU ou de toute autre mission purement nationale, la commission estime cependant qu'il faut éviter d'écarter les appels des responsabilités opérationnelles en les cantonnant dans des tâches peu valorisantes ou spécifiquement non militaires.

Ce à quoi s'est engagé devant elle M. Jacques Mellick, le secré-

taire d'Etat à la défense, en condamnant la perspective d'« une défense à deux vitesses », qui distinguerait entre « des valets d'armes dans les casernes », d'une part, et, de l'autre, « ceux qui traitent de la défense de la nation ».

Partisan d'instaurer « plus de justice et d'équité » dans la conscription et de « recentrer » cette institution de défense « vers les besoins de la défense nationale », la commission met en garde contre des formes de service civil qui lui « semblent servir trop particulièrement des intérêts privés ». Elle s'en prend à des formes de service qui, du point de vue des jeunes, visent à pallier les insuffisances de l'organisation de notre société ou qui aboutissent « à suppléer la création d'emplois » en remplaçant du personnel permanent par des appels.

Une armée de métier de 150 000 hommes

Elle cite notamment le cas des VSNE (volontaires pour un service national en entreprises), qui reviennent à offrir de « véritables stages en entreprise » comme autant de pré-embouches de jeunes diplômés ou « pistonnés ». « Ces nouvelles formes de service », observe la commission, font appel à des jeunes qui disposent d'un certain niveau d'études et de connaissances, et qui se trouvent être ceux qui ont déjà le plus reçu de la nation ».

Les membres de la commission armées-jeunesse sont attachés majoritairement au maintien de la conscription entendue — à la condition qu'elle soit revalorisée — comme un devoir pour les jeunes de participer à la défense militaire de leur pays.

Sur cette position, ils rejoignent le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Amédée Monchal, qui a déposé devant la commission en faveur de la conscription. En 1997, l'armée de terre devrait compter de 220 000 à 230 000 hommes, au lieu de 200 000 à la fin de l'an dernier. « La conscription », a expliqué le général Monchal, permet à l'armée de terre de recruter des personnels qu'elle ne pourrait ni obtenir, ni rémunérer par ailleurs. Selon lui, 20 % de la ressource que constitue la conscription « serait quasiment irremplaçable ».

A propos d'une professionnalisation de plus en plus souvent évoquée, le chef d'état-major de l'armée de terre a affirmé : « Nous ne pouvons guère, dans les conditions actuelles de rémunération, engager plus de 2 500 militaires du rang supplémentaires (un recensait en 1992 quelque 28 000 engagés volontaires dans l'armée de terre et les besoins sont estimés à 9 000 de plus) par an. Au-delà de ce chiffre, les risques encourus dans les domaines de la qualité et de la discipline seraient relativement importants. De plus, accroître fortement les rémunérations entraînerait une série d'augmentations de soldes et de traitements au sein de la fonction publique ».

Dans les milieux politiques, qui imaginent une armée de terre de métier, l'hypothèse la plus fréquemment avancée est celle d'une forte globale entre 130 000 et 150 000 hommes.

(1) Bilan 1992 de la commission armées-jeunesse. Ecole militaire, 1, place Joffre, 90450 Armées.

Les oiseaux meurent aux Shetland

ILES SHETLAND

de notre envoyé spécial

Le paradis des oiseaux est devenu leur cimetière. Ils sont chaque jour un peu plus nombreux à s'enliser dans la mélasse marron qui lèche, rocher après rocher, les côtes escarpées de l'archipel maudit. Des « mortuaires » à l'œil nu, des rafales de vent et plongent naïvement dans les vagues polluées, convaincus d'y trouver leurs victuailles du jour. Ils ressortent dégoûtés d'une graisse nauséabonde, condamnés à l'agonie sur le sable souillé. Des mouettes hilares reprennent des poissons morts à la surface de l'eau et plongent, elles aussi, pour engloutir goulûment des proies si dociles. Elles creveront empoisonnées, au pied des falaises.

Sur les plages proches de l'épave du pétrolier « Braer », dans la baie de Quendale, l'échecatombe n'en finit plus. Lorsque la timide lumière du jour le permet, de 8 h 30 à 15 h 30, les caméras ne savent plus où donner de l'objectif. Faute d'opérations de pompage, impossibles à tenter en raison des conditions météorologiques, elles s'abreuvent volontiers d'images aussi faciles que répugnantes. C'est par dizaines que les cadavres d'oiseaux viennent s'échouer sur les rivages, victimes de cette mer déchaînée qu'ils croyaient leur alliée. Plus haut, dans la tourmente d'une tempête appelée à souffler encore plusieurs jours, d'autres tournoient déjà, prêts à tenter, bec en avant, le plongeon de l'insouciance.

Les ornithologues, harnachés comme des employés de plateforme pétrolière, s'efforcent de ramasser à l'aide d'épuisettes et de les enfourner dans de grands sacs en plastique. Ils seront conquis pour que les scientifiques puissent évaluer précisément l'impact de la pollution sur leurs organismes. Mais les chercheurs, une quinzaine d'hommes et de femmes vêtus de cirés orange, tentent surtout, comme les photo-

graphes, de repérer les rares survivants. Un coup de bec, un œil entrouvert, un frémissement d'ailes. Les oiseaux sont évacués vers un « hôpital » de fortune, un local de scouts transformé en centre d'hébergement pour cormorans, canards et guillemots, sur la côte est.

Jeudi après-midi, soit deux jours après la catastrophe, tandis que près de trois cents d'entre eux avaient déjà pris place dans les congélateurs, une cinquantaine d'autres avaient été recueillis ainsi.

Un combat disproportionné

Toutefois, les chances de les sauver demeurent minimes. « Ce pétrole très léger ne tue pas instantanément, l'animal agonise avant de mourir », explique M. Eric Mack, l'un des ornithologues responsables des opérations de sauvetage. Ceux qui sont susceptibles de s'en sortir sont transportés par avion jusqu'en Écosse, à Fife, où ils seront soignés dans un centre spécialisé. Nous devons les purger, nettoyer leurs plumes. Mais ils ne seront pas sauvés pour autant. Après une telle épreuve, leur plumage perd parfois toute élasticité, ce qui est une autre forme de mort ».

La partie sud de l'archipel, la seule directement touchée — pour l'instant — par la marée noire, abrite trois à quatre mille oiseaux. Autant de victimes potentielles. « Seul le vent pourrait les sauver en dispersant le pétrole, mais les dégâts sont déjà considérables », s'inquiète M. Mack. J'ai vu des centaines de poissons sur le ventre, les oiseaux vont les manger et s'empoisonner aussitôt ».

Toute tentative de repousser les volatiles vers des côtes plus saines étant vouée à l'échec, les ornithologues en sont réduits à chausser leurs bottes de caoutchouc pour aller tenir l'inventaire des victimes et secourir les rescapés. Ce combat paraît pourtant bien dis-

proportionné. Armés de leurs seules épuisettes, ils mènent une lutte désespérée contre les éléments. Les vagues continuent de ruisseler de pétrole sur les rochers, et les nattes de pétrole, quant au vent, il fait voler les gouttes d'une pluie si visqueuse qu'elle se répand sur la lande à la manière d'une huile de vidange.

Ignorant cette interminable épreuve de force entre le pétrole et les éléments, les oiseaux continuent de s'enliser, de plonger, de mourir. En 1967, lors du naufrage du « Torrey Canyon » sur les côtes sud de l'Angleterre, cinquante mille d'entre eux avaient péri. Les Shetland, qui hébergent en hiver une population d'un peu plus de dix mille oiseaux, ne redoutent pas un désastre d'une pareille envergure. Nul n'est encore capable de dire quelle quantité de pétrole s'est échappée du « Braer ». Mais les habitants savent déjà qu'à la fin du mois, lorsque viendra la fête traditionnelle du « retour du soleil » — « Up Helly Aa », le dernier mardi de janvier, — le jour se lèvera sur le plus grand désastre écologique de l'histoire de l'archipel.

PHILIPPE BROUSSARD

L'affaire Drewermann

PEUR dans l'EGLISE

Exclusif :
● La préface du livre interdit dans l'Eglise par Albert Longchamp
● Drewermann : un extraordinaire « appelant » par Jean-Pierre Bagot
● Drewermann : la Bonne Nouvelle dérange toujours par Anne Duviols
● Les dessous d'une « autocensure » par Serge Lafitte
TÉMOIGNAGE CHRÉTIEN en vente 17 F dans les Maisons de la Presse et au siège : 49, Faubourg Poissonnière, Paris 9^{me}.

ESPRIT
janvier 1993

Les reality shows,
un nouvel âge télévisuel ?

Le numéro : 78,00 FF - Abonnement 1 an (10 numéros) : 530 FF
212, rue Saint-Martin, 75003 PARIS - Tél. : 48 04 08 33

Vincent Amiel
Pierre Chambat
Alain Ehrenberg
Gérard Leblanc

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Selon un rapport remis à MM. Kouchner et Teulade

Les hépatites virales C seront « un problème majeur de santé publique en l'an 2000 »

Un rapport sur les hépatites virales post-transfusionnelles de type C devait être rendu public, vendredi 8 janvier. Selon ce document, signé du professeur Max Micoud (CHU de Grenoble), demandé par MM. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, et René Teulade, ministre des affaires sociales, l'hépatite chronique de type C sera un problème majeur de santé publique en l'an 2000 en France. Les différentes projections épidémiologiques situent entre 500 000 et 2 millions le nombre des personnes pouvant être contaminées en France.

L'hépatite virale de type C est une infection transmise par voie sanguine. Dans une proportion non négligeable des cas, elle peut devenir chronique et être à l'origine, à terme, de cirrhoses ou de cancers du foie (1). « Dès maintenant (-), on peut admettre, compte tenu de l'évolution naturelle de la maladie et des données antérieures aux mesures prises dès 1988, que l'hépatite chronique C sera un problème majeur de santé publique en l'an 2000 en France. » Les auteurs du rapport ne dissimulent nullement l'importance et la gravité du sujet sur lequel MM. Kouchner et Teulade leur avaient demandé, en août 1992, de travailler.

« L'infection par le virus de l'hépatite C, par sa fréquence et les complications qui peuvent survenir, est devenue un véritable problème de santé publique, écrivent les deux ministres. De nombreux cas sont secondaires à une transfusion sanguine survenue avant la mise au point d'un test de dépistage. En France, ce dépistage a été rendu obligatoire sur tout don de sang dès le 1^{er} mars 1990. Dans le même temps, les progrès scientifiques et

médicaux ont permis de disposer, pour lutter contre les formes les plus graves, d'un traitement (interféron), de maintien complexe, d'efficacité qui semble relative et de coût élevé. Pour toutes ces raisons, nous souhaitons définir, dans les meilleurs délais, une politique de santé publique à l'égard de cette infection et apporter des réponses précises aux interrogations légitimes des malades. »

La commission, présidée par le professeur Micoud et dont les quinze membres ont été désignés par le professeur Jean-François Givard, directeur général de la santé, s'est constituée en plusieurs groupes de travail traitant des différents aspects épidémiologiques, étiologiques et préventifs de cette question. « L'hépatite due au virus C s'est révélée comme un problème de santé publique avec deux caractéristiques essentielles : la première est liée à l'importance de la transmission sanguine dans la transmission du virus, et la seconde concerne son évolution particulièrement agressive dans sa forme chronique », lit-on dans le rapport.

Après les progrès accomplis dans les années 1970 pour dépister les porteurs du virus de l'hépatite B, la communauté médicale s'est engagée en 1988 à utiliser des marqueurs sérologiques indirects pour tenter d'identifier les porteurs du virus de l'hépatite C. En mars 1990, la France rendait obligatoire - dès que ce fut possible - le dépistage de l'infection par le virus. Un an plus tard, on mettait en place un nouveau test de dépistage, dit de « seconde génération », qui, selon les experts, a rendu le risque de transmission de l'hépatite C à partir des transfusions sanguines inférieur à 0,5 %. Le risque zéro ne peut toutefois aujourd'hui être obtenu faute de disposer des connaissances virologiques suffisantes.

Les auteurs estiment, sur la base des 300 000 transfusions annuelles, qu'entre 1970 et 1990 on peut éva-

luer « à 25 000 par an le nombre de personnes ayant présenté une contamination et pouvant entrer dans une population qui risque de développer une hépatite chronique ». « En 1992, nous pouvons estimer en fonction des typologies de travail entre 500 000 et 2 millions le nombre de personnes infectées par le virus de l'hépatite C, écrivent les auteurs. Parmi elles, 100 000 à 400 000 pourraient être à partir d'une origine transfusionnelle. » Les auteurs estiment d'autre part que les derniers éléments disponibles en matière de thérapeutique de cette affection laissent penser qu'aujourd'hui qu'entre 150 000 et 300 000 personnes infectées pourraient bénéficier d'un traitement médicamenteux.

Dépistage des transfusés

En dépit de l'efficacité des mesures mises en place en France dès 1988, de nombreuses dispositions sanitaires restent, selon les auteurs, à prendre. Il s'agit notamment de lancer des campagnes d'information incitant l'ensemble des personnes ayant été transfusées avant la mise en place du dépistage à bénéficier au plus vite des tests disponibles.

Les auteurs proposent également sur ce point un suivi collectif des donneurs et des receveurs de sang, suivi qui devrait être étendu aux donneurs et aux receveurs d'organes. Il n'existe pas en effet, actuellement, de législation concernant la non-utilisation des organes provenant des donneurs infectés par ce virus, et ce en dépit de certaines données faisant état de transmission de l'infection à partir de greffons. Les auteurs estiment d'autre part nécessaire de diffuser des recommandations après toute exposition au virus en milieu hospitalier. Ils souhaitent par ailleurs une amélioration des modalités de prise en charge des remboursements des actes biologiques indis-

pensables au suivi de cette infection.

Toutes ces mesures, estiment-ils, sont d'autant plus nécessaires que dans certains cas on sait aujourd'hui qu'une thérapeutique - à base d'une forme de médicament antiviral, l'interféron alpha - peut être efficacement proposée. Ces dispositions sont également importantes dans la mesure où différents éléments épidémiologiques dénotent d'une possibilité de transmission du virus par voie sexuelle.

Ces données établies et ces propositions formulées, il reste à évaluer le coût d'une véritable politique de santé publique vis-à-vis de cette infection. Le ministère de la santé et de l'action humanitaire, qui a souhaité rendre public dès que possible ce rapport, devrait annoncer des décisions dans les prochaines semaines. Mais déjà est soulevé le problème de l'indemnisation des personnes victimes de ces contaminations post-transfusionnelles. Une association récemment constituée (2) annonce avoir réuni mille deux cents dossiers de personnes souffrant de l'hépatite C contractée après transfusion sanguine (il s'agit de cirrhose la plus souvent) et dix-huit cas de morts après cancer du foie. Cette association, qui multiplie les actions en justice, entend obtenir par voie législative une indemnisation des dommages subis.

J.-Y. N.

- (1) L'hépatite C est une infection asymptomatique dans près de 70 % des cas. Elle se traduit par un ictere (jaunisse) dans 20 % des cas. Quels que soient les symptômes ou le mode de contamination, on estime que l'installation d'une hépatite chronique évolutive survient au minimum chez 25 % des cas. Après vingt ans de l'évolution, la mortalité due à la maladie hépatique est comprise entre 5 % et 20 %.
- (2) AVAC, boîte postale 125, 33020 Bordeaux.

QUELLE HISTOIRE ! PAR CLAUDE SARRAUTE

Et voilà, c'est le redoux. Fini le froid, le grand froid à pierre, à cœur fendre qui nous a incité à regarder où on mettait les pieds : Attention à ne pas bousculer le closo, si c'est pas malheureux quand même, couché devant la porte de l'immeuble... Et à ne pas dérapier sur la chaussée verglacée. Dans ce pays, la misère fait partie des catastrophes naturelles, ouragans, chutes de neige, inondations... Là, maintenant, il n'y en a plus que pour la marée noire aux Shetland. Et d'ici peu on aura oublié jusqu'au sens de ce sigle réducteur : les SDF.

Ils n'ont pas disparu pour autant, les sans domicile fixe. Simplement, on les a déportés dans la rue, ils vivent dans le métro. Mais bon, ça, on n'y pense pas. Remarque, moi le premier. L'autre jour, je vais à Montparnasse m'acheter un blouson en solde pour jouer le rôle d'une éducatrice recrutée à l'année par la RATP dans le cadre de l'opération Coup de pouce. Et je passe devant un jeune zonard planté, main tendue, devant la station, sans le voir ! Il a fallu que je retourne lui filer la pièce !

Me voilà donc partie eue

Et le nuit, après la fermeture ? On est encore assez peiné à Pastour et à Rue-du-Bac. Sauf quand on se fait embarquer direction Nanterre dans des cars de ramassage. Ça, les centres d'accueil, les douches obligatoires, les repas à heures fixes, l'odeur de pisse, les rixes à coups de bouteille ou de couteau, et le réveil à 6 heures du mat pour se retrouver sur le trottoir, merci bien, mais non merci. Ils préfèrent pour la plupart faire bouche de chaleur à part.

Cet après-midi, Francky a trouvé un tes de « clients ». Jeanne, soixante et onze ans, toute frêle, toute mignonne, jambes nues dans ses souliers : Le RMI, c'est quoi ? 2 253 F par

mois ? J'aimerais bien ! Ah bon, Saint-Martin, c'est ouvert ? Oui, pas pour longtemps. Elle devrait en profiter. Tiens, bonne idée ! Francky, trente-quatre ans, écorché depuis neuf mois au fil d'un téléphone, celui de son père, désespérément muet. Donne-moi son adresse, j'ai le voir. D'autres encore qui râlent : le cachet de tranquillisant, à avaler avec du vin blanc coupé de Coca Cola, on te le revend 10 F, alors s'il t'en faut de dix à vingt... toute la menche y

Station Galère



les talons de Francky, un des neuf saint-bemerd, neuf, oui, seulement, chargés de venir en aide aux milliers de sans-logis domiciliés à Châtelet-Les Halles ou à Strasbourg-Saint-Denis. Un grand, beau garçon ouvert, souriant, magnétique. Il a vite fait de repérer l'ironie, sac plastique, godasses croquées, doigts couverts de bobos, cas usagers usés, emochés, éblémés dans une stupéur éteinte toujours prête à flamber.

On s'approche : Bonjour ! Est-ce que t'es besoin de quelque chose ? Neuf fois sur dix, c'est oui... Ça oui ! Besoin de raconter, de vitupérer, de se lancer dans des récits parfois succincts, souvent apocryphes, où il arrive, lui, pas moi, à démentir le vrai du faux, le délire de la réalité. Le récit de leur vie avant. Avant qu'il ne perdent leur femme, leurs gosses, leur emploi ou leurs parents. Et depuis. Depuis qu'ils errant, nomades de temps modernes, qu'ils nichent sous terre ou sur le bitume, dans les interstices d'une société dont ils ont peiné la clé. Avec leurs papiers perdus ou volés.

Dans un monde, leur monde, à l'image rétrécie, noircie du nôtre, avec ses violences, ses emitiés, sa délinquance, ses bonnes adresses aussi. Les Pastors du cœur, ça n'est plus ce que c'était. Sorti d'une soupe chaude, le soir, on n'a droit qu'à un casse-dalle ou à un bout de pain, une boîte de sardines et une pomme. A Belleville, c'est gratuit et c'est pas mal. A Saint-Germain, pour 5 balles, t'as droit à une entrée, un légume et une viande. Mais les trois étoiles, c'est à Trinité.

Et qui cauchemardent rapport aux chiens policiers, aux flics et à ces séleuds d'étrangers venus de l'Est, les ruskos, les polacks, en bandes souvent emées.

Francky leur donne rendez-vous le lendemain, même quel même heure, pour aller les confier à Catherine, l'adorable assistante sociale installée dans l'un des deux bungalows bleus sombres de Coup de pouce ouverts à Étoile et à Nation.

Combien il y en a, des SDF, d'après toi, dans le métro ? - C'est saisonnier. L'hiver, avec tous ces nouveaux réfugiés, ça doit tourner autour de 3 500. L'été, il se refont surface. T'en as même qui descendent dans le Midi.

Et vous en avez sorti beaucoup depuis 1991 ? - Dans les 400. Y compris ceux qui ont pris la direction cimetièrre ou prison. Pes énorme. Mieux que rien.

Le soir, sur la coup de 22 heures, je me pointe à Saint-Martin. Demière un monsieur bien mis, imper, cravate, serviette de cuir sous le bras. Désolé, il y a plus de place ! Alors, lui : Mais je travaille, moi, je... Entrez, on va arranger ça.

Côté femmes, elles ne sont que six. Les trente matelas restantes, on les mettra à la disposition des hommes obligés de coucher à même le sol sur une couverture.

Je jette un oeil dans le vacarme des rames et l'aveuglante lumière au néon pour voir si per hesard... Non, Jeanne n'est pas venue. Hier, non plus. Dormons sous la pluie.

JUSTICE

Les frères Chaumet devant la cour d'appel de Paris

La 9^e chambre de la cour d'appel de Paris examine depuis jeudi 7 janvier l'appel interjeté par les frères Jacques et Pierre Chaumet contre le jugement du 17 décembre 1991, de la 11^e chambre du tribunal de Paris les condamnant à des peines de prison ferme pour « escroqueries, banqueroute, abus de confiance et exercice illégal de l'activité d'établissement de crédit ».

Jacques Chaumet, soixante-cinq ans, a été condamné à cinq ans de prison dont trois avec sursis, et son frère Pierre, soixante-quatre ans, à quatre ans de prison dont trente mois avec sursis. Les deux associés dirigeants de la célèbre joaillerie devaient en outre verser 500 000 F d'amende chacun. Détenus pendant six mois au début de l'instruction, du 13 juin au 11 décembre 1991, ils devaient retourner en prison si le jugement est confirmé. Aussi, dès l'ouverture des débats, les deux

frères ont demandé « l'indulgence » de la cour.

Il leur est principalement reproché d'avoir utilisé des moyens ruseux pour se procurer des fonds alors que la joaillerie connaissait de graves difficultés. Des prêts importants avaient été obtenus à des taux particulièrement élevés. En outre, des bijoux ou des liquidités laissés en dépôt par des clients, selon une pratique qui serait une tradition de la profession, avaient été utilisés pour permettre la survie de la prestigieuse entreprise.

Après la faillite, les banques et les clients ont estimé qu'ils avaient été les victimes d'une escroquerie. Mais si les frères Chaumet reconnaissent la matérialité des faits, ils discutent l'interprétation pénale faite par le tribunal. « Nous en contestons l'élément intentionnel », ont-ils déclaré à l'audience. Les débats porteront donc essentiellement sur la qualification juridique du comportement des frères Chaumet. Ils se poursuivront pendant au moins trois jours répartis sur deux semaines avant que la cour mette son sursis en délibéré.

M. P.

POINT DE VUE

Une fois de plus

par Françoise Sagan

J'AVAIS toujours refusé de voir le moindre rapport entre les élections de ce pays et mes propres démêlés avec la loi. Cela me semblait même de la paranoïa. Seulement, aujourd'hui, ce n'est pas la première fois que me mise en cause intervient deux mois avant les élections, ni que les médias s'y étendent, c'est la quatrième. Et je trouve cela un peu exagéré - d'autant qu'il est fait de moins en moins d'efforts pour transformer une répétition fâcheuse en coïncidence vraisemblable.

On arrête donc, il y a un mois, un petit bonnet (les gros bonnets doivent avoir une barbe blanche, à force d'être insaisissables). C'est - dit la presse - le dealer du Tout-Paris, aux quarante clients célèbres mais dont je serai l'une des assises à surmerger nommément, à la fin, une fois de plus. Or ni sa filature, ni les écoutes téléphoniques, ni plus tard la fouille de mon appartement et mon interrogatoire à la police, rien ne le relâit, semble-t-il, à moi, sauf un de ses clients, aussi l'un de mes amis, qui déclarait à titre que mon facteur et que seul la pur dévouement faisait faire ces achats à ma place. L'enquête, se poursuivant, découvrit que les tractations entre les deux hommes n'avaient pas excédé 28 000 francs pour les années 1991 et 1992, ce qui signifiait, pour moi (si j'admettais cette thèse) une consommation de 40 grammes pour vingt-cinq mois soit moins de 2 grammes par mois... De toute façon, pas de quoi foutter un chat, ni livrer à la presse et à l'opprobre publique un commerçant, un industriel ou qui que ce soit... sauf moi.

Mais pourquoi ? Pour des raisons politiques ? Laquelle ? Mon ennité et mon arisme pour François Mitterrand ne se sont jamais transformées en fanatisme ni en intolérance, je n'ai jamais moi-même hérité d'une de ces sinécures, fonctions, prébendes, passe-droits qui eurent pu léser quelqu'un. D'ailleurs, je n'ai jamais

l'été qui que ce soit, et si j'y pense, je suis bien une des rares personnes que je connaisse à n'avoir jamais fait mal à une mouche, de droite ou de gauche - ou alors qu'elle se présente. Je dirais même fois que me mise en cause intervient deux mois avant les élections, ni que les médias s'y étendent, c'est la quatrième. Et je trouve cela un peu exagéré - d'autant qu'il est fait de moins en moins d'efforts pour transformer une répétition fâcheuse en coïncidence vraisemblable.

Ou bien, hors de toute politique - et en pleine coïncidence, - est-ce mon influence morale, mon exemple, qui justifient l'attentement de mes tourmenteurs ? Je rappellerai que si j'ai admis connaître ces toxiques, je n'en ai jamais vanté les charmes - et encore moins procuré l'usage à qui que ce soit - que j'ai même publiquement dénié les pouvoirs créatifs attribués par d'autres à la cocaïne, et que si j'ai revendiqué et revendiqué encore le droit de me détruire comme je l'entends, si je l'entends, ce n'est pas un exemple bien entraînant.

Tout cela ne m'évite pas de me retrouver inculpée aujourd'hui, sur les seuls dires d'un autre inculpé. Et le justice, c'est vrai, ne me semble pas « la même pour tout le monde ». Je m'en inquiète d'autant plus que je connais les difficultés des juges dans mon cas : ils doivent être bien rigoureux - envers eux-mêmes - pour être simplement objectifs avec moi, assurés qu'ils sont de ce que leur simple objectivité, justement, sera nommée par beaucoup d'obésance au pouvoir ou au mieux « dépendance ».

« France, mère des arts, des armes et des lois... », pourquoi veut-on toujours y brouiller les premiers avec les dernières ?

CORRESPONDANCE

La fermeture des « Neiges » à Briançon

A la suite de la publication, dans le Monde daté 27-28 décembre, d'un article sur la menace de fermeture du centre médical « Les Neiges », à Briançon (Hautes-Alpes), nous avons reçu les précisions suivantes du docteur Roland Crespel, praticien hospitalier à l'hôpital de Briançon :

Si le centre médical « Les Neiges » accueille une majorité de malades hors carte sanitaire, cela ne lui est pas particulier. Tous les centres moyen et long séjour briançonnais sont dans cette situation. Comme vous le précisez, ce centre reçoit des malades en « suite de soins lourds » (en particulier des malades du sida NDRL), que nous devons nous donner les moyens de soigner.

Actuellement, les structures d'accueil en France manquent, et celles

qui existent sont déficientes (...). En parallèle, existent d'autres centres de soins de moyen et long séjour où les prises en charge sont jugées de confort par les professionnels de la santé. Pourquoi donc n'envisage-t-on que la fermeture des « Neiges » ? Par ailleurs, vous indiquez que « cinquante-cinq lits doivent être redéployés sur d'autres établissements de Briançon ». Pourquoi ne les citez-vous pas et ne faites-vous pas part, à ce sujet, de l'étonnement de la majorité de la communauté médicale ?

La question de fond est, si effectivement il doit y avoir fermeture de centres moyen et long séjour en France : lesquels doivent fermer ? Dans le cas du Briançonnais, on ne punit pas les plus mauvais élèves (...).

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

ARTS

Le soleil noir des Provençaux

Une exposition révèle les peintres méridionaux d'avant l'impressionnisme

TOULON

de notre envoyé spécial

Loubon, Emile; Gréssy, Prosper; Engallière, Martin; Guigou, Paul; Augier, Auguste. Qui étaient-ils? Les principales figures du paysage provençal sous le Second Empire – et des peintres prolifiques, curieux, inventifs parfois. Ils ont oscillé entre le paysage tel qu'il s'enseignait alors, artificiel et lointainement poussin, et l'observation de plein air, le long des chemins et sur la côte. Quelques-uns imitaient Claude Lorrain ou Horace Vernet. D'autres s'efforçaient de vérifier sur le motif les principes de leur art. Deux ou trois, Guigou, Monticelli, Ziem peut-être, se sont risqués plus loin, et leurs expérimentations leur ont valu l'estime proclamée d'un peintre d'Aix-en-Provence et d'un autre d'Arles, Paul Cézanne et Vincent Van Gogh.

A ces méconnus, Jean-Roger Soubrin, conservateur du Musée de Toulon, a consacré des années de recherche, une exposition et un gros livre. Son travail et celui de son équipe sont exemplaires: plutôt que de céder aux facilités de la monographie vite expédiée ou à celles du «tout contemporain», il a entrepris de ressusciter une période, un mouvement et des artistes. Hériterait-on à reconnaître à tous une immense valeur esthétique, leur resterait encore, indéniable, la valeur historique, qu'il s'agisse d'histoire de la peinture ou d'histoire de la société. Leurs œuvres peuvent se voir en effet de plusieurs manières, la formaliste qui se passionne pour l'évolution de la touche et de la perspective, la génétique qui privilégie parentés et influences, la pittoresque qui ne demande rien à la peinture que le spectacle d'un mode de vie d'autrefois.

Sur la troisième, il est permis d'alterner. Loubon représente les transhumances des troupeaux, les routes parcourues par des paysannes à dos d'âne ou, illustration prophétique de Giono, l'émigration pendant le choléra à Marseille. Ces vastes images aspirent au monumental, elles n'atteignent qu'au spectaculaire. On peut rester indifférent devant ces défilés d'hommes et de bêtes et ces épopées champêtres en comparaison desquelles Millet paraît discret et George Sand mesurée. Gréssy, Courdoun et Engallière sacrifient moins au théâtre, quoiqu'il arrive au premier de loger dans ses campagnes des nymphes dénuées passablement incongrues. Rémémorations d'académisme, sans doute. Corot n'en est pas exempt non plus, il est vrai.

Sur la première question, celle de la manière, il est nécessaire de s'attarder davantage. A l'exception de Guigou, Ziem et Monticelli, déjà nommés, les peintres marseillais et toulonnais des années 1840 ou 1850 peignent avec une sage vigueur. Ils ne détestent pas une matière un peu grasse, délicatement granuleuse, ni les empâtements où la lumière s'accroche, mais sans excès. Ils pratiquent un illusionnisme adroit, ils savent imiter à merveille les pelages des bœufs, des chevaux et des chiens,



Paul Guigou: «Vue de la Canabière et des allées de Melhan»

ils composent suivant les lois du panorama. Plan après plan, ils étalent rochers, arbres, maisons et ciel jusqu'à l'horizon. Emile Loubon, seul de son espèce, se plaît à tordre ou raccourcir la perspective. Pour les autres, autant le dire, l'originalité des compositions n'est pas leur fort. Ils se richissent en s'inspirant des couchants dorés du Lorrain jusqu'à la monomanie – Augier – ou en osant un clair-obscur exagéré et violent – Gréssy, de temps en temps.

Un trio: Ziem, Monticelli et Guigou

Leur couleur, malgré le soleil, malgré le bleu du ciel, malgré les reflets marins, évite l'intensité et l'acidité. On croirait des vues prises à l'autisme et à l'hiver, dans un jour gris et blanc qui atténue des contrastes et étale les dissonances. Loubon est pâle et décoloré, Gréssy adépte du brun et du rouge, Engallière paraît timoré si ses tableaux étaient accrochés à côté d'un Corot ou d'un Diaz, ses contemporains. A l'évidence, ils hésitent à sauter le pas et à transposer l'éclat solaire et les ombres colorées sur la toile. Bien plus que les précurseurs de Monet, ils se révèlent les héritiers de Decamps.

Restent les trois «irréguiliers». Ziem apparaît comme le Boudin de Marseille et de Martigues, habile observateur des variations de la lumière, préimpressionniste si l'on tient à toute force à user de ces catégories qui n'ont d'intérêt que chronologique. Il n'est guère présent dans l'exposition que par allusions, car l'essentiel de sa carrière et de son succès se développe ailleurs, à Paris.

si bien qu'il ne revient guère en Provence que pour jouir de sa gloire et du climat.

Pour Monticelli, dont des rétrospectives et des livres ont réhabilité depuis une décennie la peinture lourde et luisante, aux touches saillantes et juxtaposées comme des écailles, l'affaire est plus complexe. Quoique marseillais, il doit peu à ses compatriotes, dont il a moins étudié les œuvres que celles de Delacroix et de Diaz. Et, quoique marseillais encore, il s'intéresse fort peu au pittoresque autochtone. Ses paysages et ses bords de canaux ne se valent ni des relevés topographiques ni des saynètes plaisantes – mais des morceaux de bravoure picturale. En empiétant sur des glaces, Monticelli brosse les contours, dissimule les formes et célèbre jusqu'à la folie la violence de la lumière. Elle troue les feuillages, elle ronge les pierres, elle brûle les branches, dont il ne reste qu'une armature noire. On serait fort en peine de suggérer des parents et d'établir des parallèles. Hors de toute école, Monticelli peint à l'écart. Dans l'exposition toulonnaise, force a été de lui consentir une salle au terme du parcours. Juste précaution: Monticelli ne prolonge ni n'annonce qui que ce soit, il pousse à son paroxysme une obsession solitaire. «Je viens de la Lune», répondait-il aux questionneurs. Ce n'est pas faux.

Paul Guigou en venait-il aussi? Ami de Monticelli, autodidacte en peinture, élève de notre quelque temps, il pourrait passer pour le Cézanne de son époque, ne serait-ce que parce qu'il accomplit en moins de quarante ans de vie une œuvre résolue et tranchée. En 1860, à ving-

six ans, il exécute le *Paysage de Provence* du Musée d'Orsay, l'un des plus beaux paysages de la peinture française du dix-neuvième siècle, simplement. La matière, rêche et comme pelucheuse, préfigure étrangement Balbus. La lumière a la clarté d'un Corot romain et ses admirables ombres grises et vertes et un peu mauves. L'année suivante, il peint sa *Vue de la Canabière et des allées de Melhan*, entre Manet et Caillebotte. Les critiques du Salon de Marseille lui conseillent alors de s'apaiser et le plus délicat d'entre eux conclut: «C'est de la folie furieuse: il lui faut des douches et la chemise de force. Vie donc, ces tableaux à l'hospice des aliénés!» La «folie furieuse» a duré jusqu'en 1871, jusqu'à la mort de Guigou à Paris, durant l'hiver 1871. Elle a duré le temps qu'il exécute des paysages découpés à la japonaise et peints avec une froide sécheresse. Ce n'est plus du Corot, ce n'est pas du Cézanne, mais c'est assurément d'un grand peintre.

PHILIPPE DAGEN

► Le paysage provençal et l'école de Marseille avant l'impressionnisme, 1845-1874. Musée des beaux-arts, 113, avenue du Maréchal-Leclerc, 83 000 Toulon. Tél.: 94-93-15-54. Jusqu'au 30 mars.

► L'exposition s'accompagne d'un catalogue monumental, publié sous la direction de Jean-Roger Soubrin. Extremement précis et bien illustré, c'est une véritable somme scientifique et historique. Réunion des Musées nationaux, 630 pages, 390 francs.

L'homme de fer

Les œuvres de Henri Passet sont montrées en France pour la première fois

HENRI PASET

à la galerie Pascal Gabert

Si l'on en croit Pascal, «il est rare que les grands géomètres soient fins, et que les gens fins soient de grands géomètres». Jusqu'à aujourd'hui, il fallait en effet aller en Suisse pour rencontrer un de ces phénomènes, sculpteur comme il se doit: les dernières œuvres de Henri Passet sont montrées en France pour la première fois, et sans doute fallait-il cette longue attente pour les apprécier comme elles le méritent. En fait, Pascal n'avait probablement pas tort, car Passet n'a rien d'un mathématicien: la pureté de ses formes doit tout à l'intuition – celle que forge une longue pratique – et le sentiment qui s'en dégage doit plus au goût qu'à la beauté d'une équation. Ainsi, à-t-on raison de se méfier des hommes tranquilles. A arpenter le fer, celui-ci sait donner à la géométrie un presque-rien d'organique, aux corps un je-ne-sais-quoi de construit, par le calage subtil des éléments, par les vides et les décrochements qui, loin de les séparer, les unissent.

L'ouverture des volumes est une des grandes conquêtes de la sculpture moderne: d'aucuns s'y sont engouffrés pour la faire littéralement éclater. Pas Passet: ses coupes sont des fractures nettes, autant de lignes ou d'incisions par où la lumière s'insère dans le corps de l'œuvre et le modèle. Loin d'être expansives, ce qui veut trop souvent dire dispersées, ces œuvres contiennent leur propre espace, comme l'homme qu'elles représen-

tent. Car c'est du corps humain que dérivent les œuvres exposées, les quelques très belles gravures et surtout ces sculptures, d'une telle intensité qu'il faut peut-être les parer du beau nom de statues. A regarder *Figure 5 A-90*, on sera convaincu de ce que la statuaire défie la durée, et qu'un Genevois né en 1928 peut retrouver, au bout de son propre chemin, l'univers d'un Brancusi, mais aussi celui qui guidait les mains qui façonnèrent les scribes accroupis de la cinquième dynastie, ou taillèrent dans la diorite la figure de Gouda.

Les statues de Passet ont la même fluidité, mais aussi la même compacité – augmentée d'une passionnante intégration du socle dans certains cas – qui semble défier les siècles, par la permanence d'une pensée formelle plus que par la solidité intrinsèque des matériaux.

En fait, l'acier qu'il utilise est plutôt fragile. Il rouille, se patine, mais conserve toujours sa finesse précise, parfois gracile, comme dans les figures dressées, qui font souvent penser à des totems, dont elles n'ont pourtant pas la frontalité. Passet refusait de doter ses formes d'une quelconque charge magique ou incantatoire. C'est bien plutôt de l'homme en devenir, à la fois délié et capable des plus grandes choses, dont il est question ici.

HARRY BELLET

► Galerie Pascal Gabert, 80, rue Quincampoix, Paris (3^e). Tél.: 48-04-94-84. Jusqu'au 15 janvier.

MUSIQUES

Le bassiste Bill Wyman quitte les Rolling Stones

Bill Wyman, membre des Rolling Stones depuis leur formation en 1962, a déclaré mercredi 6 janvier qu'il quittait le groupe. Le bassiste, âgé de cinquante-six ans, a annoncé son intention de se consacrer à ses affaires – il a ouvert un restaurant baptisé «Sticky Fingers» à Londres – et, éventuellement, d'enregistrer des disques en solo. Wyman a déjà quatre albums à son actif.

Cette décision attendue depuis la fin de la dernière tournée mondiale des Rolling Stones en 1991 ne devrait pas mettre en cause l'existence du groupe. Mick Jagger et Keith Richards ont déjà affirmé leur intention d'enregistrer et de jouer au public dans un avenir relativement proche, avec ou sans Bill Wyman. Dans un communiqué diffusé à Londres, le groupe a fait savoir que contrairement à certaines rumeurs, John Entwistle, l'ancien bassiste des Who, ne remplacera pas Wyman et que la place restait disponible.

URBANISME

Berlin à Beaubourg

Le Centre Georges-Pompidou accueille du 12 au 15 janvier un important colloque: «Berlin, portrait de ville», consacré à l'évolution et à l'urbanisme de la future capitale allemande, et organisé par l'Association dialogues entre les cultures (ADEC). En ouverture, mardi 12, un film documentaire de Nicole Bary et Christian Delage fera l'état des lieux et des espoirs sur cette ville huit fois plus grande que Paris *intra-muros* et coupée en deux pendant plus de quarante ans (salle Garance, 20 h 30).

Le colloque réunira de nombreux spécialistes allemands et français ainsi que plusieurs responsables politiques de la ville, comme M. Volker Hassemer, sénateur allemand chargé de l'urbanisme et de l'environnement. Cette manifestation, qui a pour objectif de cerner les enjeux de la réurbanisation dans les projets d'aménagement et de développement de Berlin, peut être utilement éclairée par le dernier numéro spécial du *Bulletin de l'Institut français d'architecture* (IFA), réalisé par Corinne Jacquand et précédemment consacré à Berlin.

► Colloque Berlin, du 12 au 15 janvier, Centre Pompidou, Rens.: ADEC. Tél.: 42-96-15-51.

► Berlin, par Corinne Jacquand, collection «Portrait de ville», éd. IFA (avec le concours de la DATAR), supplément au numéro d'été 1992 du *Bulletin d'Informations architecturales*, 60 p., 120 ill., 120 F.

T.

Isaac Babel

marie

mise en scène
Bernard Sobel8 janvier
21 février 1993

théâtre de gennevilliers
centre dramatique national
direction bernard sobel
41, avenue des grésillons
92230 gennevilliers
47 93 26 30

THÉÂTRE

Des mots malheureux

Un bon acteur et un bon metteur en scène
ne font pas forcément un bon auteurŒUR
de Thierry Vincent

NICE

de notre envoyée spéciale
Une histoire d'amour, prévient Thierry Vincent, auteur et metteur en scène de Œur, au Théâtre de Nice. Et aussi comédien. «Histoire» est beaucoup dire. Plutôt variations sur le thème des rencontres impossibles, jouées par un garçon (lui-même), deux filles (Marianne Sonda et Cécile Guillemot), une danseuse vêtue en escarpeuse car l'amour est un duel (Chiara Floriani), plus un pape (Arlet Waksman) et un musicien dit «kappelmeister» (Jacques Fantino).

Ce qui manque le moins à Thierry Vincent-auteur, c'est une prétention à l'humour. Un humour de café-théâtre joint à une poésie de chansonnette. Finalement, la fameuse «crise des auteurs» n'est-elle pas due à cette idée que si on sait parler sur scène, on peut écrire pour le théâtre?

Dans le cas de Thierry Vincent, c'est d'autant plus dommage qu'il

sait parler sur scène. Il sait l'occuper, lui donner vie, y faire respirer des images belles, réellement poétiques, dans un décor minime: des éclairages raffinés, un miroir qui renvoie des reflets nets comme une peinture hyperréaliste, et peut se transformer en boîte magique qui démultiplie les corps.

Professeur à l'Atelier-école du Théâtre de Nice depuis 1987, chez Rosella Hightower et à l'ERAC (École régionale d'acteurs de Cannes), Thierry Vincent maîtrise parfaitement l'agencement d'un spectacle, son rythme, son traitement musical. Œur, pourtant, est seulement sa seconde mise en scène, après un exercice d'élèves, le *Grand Bain*. Jacques Weber – directeur du Théâtre de Nice – s'y était intéressé et l'avait encouragé à continuer. Il a eu raison, mais il aurait pu lui demander de monter un vrai bon texte. C'est ce que l'on attend à présent de Thierry Vincent.

COLETTE GODARD

► Œur, au Théâtre de Nice, salle Michel Simon, à 21 heures, jusqu'au 9 janvier. Tél.: 93-80-52-60.

PETIT MONTPARNAISE

La Carpe du Duc de Brienne

de Jacques MOUGESOI

«Un nouvel auteur, un ton original, un texte drôle, brillant, séduisant.»

PREMIÈRES (-50%)
du 8 au 17 janvier
LOC. 43.22.77.30

POUR VRAIMENT PROGRESSER EN ANGLAIS

étudiez et mettez en pratique vos connaissances de 8h à 22h, en compagnie de professeurs anglophones. 66 heures de pratique par semaine!

CERAN-LANGUES
2000 PAYSANSPORT
Tél. 01 50 20 20
Fax 01 50 20 20
Autres cours de langues résidentielles: allemand, japonais, espagnol, italien, néerlandais et français

DANSE

THÉÂTRE DE LA VILLE DE PARIS

8, 9, 11 ET 12 JANV. 20H30

ANGELIN PRELJOCAJ

la Peau du monde

création pour 13 danseurs

15 ET 16 JANV. A 20H30

SIDONIE ROCHON

l'Erosion du provisoire

pour 6 danseurs

2 PL. DU CHATELET 42 74 22 77

مكتبة المثل

CULTURE

DANSE

L'esprit de l'Inde

L'ambassadrice du style Odissi ouvre un cycle de musiques et de danses traditionnelles

MADHAVI MUGDAL
A l'Auditorium/Châtelet

Parmi les six principaux styles de danse classique pratiqués en Inde, Madhavi Mugdal a choisi celui de la région d'Odissi, un État encore riche en forêts, situé dans l'est indien, au nord du golfe du Bengale. Elle l'a choisi par goût, et non par appartenance communautaire comme le veut l'usage, parce que « ce style, Odissi, est le plus fluide ». A la fois sculptural et léger, malgré son affinité particulière pour les gestes en équerre – dos tendus, pieds et mains en angle droit – et les figures en triangles – jambes ouvertes et à demi-pliées. Alternance de silences glissés et de claques de pieds vigoureux, ce style distribue les équilibres à parts égales, imprime au corps des mouvements ondulatoires et cycliques, trace des figures tantes sur le sol, sans exclure les jeux de branches, banais sileurs en Inde. Le résultat est tout en force et en grâce.

A l'origine, le Gesta-Govinda, une œuvre poétique dédiée au dieu Krishna, et écrite au douzième siècle par Jayadeva, dont, dit-on, l'épouse était danseuse. Style religieux, d'abord dansé dans les temples par des femmes, les maharis, puis, à partir du seizième siècle à la cour royale ou en public, l'Odissi s'estompé progressivement du paysage des arts indiens avant de connaître un nouvel essor à la fin du dix-huitième siècle, où des garçons travestis reprennent le flambeau de la danse sacrée.

Madhavi Mugdal, une jeune femme née à New-Delhi d'un père musicien, fait connaître cette danse à travers le monde depuis de nombreuses années. Sa carrière débute à l'âge de quatre ans. Elle pratique alors les styles Khatak (du Nord), Bharatanatyam (de Madras) et Odissi, dont son gendre, Kelucharan Mohapatra, grand rénovateur du

genre, lui donnaient bientôt le goût définitif. Ce qui lui plaît, explique la danseuse, à la ville très ouverte au monde moderne, c'est « le climat d'ouverture, les mélanges culturels qui ont toujours régné au sud de Calcutta, dont l'art Odissi a bénéficié ». La danse parle de Dieu, mais aussi des animaux sauvages, de l'amour et des humains. « Et puis, l'Odissi était moins connu que les autres styles. C'était donc un défi d'en reprendre l'exploration ».

Quand elle est en Inde, Madhavi Mugdal enseigne la danse à l'Institut Gandharva Mahavidyalaya. « Mon père a fondé ce centre en 1939, afin de permettre à un très large public de découvrir la musique savante indienne. De plus, la majorité des musiciens indiens professionnels se trouvaient à Bombay. La culture musicale à New-Delhi était très faible. Mon père voulait attirer les meilleurs. » Le livre d'or du jubilé (en 1989) de cette école aujourd'hui installée dans un building du centre de New-Delhi réunit les photos-souvenirs des plus grands noms de la musique savante indienne.

Sur une image presque familière prise il y a quelques trente ans en arrière, une toute petite fille aux cheveux bouclés et au sourire éclatant danse au milieu d'un cercle présidé par un jeune homme aux allures de jeune premier. Madhavi Mugdal faisait ses premiers pas de danseuse étoile. Ravi Shankar jouait du sitar. A l'Auditorium des Halles, qui inaugure ce cycle d'un mois consacré aux musiques et danses traditionnelles (de l'Iran à l'Espagne), elle dansera accompagnée de quatre musiciens (mangira, percussions, flûte, sitar) et d'une chanteuse, Purna Chandra Majhi.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

Les 8 et 9 janvier à 19 heures.
Forum des Halles. Tél. : 40-28-28-40.

CINÉMA

Assassin sans frontières

VIEILLE CANAILLE
de Gérard Jourdain

Michel Serrault est un acteur prodigieux. Par son don de la composition, mais surtout par sa manière de vous renvoyer la réalité à la figure comme une illusion de théâtre, de vous faire croire que les psychopathes – rôles dont on le gratifie fréquemment – sont des gens plus normaux que ceux qui prétendent l'être et représentent l'ordre social.

Dans *Vieille Canaille*, Michel Serrault est Darius Caunes, un artisan graveur lyonnais quinquagénaire bien tranquille. Trompé par sa femme, une mégère, il s'en débarrasse par un crime parfait, se comporte tout naturellement en vent éprouvé et, pour améliorer son ordinaire, fabrique de faux billets de 500 francs, juste pour son usage. Un grain de sable, en l'occurrence sa secrétaire Rose (Anna Galiena), dérange cette escroquerie pépère. Charlie (Pierre Richard), officier de police copain de Darius et gastronome comme lui, va se trouver mêlé à l'affaire.

Producteur de télévision et de cinéma, Gérard Jourdain avait vu à l'œuvre, sous ses auspices, Pierre Richard dans *Bienvenue à bord* de Patrice Leconte, et Michel Serrault dans *la Vieille qui marchait dans la mer*, de Laurent Heynemann. Réalisant son premier long métrage, il a eu envie de les diriger ensemble.

Avec Dominique Rodier, il a librement adapté un roman de l'auteur américain Fredric Brown. La transposition dans l'atmosphère très française de Lyon et d'Annonay ne nuit pas à la mécanique corrosive de ce roman qui, dans un de ses livres, transforme en ténors des Pères Noël. Noir c'est noir, il n'y a pas de doute; le directeur photo ne s'y est pas trompé pour les ambiances, non plus que le décorateur. On regrette que la mise en scène soit trop sage; mais les acteurs sont là, tous excellents, et la folie, Serrault s'en charge.

JACQUES SICLIER

Cauchemar dans le seizième

UNE JOURNÉE
CHEZ MA MÈRE
de Dominique Cheminol

C'est un monde où les baby-sitters françaises et leurs copines sont aussi bêtes qu'attachées à leurs acquis sociaux. Où les bonnes portugaises ont un accent à couper au couteau et témoignent d'un attachement farouche à leur patronne. Où les épatés comptent l'un de tout le quartier pendant qu'ils mangent un sandwich. Où Charlotte de Turckheim joue son propre personnage et Hélène Vincent sa maman un peu folle. C'est du café-théâtre, qui prend à l'écran une consistance inquiétante, un rythme abîssant. Tour à tour, le film nous fait voir le seizième arrondissement, le spectacle flirte de manière étrange avec la réalité, entre trivialité blessante et cauchemar familial. Une bizarrerie qui reste le seul point à porter à l'actif de cette entreprise.

T. S.

« Impitoyable » primé par la critique américaine. – Le western *Impitoyable (Unforgiven)*, de et avec Clint Eastwood, a reçu, le 3 janvier, le Prix du meilleur film de l'année 1992, décerné à New-York par la Société nationale des critiques de films américains. Clint Eastwood a également reçu le Prix du meilleur réalisateur, et David Webb Peoples celui du meilleur scénario, tandis que Gene Hackman recevait le Prix du meilleur second rôle masculin. Emma Thompson s'est vu décerner le Prix de la meilleure actrice pour *Howards End*, de James Ivory, et Stephen Rea celui du meilleur acteur pour *The Crying Game*, du réalisateur irlandais Neil Jordan. Le Prix du meilleur second rôle féminin est revenu à Judy Davis pour *Maris et femmes* de Woody Allen. Le film chinois *Epouses et concubines*, de Zhang Yimou, a été récompensé par le Prix du meilleur film étranger et par celui de la meilleure prise de vues pour le directeur de la photographie Zhao Fei.

Jeune Moreau nommée présidente de la commission d'avances sur recettes. – L'actrice Jeanne Moreau a été nommée par M. Jack Lang présidente de la commission d'avances sur recettes, qui attribue des subventions remboursables pour aider la production des films. La commission dispose cette année d'une enveloppe de 115 millions de francs. La comédienne succède à ce poste à Bernard-Henri Lévy.

Faux pas dans le désert

LA PEAU DU MONDE
ou Théâtre de la Vile

Etait-ce, comme l'ont noté avec effroi les superstitieux, parce qu'il s'agissait de la treizième création d'Angelin Preljocaj, confiée à treize danseurs? La création de *la Peau du monde*, l'été dernier, dans l'amphithéâtre en plein air de Châteaufort, fut sabotée par la pluie, transformant en patinoire le plateau de bois; les danseurs tombaient comme à Gravelotte, ou restaient témoins de crainte. Impossible de juger équitablement la pièce (le Monde du 7 juillet). La voici non seulement au soc, mais rodée dans divers théâtres avant d'arriver à Paris. Disons-le tout de suite, c'est une déception.

Poétique était l'idée de départ, cette « peau du monde » à la fois douce et dure qu'a vue Preljocaj dans le désert du Sinaï, et ces cavaliers perdus, ayant à réinventer la vie après quelque apocalypse. Séduisant est le décor en frêne blond de Thierry Leproust, stylisation de dunes sur lesquelles les danseurs se laissent glisser – malheureusement, le plateau se révèle vite excessivement bruyant, interdisant tout fantasme de sable. Beaux sont les éclairages, bleu touraie ou or, moins heureux les costumes.

Mais cette *Peau du monde* ne raconte rien à l'imagination, ne

dégage ni émotion ni signification: ses personnages sont indifférents. Si l'on retrouve souvent la gestuelle sèche et précise qui est la « griffe » de Preljocaj, et qu'on note ça et là quelques jolis mouvements d'insectes ou de reptiles, que de banalités de complaisance! Sans parler de pantomimes cavalières (mais tenant les rênes, tressautements au rythme de l'amble ou du trot) qui rappellent, hennissements à l'appui dans la bande-son, le réalisme-socialiste encore en honneur au Bolshoi... Preljocaj a du métier, certes, il sait occuper un vaste espace et un nombre relativement élevé de danseurs, mais il dérape ici vers le revers de cette médaille: la routine et la convention, lorsqu'elles remplacent l'inspiration. D'où, aussi, ce fastidieux découpage en solos, duos, trios, ensemble des garçons puis ensemble des filles, etc. Voilà bien le défaut majeur de cette pièce: on n'y sent aucune nécessité profonde. Elle sonne creux.

Le chorégraphe qui a signé ne serait-ce que les deux chefs-d'œuvre que sont *Noces* et *Raméo et Juliette* a droit à l'erreur. Attendez, à côté de la reprise de ces *Noces*, la relecture de *Parade* et du *Spectre de la Rose* qu'Angelin Preljocaj proposera au palais Garnier, avec sa compagnie, en avril prochain.

SYLVIE DE NUSSAC
Jusqu'au 12 janvier, 20 h 30.
Tél. : 42-74-22-77.

Tourisme & Culture

« Acteurs des collectivités locales et publiques, gens de culture, industriels du tourisme : de la coexistence au partenariat... »

Rencontres de Courchevel
24-25-26 janvier 1993
Renseignements et inscriptions
Tél. (1) 47 77 77 78

LA REPUBLIQUE LIBANAISE

Réhabilitation, Extension et Généralisation
du Secteur des Télécommunications
PREQUALIFICATION DES ENTREPRENEURS

Afin de réaliser la politique du Gouvernement visant à satisfaire les besoins du Liban dans tous les domaines des services publics, dont la réhabilitation, l'extension et le développement du secteur des télécommunications,

Et désirant prendre les mesures nécessaires pour assurer des services téléphoniques avec une densité minimale de 35% conformément aux normes du XXIème siècle,

Les données émanant du Ministère des Postes et Télécommunications (MPT), et prises en compte dans le "National Emergency Reconstruction Program" (NERP), indiquent la nécessité d'assurer un minimum d'un million et demi de lignes téléphoniques;

Le MPT et le Conseil du Développement et de la Reconstruction (CDR) comptent satisfaire ces besoins par la réalisation de :

- 500.000 lignes par réhabilitation et modernisation du réseau actuel.
- 500.000 nouvelles lignes par extension du réseau.
- 500.000 lignes par réalisation d'un réseau cellulaire.

Le Gouvernement a entrepris les démarches nécessaires à la réalisation du réseau cellulaire et en conséquence le MPT et le CDR annoncent leur intention de réaliser un million de lignes téléphoniques par l'amélioration, le développement et l'extension du réseau actuel selon le programme suivant :

- a- Construction de lignes pour le réseau local d'une capacité de 650.000 lignes et équipement de centres électroniques nouveaux pour 500.000 lignes afin de couvrir tout le Liban.
- b- Remplacement des 18 anciens centraux électro-mécaniques par des équipements électroniques modernes pour une capacité de 175.000 lignes, comprenant la réalisation d'un réseau numérique à intégration de services (RNIS).
- c- Construction d'un réseau de transmission par câbles de fibres optiques et par faisceaux hertziens numérique, de diverses capacités de manière à assurer les liaisons entre les différents centraux.
- d- Renforcement des liaisons internationales entre le Liban et le monde par la construction de deux stations terminiennes modernes (IDR).
- e- Equipement de stations d'énergie, y compris les batteries, les groupes électrogènes et les systèmes de protection.
- f- Remplacement de l'ancien central telex par des équipements électroniques modernes (4000 lignes).
- g- Réhabilitation des centraux électroniques actuels (MT25 et E10B), ainsi que leurs satellites, et mise à jour de leur logiciels y compris la mise en oeuvre du système de signalisation CCITT no. 7 et les facilités RNIS.
- h- Réhabilitation des faisceaux hertziens et remplacement des systèmes obsolètes.
- i- Réhabilitation du réseau téléphonique local (400.000 lignes) sur l'ensemble du territoire libanais.
- j- Réhabilitation des stations d'énergie, y compris le remplacement des batteries, si nécessaire, et la réhabilitation des groupes électrogènes.

Tous les projets sus-mentionnés seront exécutés sous la supervision des experts et des consultants désignés par le MPT et le CDR.

Des firmes internationales spécialisées seront désignées pour améliorer les performances des services rendus par le MPT en particulier au niveau de la direction des projets, de l'exploitation et de la maintenance.

Par conséquent, les entreprises capables d'exécuter ces projets de réhabilitation, de modernisation et d'extension sont invitées à soumissionner pour la préqualification.

Les justificatifs de non-qualification d'une firme ou d'un consortium ne seront pas donnés, et les coûts encourus pour la préqualification ne seront pas remboursés. Les invitations à soumissionner seront limitées aux firmes, ou consortiums préqualifiés.

Le MPT et le CDR invitent les firmes ou consortiums intéressés à se procurer les documents de préqualification à partir du 11 Janvier 1993 au :

Conseil du Développement et de la Reconstruction (CDR)
Tallet El Serail
Beyrouth - Liban

La date limite pour soumettre les dossiers de préqualification avec tous les documents exigés, est fixée au 26 Février 1993 à midi.



ANGELIN PRELJOCAJ
SIDONIE ROCHON

LA PAGE ECONOMIQUE

CHEZ CITROËN EN JANVIER

1993. Premières mesures en faveur des automobilistes.

TRIBUNE LIBRE

Le grand constructeur automobile profite de cette nouvelle année pour présenter ses meilleurs vœux en vous proposant des produits exceptionnels à des prix particulièrement compétitifs. Chez les concessionnaires et agents CITROËN, janvier c'est le mois des affaires. N'hésitez pas à leur rendre visite... maintenant ! Merci à la marque aux chevrons et bonne année à tous.

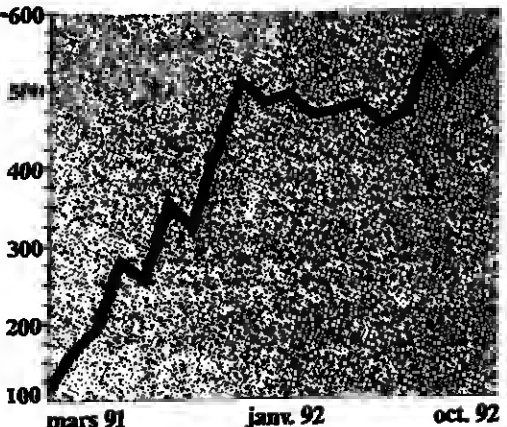
ETRANGER

LA CITROËN XM SUPERSTAR EN ALLEMAGNE



Formidable succès des CITROËN XM en Allemagne. En effet, la CITROËN XM est la voiture française haut de gamme la plus vendue Outre-Rhin dans les catégories berlines et breaks confondues. Avec plus de 5 600 CITROËN XM vendues (source VDA sur les 10 premiers mois 92), la CITROËN XM s'impose sur le marché automobile européen le plus compétitif et le plus exigeant. Ce succès prouve, si nécessaire, sa qualité et sa fiabilité.

CITROËN ZX A la conquête de l'Europe.



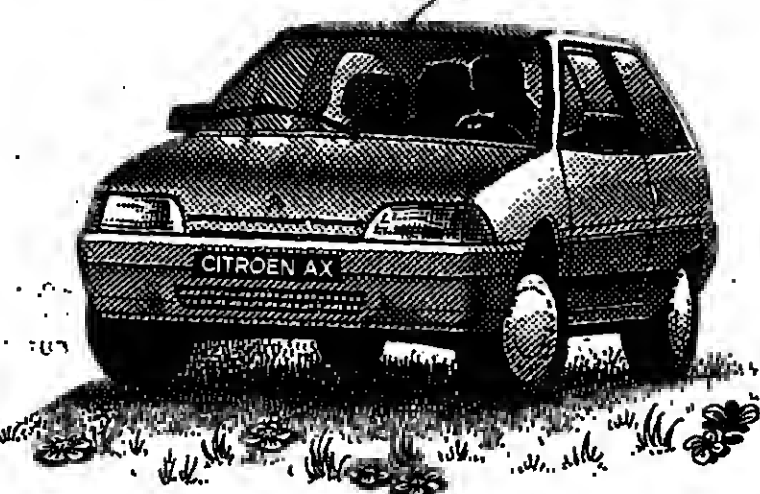
Après avoir été reconnue par les journalistes spécialisés - 20 prix internationaux - les ventes de la CITROËN ZX prospèrent en Europe. Indice 100 = 6252 voitures vendues (source PSA).

* Tous ces prix correspondent au tarif du 04/01/93 pour les années modèles 93.
BONNE ANNÉE

SERIE LIMITEE

Citroën AX Escapade A PARTIR DE 43900^F

Un début d'année prometteur.



Véritable événement automobile, la CITROËN AX Escapade incarne à elle seule le soin apporté par CITROËN à l'équipement de ses voitures. Moteur à injection dépollué, trois couleurs au choix : blanc banquise, rouge furio et bleu saphir, un intérieur personnalisé, le tout pour seulement 43 900 F* en 3 portes et 47 900 F* en 5 portes (série limitée à 1000 exemplaires au 04/01/93). Alors, à ce prix-là, une escapade s'impose. Venez découvrir tous les modèles de la gamme dans tous les points de vente CITROËN.

NOUVEAU COUPÉ CITROËN ZX TURBO DIESEL Un début d'année qui ne manque pas de souffle.



"Une nouvelle forme de bonheur" a-t-on pu lire dans la presse à propos du nouveau Coupé CITROËN ZX AURA moteur turbo diesel. Il a tout pour vous satisfaire. Un moteur turbo diesel extraordinairement performant : turbo pour les accélérations et diesel pour l'économie. Coupé pour la ligne, Aura pour la finition.

La performance du turbo. Un moteur injection diesel propre qui réduit les émissions d'oxyde de carbone et d'azote. Il respecte votre santé et celle de la nature. Turbo compressé avec une cylindrée de 1905 cm³ offrant un couple maximum exemplaire de 20,5 mkg DIN à seulement 2250 tr/min. Un moteur qui répond, dès qu'on en a besoin, avec une vitesse de pointe sur circuit de 185 km/h. Assurément, un diesel qui ne manque pas de souffle.

L'économie du diesel. Des performances qui ne vont pas à l'encontre de l'économie. En effet, ce Coupé CITROËN ZX turbo diesel ne consomme que 7,2 l en ville - 6,2 l à 120 km/h - 4,3 l à 90 km/h - normes CEE.

Une ligne de Coupé. Devant tant d'élégance, rien à dire sur ce nouveau Coupé CITROËN ZX AURA, on ne peut que l'admirer... Devant tant de confort, on ne peut qu'apprécier la richesse de ses équipements : direction assistée - volant réglable - condamnation centralisée des portes et lève-vitres avant électriques - vitres teintées - rétroviseur avant droit électrique - banquette arrière modulable... sans oublier les projecteurs à surface complexe - qui dotent la CITROËN ZX AURA d'un des éclairages les plus performants actuellement. Bravo pour la sécurité !

Rappelons, enfin, les remarquables qualités routières de cette CITROËN, son exceptionnel essieu arrière auto-directionnel programmé qui lui confèrent une stabilité sans pareil. Conduire aujourd'hui cette nouvelle CITROËN ZX, sur routes sinueuses ou grandes routes, vous procure un plaisir de conduire et un sentiment de sécurité inégalés dans cette catégorie. Pour apprécier les qualités de ce nouveau Coupé CITROËN ZX AURA turbo diesel, il se vous en coûtera que 107 200 F*. Un des meilleurs rapports qualité/prix du moment. Un prix très attractif pour bien commencer l'année.

PARIS-DAKAR

Ils sont partis...



Cinq CITROËN ZX Rallye Raid sont en lice pour décrocher un des plus prestigieux trophées d'endurance automobile. Ce 15^e rallye tout terrain marathon démontrera une nouvelle fois, nous en sommes sûrs, les qualités de la CITROËN ZX Rallye Raid déjà prouvées par sa victoire au Paris-Pékin. Alors, rendez-vous à Dakar et bonne chance à tous les concurrents. Consultez le 36 15 CITROËN pour les résultats au jour le jour.

Citroën AX Diesel: 3,3 l aux 100 km. Les secrets d'un record d'économie.

La CITROËN AX Diesel a été conçue autour d'une idée forte : consommer moins pour polluer moins.

- **Moteur diesel :** aujourd'hui, grâce à sa technologie bien maîtrisée, le moteur diesel permet encore d'augmenter les économies d'énergie.
- **Boîte de vitesse optimisée :** la boîte de vitesse a été spécialement étudiée pour que, à toutes les allures, le moteur tourne au plus bas régime.
- **Pneus verts :** les pneus qui équipent la CITROËN AX Diesel ont été spécialement conçus par Michelin pour CITROËN dans le but de réduire la résistance au frottement. Résultat, une consommation de seulement 3,3 litres aux 100 km à 90 km/h qui en fait une des voitures record en économie de consommation mais également une voiture très écologique. Parce que consommer moins, c'est aussi polluer moins. Normes CEE : 4,8 l à 120 km/h et 4,5 l en parcours urbain.

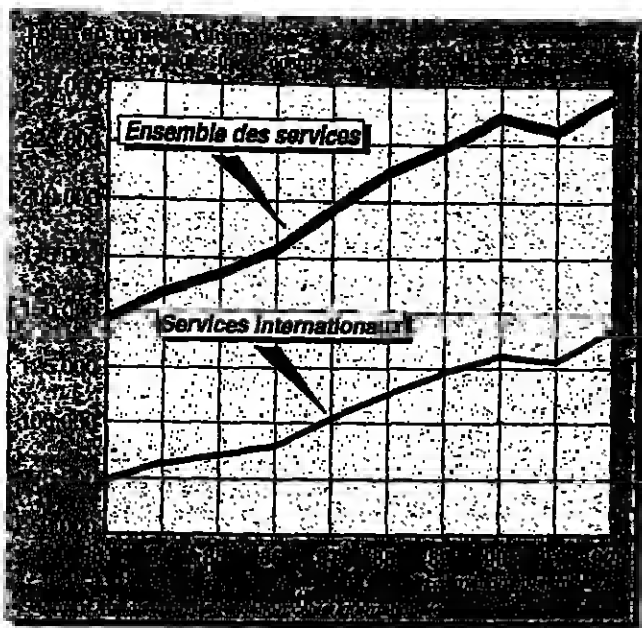
CITROËN BX IMAGE, UNE VALEUR SURE POUR 95 000 F.



A son niveau d'équipement, la CITROËN BX Image 1.6 i reste sans rivale dans sa catégorie. Moteur à injection catalysé, suspension hydraulique, peinture métallisée, direction assistée, vitres teintées, lève-vitres avant électrique, fermeture centralisée des portes, intérieur velours, elle tient le haut du pavé pour seulement 95 000 F* tout rond. Alors, si confort et endurance sont des notions qui comptent pour vous, vous serez séduit par la CITROËN BX Image. La CITROËN BX existe aussi en version break Evasion essence, diesel et turbo diesel.

ÉCONOMIE

Lente reprise du trafic aérien en 1992



Le trafic aérien régulier (intérieur et international) sur le plan mondial a augmenté de 8 % en 1992 par rapport à 1991 et le trafic régulier international de 11 %, d'après les estimations préliminaires de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI). Ces premières indications, qui portent sur les huit premiers mois de l'année passée, montrent que, après la première baisse historique enregistrée en 1991, le trafic aérien devrait dépasser les niveaux de 1990. On peut noter en 1992 « une croissance hétérogène » du trafic intérieur des États-Unis et une nette diminution du trafic dans la Communauté des États indépendants. Le trafic intérieur à l'échelle mondiale est resté à peu près au même niveau qu'en 1991.

INDUSTRIE

Le capital de la holding publique du CEA pourrait être ouvert en 1993

Les grands chantiers de CEA-Industrie

« La plus grande opération industrielle depuis la création d'Elf-Erap ». C'était il y a un an tout juste. A Matignon, les conseillers de M. Edith Cresson expliquaient le rapprochement de l'électronique de Thomson avec les activités industrielles du CEA en invoquant les mines de Pierre Guillaumat. Depuis, le projet a subi moult recadrages. Mais l'ambition — sinon la référence — est restée la même.

Le nouveau président de CEA-Industrie, M. Jean-Claude Hirié, se situe en tout cas dans cette filiation. « CEA-I a les moyens de figurer parmi les tout premiers groupes français, de devenir d'ici cinq ans un futur Elf », a-t-il expliqué, jeudi 7 janvier, en se livrant à un premier état des lieux, quatre mois après sa nomination.

Un « futur Elf » dont l'actionnariat — actuellement composé du seul CEA qui le contrôle intégralement — devra être diversifié, a précisé M. Hirié. Le patron de CEA-I se dit « fermement déterminé » à ouvrir « le plus rapidement possible » le capital du groupe, tout en conservant à « l'état un rôle d'actionnaire de référence ».

Un « futur Elf » qui repose désormais sur quatre piliers, d'histoire plus ou moins récente. Au nucléaire, avec Framatome et la Cogema, au biomédical autour d'Oris et d'une participation dans Sophia Industrie, aux services aux entreprises (dans l'informatique avec la CISI, la maintenance, le contrôle, le nettoyage de sites sensibles avec Intercoor, STMI et

la SGN), s'ajoute désormais un pôle électronique important autour de SGS-Thomson.

Le protocole d'accord fixant, pour la partie française, la répartition du capital et les modalités de recapitalisation du fabricant franco-italien de semi-conducteurs, a été signé mercredi entre Thomson, CEA-Industrie, France Telecom. Côté italien, parvenant à 50-50, l'affaire, selon M. Hirié, « devrait être bouclée dans les trois prochains jours, sinon dans le mois qui vient ».

Hisser la société à la première place des fabricants européens de puces et doter la firme franco-italienne de la taille critique nécessaire à la rentabilité (ce qui équivaut à doubler sa part de marché) est un chantier plutôt lourd. Transformer CEA-I, holding financière dotée jusqu'à présent de peu d'autorité, « en un groupe économique puissant », faisant jouer les synergies entre les différentes branches, le sera également. Sur ce point, M. Hirié est très clair. L'ère de la décentralisation à l'extrême est désormais terminée, pour cet ensemble qui pèse désormais 46 milliards de francs de chiffres d'affaires et regroupe 56 000 salariés. Les patrons de filiales sont « habitués à une certaine autonomie », avertit le patron du CEA-Industrie, « mais ils ne peuvent pas ne pas comprendre qu'ils appartiennent à un ensemble dont le poids est très important pour le pays ».

C. M.

ÉTRANGER

Conséquence de la partition

Les préparatifs de la séparation des monnaies tchèque et slovaque ont commencé

Les préparatifs techniques de la séparation en deux monnaies distinctes de la couronne tchécoslovaque ont commencé ces derniers jours à Prague par le tirage des billets de 1 000 et 500 couronnes (200 et 100 francs), en réserve dans les coffres de la Komerční Banka, la première banque du pays. Selon le porte-parole de la Banque nationale tchèque, M. Martin Švehla, le tirage qui devrait porter sur 30 milliards de couronnes (6 milliards de francs), soit près de 30 % de la masse monétaire en circulation, permettra seulement d'échanger, le jour J, quelques milliers de couronnes tchécoslovaques (moins de 10 000) par habitant contre des couronnes tchèques.

MARTIN PLICHTA

Sir Brian Unwin est nommé président de la BEI

Le conseil des gouverneurs de la Banque européenne d'investissement (BEI) a nommé, lundi 4 janvier, Sir Brian Unwin à la présidence de cette institution financière de la Communauté européenne. Après avoir occupé divers postes dans la diplomatie britannique et au Trésor, Sir Brian, qui fut membre du conseil d'administration de la BEI de 1983 à 1985, est président de l'Office gouvernemental des douanes et des accises (Board of HM Customs and Excise) depuis 1987. Sir Brian a été nommé pour six ans et succède à M. Ernst-Günther Bröder, président de la BEI depuis 1984.

FINANCES

La COB condamne un administrateur de Delalande à 10 millions de francs d'amende

La Commission des opérations de Bourse (COB) a infligé, le 22 décembre à M. Sébastien Picciotto, administrateur de la société pharmaceutique Delalande, une sanction pécuniaire de 10 millions de francs — la peine maximale — pour délit d'initié.

Dans son dernier bulletin mensuel, la COB indique qu'elle avait ouvert le 15 janvier 1992 une enquête sur le marché des titres Delalande, société qui faisait l'objet, le 10 décembre 1991, d'une OPE lancée par Synthelabo, filiale du groupe L'Oréal (le Monde du 12 décembre 1991). La société retenue (11 actions Synthelabo offertes en échange de 3 actions Delalande) procurait aux actionnaires de Delalande une plus-value potentielle de 64 % sur la base des cours au 9 décembre 1991.

Lors de son enquête, la COB a découvert que le 31 mai 1991, soit huit mois avant le lancement de l'OPE, une application importante et inhabituelle portant sur 25 700 titres Delalande, soit 4,9 % du capital de la société, avait été effectuée au prix de 1 620 francs l'action au profit de la société civile Orfimer dont M. Picciotto, qui en détenait la quasi-totalité des parts (plus de 90 %), était le seul gérant. Ces titres ont été apportés à l'échange lors de l'OPE, précise la COB. La plus-value réalisée par M. Picciotto pourrait être de plusieurs dizaines de millions de francs. Bien que M. Picciotto ait fait valoir que son intervention avait notamment pour but de faire échec au projet présenté par Synthelabo (en achetant 4,9 % du capital, il avait pour objectif de porter à 49,60 % le total des droits de vote dont disposaient les opposants, a affirmé le président d'Orfimer), la COB a estimé que ce dernier avait gravement manqué à son devoir d'abstention. En exploitant une information dont il connaissait le caractère privilégié, M. Picciotto s'est procuré un avantage injustifié qu'il n'aurait pas obtenu dans le cadre normal du marché, indique la COB. La sanction infligée par la COB n'exclut pas une éventuelle condamnation pénale.

Refusant de prendre position « pour ou contre le franc fort » — une « fausse question », à ses yeux —, M. Jacques Calvet, président de Peugeot SA, qui s'exprimait jeudi 7 janvier au Forum de l'Expansion à Paris, a en revanche estimé que « la France actuelle ne défendait pas bien ses intérêts nationaux ». Vis-à-vis de l'Allemagne, M. Calvet estime que Paris devrait accroître plus fortement ses pressions pour « obtenir un abaissement rapide des taux d'intérêt ».

Au Forum de « l'Expansion »

M. Calvet prône une renégociation de l'accord automobile entre la CEE et le Japon

Revenant sur l'accord automobile du 31 juillet 1991 avec le Japon, cet « accord dangereux et inapplicable », le patron de Peugeot juge qu'il est venu maintenant « le meilleur moment pour le renégocier ». Avec Tokyo, il faudrait aussi « ne plus plaisanter à propos du yen », sous-évalué dans le secteur automobile de 20 % environ. Avec les États-Unis enfin, M. Calvet souhaite que soit menée « une bonne négociation sur le GATT » et que l'Amérique poursuive sa recherche d'une « parité normale pour le dollar ».

Donnant les grandes lignes de la politique qu'il faudrait mener pour la France, M. Calvet a expliqué que, pour lui, la réussite d'une nation, comme celle d'une entreprise, nécessite « le cohésion de son équipe dirigeante, déterminée et multilatérale ». Il a clairement laissé entendre qu'à ses yeux, en cas de victoire de l'opposition, le président de la République devrait se démettre.

Hausse de 10 % des tarifs

M. Neiertz demande à M. Sapin une table ronde sur les assurances

M. Véronique Neiertz, secrétaire d'État à la consommation, a écrit mercredi 6 janvier au ministre de l'Économie, M. Michel Sapin, pour lui demander la tenue d'une table ronde tripartite — réunissant pouvoirs publics, assureurs et consommateurs — sur les hausses de tarifs pratiquées cette année dans l'assurance automobile (+10 %) et l'assurance multirisque habitation (hausse de 10 % à 25 %, selon les services).

Le ministre reprend ainsi une demande d'associations de consommateurs réclamant la tenue de cette table ronde. Elle s'étonne en effet de la contradiction entre cette hausse et la baisse du nombre des accidents de la route et l'évolution des prix de la réparation automobile, et souhaite que les usagers ne fassent pas les frais des mauvais placements des compagnies d'assurances dans l'immobilier.

COMMUNICATION

NRJ condamnée en référé

Statuant en référé, le tribunal de grande instance de Paris a interdit, il y a quelques semaines — on l'a appris seulement le 7 janvier, — à la station NRJ de poursuivre la campagne de publicité qui utilisait la chanson de John Lennon *Imagine*, sans en avoir demandé l'autorisation aux ayants droit du chanteur disparu en 1981.

Les films publicitaires, diffusés en décembre, entre autres sur Canal + et TF1, montraient des images de la construction et de la destruction du mur de Berlin au son de la chanson de Lennon. Alertés par EMI Music Publishing, éditeur en France des chansons de l'ancien Beatle, Yoko Ono et Julian Lennon ont demandé l'interdiction de la campagne et millions de francs de dommages-intérêts.

Le tribunal a rejeté les arguments des avocats de NRJ, qui ont fait valoir, d'une part, que la campagne publicitaire avait été arrêtée avant l'audience du 18 décembre et, d'autre part, que *Imagine* relevait du droit anglo-saxon, qui ne reconnaît pas le droit moral des auteurs. Il a condamné la station de radio à payer 80 000 francs à Yoko Ono, Julian Lennon et EMI Music Publishing, tout en interdisant la poursuite de la campagne sous astreinte de 10 000 francs par infraction constatée.

T. S.

« Gala », le nouveau magazine de Prisma Presse. — Gala, tel est le nom du nouveau magazine que lance le groupe Prisma Presse, filiale dirigée par M. Axel Ganz, du groupe allemand Gruner und Jahr. Gala, qui a compris que la notoriété était l'un des moteurs de la société française moderne, sera consacré aux gens célèbres. Vendu au prix de 15 francs, le magazine aura une parution mensuelle et vise un seuil de diffusion de 150 000 exemplaires.

EN BREF

« Superjumbo » : les quatre membres d'Airbus négocieront avec Boeing, selon DASA. — Les quatre membres du consortium aéronautique européen Airbus Industrie vont entamer avec Boeing des négociations sur une étude de faisabilité pour un avion de grande capacité, a indiqué jeudi 7 janvier le porte-parole de Deutsche Aerospace (DASA), M. Peter Kirch. Les trois autres membres du consortium européen : Aerospaciale (France), British Aerospace et CASA (Espagne), ont été invités par la DASA à signer un protocole d'accord portant sur une « étude conjointe de faisabilité » d'un tel projet de « superjumbo », selon M. Kirch. Quelques heures auparavant, le représentant de Deutsche Aerospace avait affirmé être en négociations avancées avec Boeing en insistant sur sa liberté de manœuvre à l'égard du consortium européen, alors que l'administrateur-gérant d'Airbus Industrie affirmait que M. Jürgen Schrempp, président du directoire de la DASA, a été mandaté par le conseil de surveillance du consortium européen pour discuter avec Boeing (le Monde des 7 et 8 janvier).

Hausse des ventes d'automobiles américaines et britanniques. — Les ventes d'automobiles des constructeurs établis aux États-Unis ont progressé de 5 % en 1992 pour s'établir à 129 777 133 véhicules (123 193 382 en 1991). General Motors, Ford et Chrysler, les trois constructeurs d'automobiles américains, ont enregistré une très légère progression de leur part de marché (0,8 %) à 74,4 %, contre 25,6 % pour les constructeurs japonais établis aux États-Unis. En Grande-Bretagne également, les ventes de voitures neuves ont légèrement dépassé l'an dernier celles de 1991 grâce à un dernier exceptionnel de 37 % des immatriculations en

décembre par rapport à décembre de l'année précédente. Les ventes de voitures neuves ont atteint 1,594 million d'unités en 1992, soit une hausse de 0,08 % par rapport à 1991 (1,592 million). Ce résultat est toutefois inférieur de 31 % au record de 2,3 millions de véhicules en 1989.

À Marseille : réunion d'une commission paritaire dockers-employeurs. — Les délégués des dockers CGT du port de Marseille-Fos ont été mandelés jeudi 7 janvier par leur conseil syndical pour négocier, en commission paritaire, avec les employeurs de main-d'œuvre le protocole d'accord définissant leur métier dans le cadre de la réforme du statut des dockers. Les deux parties devaient se retrouver le lendemain à la chambre de commerce et d'industrie. Marseille reste, avec Saint-Malo, le seul grand port où aucun accord n'a été conclu dans le cadre de la réforme.

Le CEA et la COGEMA mettront fin à leur désaccord sur le financement de la recherche. — Entre le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et la COGEMA, les discussions préliminaires depuis fin 1989. Elles viennent d'aboutir à la signature d'un accord sur le financement de certaines recherches menées par le CEA (19 000 salariés) grâce, en partie, à des fonds venant de la COGEMA, le groupe qui, entre autres, exploite l'usine de retraitement de La Hague. Filiale de droit du CEA, la COGEMA (21,4 milliards de francs de chiffre d'affaires) se plaignait d'être contrainte de financer des recherches sans objet pour elle. Le nouvel accord, valable jusqu'en 2003, lui donne gain de cause en déterminant « les règles du jeu pour une recherche conduite avec [...] rigueur ». En contrepartie, le CEA se voit assuré d'un effort financier non négligeable de la part de la COGEMA.

L'AGENDA

SOCIÉTÉS

Cours

Sessions et stages

JAPONAIS

هنا من الأمل

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 8 JANVIER

Cours relevés à 13 h 30										Cours relevés à 13 h 30									
Compteur	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Compteur	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Compteur	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%		
5090	CNE 3%	5090	5100	5100	+0.20	225	Ford Motor	251.30	251.30	251.30	+0.48	5090	CNE 3%	5090	5100	5100	+0.20		
5095	B.N.P. T.P.	5095	5100	5100	+0.48	230	General	27.20	27.20	27.20	+1.84	5095	B.N.P. T.P.	5095	5100	5100	+0.48		
5100	C.N.P. T.P.	5100	5100	5100	+0.48	235	Gen. Elec.	487.90	487.90	487.90	+0.33	5100	C.N.P. T.P.	5100	5100	5100	+0.48		
5105	Pharm. Ind. T.P.	5105	5100	5100	+0.48	240	Gen. Motors	181	181	181	+1.57	5105	Pharm. Ind. T.P.	5105	5100	5100	+0.48		
5110	Thomson T.P.	5110	5100	5100	+0.48	245	Gen. Belge	318	318	318	+2.25	5110	Thomson T.P.	5110	5100	5100	+0.48		
5115	ACCOR	5115	5100	5100	+0.48	250	SCM	38.90	38.90	38.90	+1.54	5115	ACCOR	5115	5100	5100	+0.48		
5120	Av. Ligne	5120	5100	5100	+0.48	255	Unicredit	42.60	42.60	42.60	+0.41	5120	Av. Ligne	5120	5100	5100	+0.48		
5125	Alcatel	5125	5100	5100	+0.48	260	Hess	20.75	20.75	20.75	+0.48	5125	Alcatel	5125	5100	5100	+0.48		
5130	Alcatel	5130	5100	5100	+0.48	265	Hess	8.85	8.85	8.85	+1.46	5130	Alcatel	5130	5100	5100	+0.48		
5135	Alcatel	5135	5100	5100	+0.48	270	Hess	400.10	400.10	400.10	+0.87	5135	Alcatel	5135	5100	5100	+0.48		
5140	Alcatel	5140	5100	5100	+0.48	275	Hess	33.60	33.60	33.60	+0.84	5140	Alcatel	5140	5100	5100	+0.48		
5145	Alcatel	5145	5100	5100	+0.48	280	Hess	59	59	59	+1.69	5145	Alcatel	5145	5100	5100	+0.48		
5150	Alcatel	5150	5100	5100	+0.48	285	Hess	94.25	94.25	94.25	+1.90	5150	Alcatel	5150	5100	5100	+0.48		
5155	Alcatel	5155	5100	5100	+0.48	290	Hess	268.50	268.50	268.50	+1.61	5155	Alcatel	5155	5100	5100	+0.48		
5160	Alcatel	5160	5100	5100	+0.48	295	Hess	163.70	163.70	163.70	+0.31	5160	Alcatel	5160	5100	5100	+0.48		
5165	Alcatel	5165	5100	5100	+0.48	300	Hess	50.25	50.25	50.25	+0.50	5165	Alcatel	5165	5100	5100	+0.48		
5170	Alcatel	5170	5100	5100	+0.48	305	Hess	275	275	275	+0.47	5170	Alcatel	5170	5100	5100	+0.48		
5175	Alcatel	5175	5100	5100	+0.48	310	Hess	232.90	232.90	232.90	+0.90	5175	Alcatel	5175	5100	5100	+0.48		
5180	Alcatel	5180	5100	5100	+0.48	315	Hess	37.60	37.60	37.60	+0.43	5180	Alcatel	5180	5100	5100	+0.48		
5185	Alcatel	5185	5100	5100	+0.48	320	Hess	362.10	362.10	362.10	+0.62	5185	Alcatel	5185	5100	5100	+0.48		
5190	Alcatel	5190	5100	5100	+0.48	325	Hess	125.20	125.20	125.20	+0.13	5190	Alcatel	5190	5100	5100	+0.48		
5195	Alcatel	5195	5100	5100	+0.48	330	Hess	56	56	56	+0.89	5195	Alcatel	5195	5100	5100	+0.48		
5200	Alcatel	5200	5100	5100	+0.48	335	Hess	1247	1247	1247	+0.58	5200	Alcatel	5200	5100	5100	+0.48		
5205	Alcatel	5205	5100	5100	+0.48	340	Hess	413.90	413.90	413.90	+0.48	5205	Alcatel	5205	5100	5100	+0.48		
5210	Alcatel	5210	5100	5100	+0.48	345	Hess	65	65	65	+0.71	5210	Alcatel	5210	5100	5100	+0.48		
5215	Alcatel	5215	5100	5100	+0.48	350	Hess	64.25	64.25	64.25	+0.06	5215	Alcatel	5215	5100	5100	+0.48		
5220	Alcatel	5220	5100	5100	+0.48	355	Hess	282	282	282	+2.23	5220	Alcatel	5220	5100	5100	+0.48		
5225	Alcatel	5225	5100	5100	+0.48	360	Hess	183	183	183	+1.75	5225	Alcatel	5225	5100	5100	+0.48		
5230	Alcatel	5230	5100	5100	+0.48	365	Hess	14.50	14.50	14.50	+1.45	5230	Alcatel	5230	5100	5100	+0.48		
5235	Alcatel	5235	5100	5100	+0.48	370	Hess	250	250	250	+0.46	5235	Alcatel	5235	5100	5100	+0.48		
5240	Alcatel	5240	5100	5100	+0.48	375	Hess	494.10	494.10	494.10	+1.12	5240	Alcatel	5240	5100	5100	+0.48		
5245	Alcatel	5245	5100	5100	+0.48	380	Hess	58.50	58.50	58.50	+2.34	5245	Alcatel	5245	5100	5100	+0.48		
5250	Alcatel	5250	5100	5100	+0.48	385	Hess	15	15	15	+0.35	5250	Alcatel	5250	5100	5100	+0.48		
5255	Alcatel	5255	5100	5100	+0.48	390	Hess	313.40	313.40	313.40	+0.35	5255	Alcatel	5255	5100	5100	+0.48		
5260	Alcatel	5260	5100	5100	+0.48	395	Hess	47	47	47	+1.50	5260	Alcatel	5260	5100	5100	+0.48		
5265	Alcatel	5265	5100	5100	+0.48	400	Hess	2009	2009	2009	+0.43	5265	Alcatel	5265	5100	5100	+0.48		
5270	Alcatel	5270	5100	5100	+0.48	405	Hess	180	180	180	+1.50	5270	Alcatel	5270	5100	5100	+0.48		
5275	Alcatel	5275	5100	5100	+0.48	410	Hess	156	156	156	+0.13	5275	Alcatel	5275	5100	5100	+0.48		
5280	Alcatel	5280	5100	5100	+0.48	415	Hess	58.50	58.50	58.50	+0.88	5280	Alcatel	5280	5100	5100	+0.48		
5285	Alcatel	5285	5100	5100	+0.48	420	Hess	27.85	27.85	27.85	+0.90	5285	Alcatel	5285	5100	5100	+0.48		
5290	Alcatel	5290	5100	5100	+0.48	425	Hess	578	578	578	+0.25	5290	Alcatel	5290	5100	5100	+0.48		
5295	Alcatel	5295	5100	5100	+0.48	430	Hess	274.20	274.20	274.20	+1.53	5295	Alcatel	5295	5100	5100	+0.48		
5300	Alcatel	5300	5100	5100	+0.48	435	Hess	164.90	164.90	164.90	+2.37	5300	Alcatel	5300	5100	5100	+0.48		
5305	Alcatel	5305	5100	5100	+0.48	440	Hess	882	882	882	+0.93	5305	Alcatel	5305	5100	5100	+0.48		
5310	Alcatel	5310	5100	5100	+0.48	445	Hess	290.10	290.10	290.10	+0.62	5310	Alcatel	5310	5100	5100	+0.48		
5315	Alcatel	5315	5100	5100	+0.48	450	Hess	54.45	54.45	54.45	+0.44	5315	Alcatel	5315	5100	5100	+0.48		
5320	Alcatel	5320	5100	5100	+0.48	455	Hess	475	475	475	+0.98	5320	Alcatel	5320	5100	5100	+0.48		
5325	Alcatel	5325	5100	5100	+0.48	460	Hess	111.10	111.10	111.10	+0.45	5325	Alcatel	5325	5100	5100	+0.48		
5330	Alcatel	5330	5100	5100	+0.48	465	Hess	5.30	5.30	5.30	+1.77	5330	Alcatel	5330	5100	5100	+0.48		

COMPTANT

(sélection)

SICAV

(sélection)

7/1

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.	Emulsion Frais incl.
---------	-----------	-------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	-------------	---------------	---------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------

ÉDUCATION

Se distinguant de la position du Quai d'Orsay

M. Jack Lang
est favorable à la signature
de la Charte européenne
des langues régionales

M. Jack Lang, ministre de l'éducation nationale et de la culture, a présenté jeudi 7 janvier des mesures destinées à «lutter pour la préservation des langues et cultures de France». Un texte prévoit l'ouverture dans la Haute-Rhin de classes maternelles où l'enseignement pourra être assuré à parité en français et en allemand et a été signé entre l'éducation nationale et le conseil général du département.

Préférant parler des langues «de France» plutôt que des langues «régionales», M. Lang a rappelé, jeudi 7 janvier, les dispositions prises, depuis douze ans, par l'éducation nationale afin de «briser l'interdit» des langues minoritaires : possibilité d'apprentissage de la maternelle à l'Université, multiplication des cultures concernées et des concours de recrutement de professeurs. Ainsi, après la création de CAPES de corse, d'occitan, de catalan, de breton et de basque, un CAPES d'alsacien (CAPES d'allemand mention «langue d'Alsace») est en cours de préparation.

Précipitant le mouvement, M. Lang annonçait, le 24 novembre dernier, la création de «plans académiques de développement de l'enseignement des langues et cultures de France», destinés à associer plus étroitement les collectivités territoriales et les mouvements pédagogiques reconnus.

Aujourd'hui, outre la possibilité offerte, dès cette année, aux candidats au brevet des collèges de présenter une épreuve en langue locale, les mesures complémentaires portent sur la formation des maîtres et sur de nouvelles dispositions visant notamment à réserver le nombre d'emplois nécessaires, dans le corps des professeurs des écoles, à la mise en place «d'un véritable enseignement bilingue».

«Ces trésors vivants nationaux»

En ce sens, la rénovation des programmes de l'école primaire devra tenir compte d'une égale maîtrise de la langue locale et de la langue française. La charte signée, jeudi 7 janvier, entre le conseil général du Haut-Rhin et l'éducation nationale prévoit la généralisation des expérimentations en cours dans les écoles maternelles du Haut-Rhin. L'enseignement à parité (treize heures en français, treize heures en allemand) s'appliquera aux écoles qui en feront la demande, après accord des enseignants, des parents d'élèves et des élus locaux. Ces classes bilingues devront être assurées en recourant «prioritairement» aux maîtres de l'éducation nationale «volontaires et compétents», ou, à défaut, à des intervenants extérieurs, agréés et suivis par l'académie, mais financés par le département.

Plus généralement, le ministre de l'éducation nationale a relevé la «contradiction» qu'il y avait à agir, au sein de l'éducation nationale, en faveur des langues régionales, alors que la France demeure l'un des rares pays de la Communauté européenne (avec la Grèce et la Grande-Bretagne) à ne pas vouloir signer la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires mise au point par le Conseil de l'Europe et qui déclare imprescriptible le droit à la pratique des langues régionales «dans la vie publique et privée».

Depuis 1983, le Quai d'Orsay a opposé une farouche résistance à la mise au point de ce document, s'appuyant sur sa Constitution et le principe d'égalité entre les citoyens, ainsi que sur l'ordonnance de Villers-Cotterêts (1539) réglementant l'usage de la langue française (au lieu du latin) dans les affaires judiciaires. «Tous cela est ridicule», a indiqué en substance M. Lang, et témoigne surtout d'un manque de confiance en soi. «Pour une part, je suis favorable à la signature de cette charte européenne, a précisé M. Lang, en y ajoutant un certain nombre de réserves, certes. Mais M. Lang n'a toutefois pas relevé le paradoxe qu'il y avait à préserver «des éléments de patrimoine national», «ces trésors vivants nationaux», en leur conférant un statut par exemple le même statut que celui... des langues étrangères.

JEAN-MICHEL DUMAY

CARNET DU Monde

Mariages

Annunziata HAKALA
et
Pierre DELARBE
sont heureux de faire part de leur mariage, à la mairie du dix-huitième arrondissement de Paris, le samedi 9 janvier 1993.

Décès

Jean-Michel Barthélémy, son épouse, Anne-Aurélien, sa fille, André Grotel, son père, Christiane Barthélémy, sa belle-mère, Véronique et Jacques Landeau-Bretel, ses sœur et beau-frère, et leurs enfants, Albert et Lucie Francatel, ses grands-parents, Claude Francatel, son oncle, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de **Marie-Christine BARTHÉLÉMY**, née Bretel,

survenu en son domicile, le 5 janvier 1993, à l'âge de quarante-deux ans.

Une cérémonie religieuse a été célébrée en l'église Sainte-Agathe de Maisons-Alfort, le jeudi 7 janvier, et une messe a été dite en l'église paroissiale de Bozell (Savoie), le vendredi 8 janvier, précédant l'inhumation dans le caveau de famille.

Les Bateauz Marais, 39, quai du Halage, 94000 Créteil.

M. Georges Bied-Charreton, son épouse, M. et M^{me} Jean-Marie Fabre, M. et M^{me} Bernard Bied-Charreton, M. et M^{me} Etienne Bied-Charreton, Le capitaine de vaisseau et M. et M^{me} Philippe Bied-Charreton, Le docteur et M. et M^{me} Xavier Bied-Charreton, M. et M^{me} Jean-Marie Fabre, M. et M^{me} Bernard Bied-Charreton, M. et M^{me} Patrick Nierat, M. et M^{me} Claude Bied-Charreton, ses enfants, Ses trente petits-enfants, Les familles Bied-Charreton et Travers, ont la tristesse de faire part du décès de

Georges BIED-CHARRETON, ancien élève de l'école centrale de Paris,

survenu le 7 janvier 1993 en son domicile, dans sa quatre-vingt-unième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 11 janvier, à 14 heures, en l'église Sainte-Jeanne-d'Arc de Versailles.

A votre prière sera associée la mémoire de son fils

Bruno.

Cet avis tient lieu de faire-part. 14, avenue Fourcaud-de-Pavant, Versailles.

M. Armand Demenais, son épouse, Monique, Edith, Christine, Pascale, ses filles, Et leurs conjoints J.-P. Bourillon, M. Jovanovic, D. Delmas, P. Paoli, Ses petits-enfants, ses frères et sœurs, ont la douleur de faire part du décès de

Armand DEMENAIS, architecte DPLG,

survenu le 6 janvier 1993, à l'âge de quatre-vingt ans.

Les obsèques auront lieu le 9 janvier, à 15 heures, en l'église de Ruffec-le-Château (36300 Le Blanc), dans l'intimité.

158, avenue du Général-Leclerc, 94100 Saint-Maur-des-Fossés.

WEEK-END D'UN CHINEUR

Samedi 9 janvier

Drouot-Richelieu, 14 h : affiches de cinéma. Pontaise, 14 h 30 : art de la vie.

Dimanche 10 janvier

Chatou, 14 h : mobilier, objets d'art; Provins, 14 h : art africain; Rambouillet, 14 h 30 : mobilier, objets d'art; Sens, 14 h 30 : mobilier, argenterie; Vendôme, 14 h 30 : argenterie, bijoux, monnaies.

FOIRES ET SALONS

Bordeaux, Salet-Léger-ou-Yvelines, Saint-Géry-du-Fesc, Gournay-sur-Marne, Chamoux-les-Houches.

Chapo
en bois massif
UNE SEULE ADRESSE EN EUROPE
Galerie Chapo, 75005 Paris
14, rue de l'Épicerie, tél. 43-34-23 18

M. Henri Froment-Meurice, M. et M^{me} François Froment-Meurice, M. et M^{me} Jean Froment-Meurice, M. et M^{me} Marc Froment-Meurice, M^{me} Suzanne Drouilh, Florence, Jérôme, Guillaume, Muriel, Elisabeth, Raphaële Froment-Meurice, M. et M^{me} Etienne Dailly, M. et M^{me} Yves Dailly, ont la douleur de faire part du décès, à l'âge de soixante-huit ans, de

M. Henri FROMENT-MEURICE, né Gabrielle Drouilh, chevalier de l'ordre national du Mérite, inspecteur général honoraire des affaires sociales,

leur épouse, mère, belle-mère, sœur, grand-mère, belle-sœur.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, à Penquilly (Côtes-d'Armor), le 7 janvier 1993.

Un service religieux sera célébré le 15 janvier, à 11 heures, en l'église de la Madeleine, à Paris.

8, avenue Perronet, 92200 Neuilly-sur-Seine. Château de Penquilly, 22510 Moncontour.

Fille d'Henry Dronilh, compagnon de la Libération (1) 1943, Gabrielle Froment-Meurice fut l'une des premières femmes à entrer à l'ENA. Elle appartint aux cabinets de René Pleven, garde des sceaux, et de Simone Veil, ministre de la santé. Auteur de plusieurs travaux sur l'URSS, elle était conseiller municipal de Penquilly (Côtes-d'Armor).

M. et M^{me} Laurent Kahn et leurs enfants, M^{me} Françoise Kahn, Jacques et leur fils, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Yvonne Roger KAHN, née Marie-Louise Lepoivre, chevalier de l'ordre national du Mérite, survenue à Paris, le 7 janvier 1993, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Les obsèques auront lieu le lundi 11 janvier.

On se réunira à 10 h 15 au cimetière de Montmartre, avenue Rachel, Paris-18.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part. M. et M^{me} Laurent Kahn, Résidence Bretagne, 813, avenue de Général-Leclerc, 92100 Boulogne.

Sa famille, Ses amis, en France et dans le monde, co-partageront sa douleur et sa tristesse de faire part de la mort de

Gilbert MANUELLAN, ingénieur général du GREP, croix de guerre 1945, le 6 janvier 1993, à Paris-14.

Selon son désir, une bénédiction sera donnée en sa maison de la Buffaître, le dimanche 10 janvier, à 9 h 30.

Il reposera au cimetière de Viam, ex Haute-Mairie, au bord du plateau des Mille-Sources.

«Le nomade a besoin d'un point d'eau».

Un grand merci au docteur Monchi-court pour sa compétence et son humanité.

Ni fleurs ni couronnes.

Des dons peuvent être adressés à Médecins du monde, 67, avenue de la République, Paris-19.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Mario-Jeanne Manuellan, 108, rue d'Alsace, 75014 Paris.

CARNET DU MONDE
Renseignements :
40-65-29-94

TALOTAC
LE N° 709 203 GAGNE 400 000 F

TOUS LES BILLETTS DE TIRAGE PAR

09 203	40 000 F
9 203	4 000 F
03	400 F
3	10 F

1ère TRANCHE
TIRAGE DU 7 JANVIER 1993

M. et M^{me} Michel Besnard, ses parents, M^{me} Roger Noulet, sa belle-mère, M. et M^{me} François Jarrige et leurs enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Jacques NOULET, née Nicole Besnard,

survenue le 6 janvier 1993.

La cérémonie religieuse a été célébrée le vendredi 8 janvier, à 14 heures, en l'église Saint-Georges, 114, avenue Simon-Bolivar, Paris-19.

Selon les volontés de la défunte, ni fleurs ni couronnes.

Des dons à l'œuvre du Clos du nid de l'Oise, où réside sa fille Marie-Pierre, seraient appréciés par la défunte. CNAP, Château-Sourville, 60660 Cramoisy. Compte BNP 01499026.

21, rue Henri-Murger, 75019 Paris.

M^{me} Rosa François, M^{me} Rosalie Elgratou, ses sœurs, Gouzai et Aliya, ses nièces, Youri et Victor, ses neveux, Ses amis, Les fondations créées par Rudolph Noureev, ont la douleur de faire part de la disparition de

Rudolph NOUREEV, chevalier de la Légion d'honneur, commandeur des Arts et Lettres,

survenue à Paris le 6 janvier 1993.

Ses obsèques auront lieu à Paris le mardi 12 janvier.

Des dons destinés à la recherche scientifique peuvent être adressés à la Fondation Noureev.

Pour toute information, s'adresser à la Fondation Noureev, 9, rue Geoffroy-l'Asnier, Paris-4. Tél. : 42-78-28-63.

(Le Monde du 8 janvier.)

M. Hervé Planchu, M. et M^{me} Eric Planchu et leur fille, M^{me} Edmond Linas, Ses neveux et ses nièces, Et toute la famille, ont la profonde douleur de faire part du décès de

M^{me} Monique REGNIER, survenue à l'âge de cinquante-huit ans, le 5 janvier 1993.

Ses obsèques seront célébrées le 9 janvier en l'église de Créteil, à 14 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

11, rue Antoine-Bourdelle, 75015 Paris.

Remerciements

M. Joseph Barsalou, M. et M^{me} Eric Barsalou, M. et M^{me} Jean-Claude Barreau, M^{me} Christine Descoteaux, profondément émus par les témoignages d'affection qu'ils ont reçus à l'occasion du décès de

M. Joseph BARSALOU, remercient tous leurs amis.

Anniversaires

Le 9 janvier 1990
Raymond HIRTZ

ous quitte.

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

Ce 9 janvier 1993
Emma SPERBER CULLEN

aurait quatorze ans.

Elle est morte le 2 août 1991, tuée par un automobiliste en état d'ivresse.

Soutenances de thèses

Bernard Dolé soutiendra sa thèse de doctorat de droit public, le lundi 11 janvier 1993, à 14 h 30, salle des Actes de la faculté de droit de l'université de Lille-II (Villeneuve-d'Ascq, métro Pont-de-Bois) : «Coopération décentralisée et souveraineté de l'Etat. Contribution à l'étude du régime juridique de l'action extérieure des collectivités territoriales».

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 8 janvier 1993 :

UNE LOI

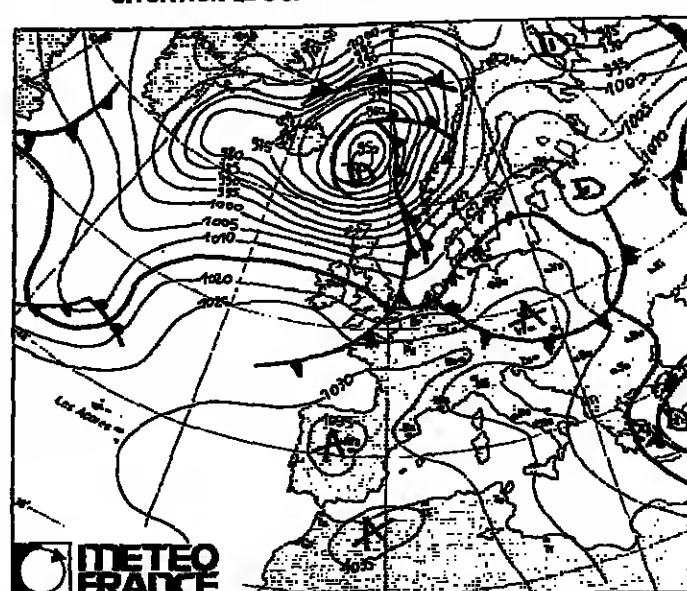
N° 93-20 du 7 janvier 1993 relative à l'institution d'une garantie de l'Etat pour certaines expositions temporaires d'œuvres d'art.

UN DÉCRET

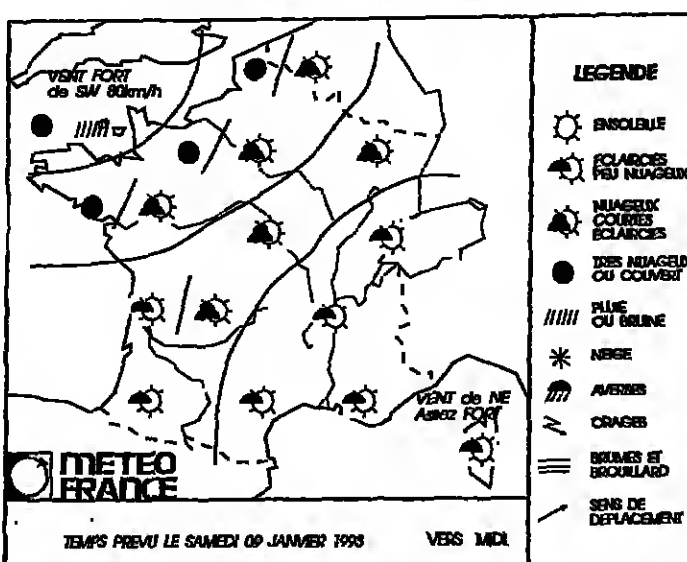
N° 93-21 du 7 janvier 1993 pris pour l'application de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 modifiée portant loi organique relative au statut de la magistrature.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 8 JANVIER 1993 À 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 9 JANVIER 1993



Samedi : très nuageux au Nord-Ouest, assez bien ensoleillé ailleurs. Sur la Bretagne, les pays de Loire, la Normandie, le Bassin parisien, le Nord-Picardie, et Champagne-Ardenne, ce sera une journée grise, avec un peu de pluie ou de bruine.

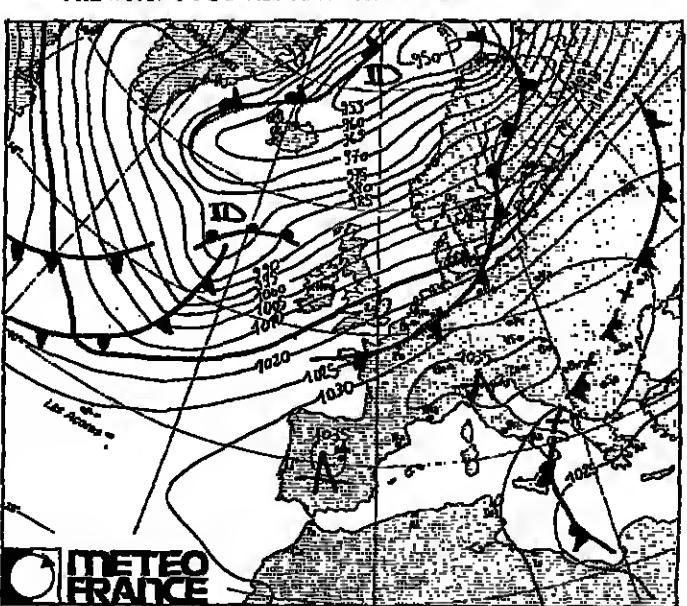
Sur Poitou-Charentes, le Centre, la Bourgogne et la Lorraine, les nuages domineront, mais la pluie se couvrira temporairement qu'en soirée.

Sur le reste du pays, la journée sera généralement bien ensoleillée. Il y aura toutefois la matinée dans le Sud-Ouest, ainsi que dans les vallées du Rhône et de la Saône, des bancs de brouillard ou de nuages bas.

Les températures seront douces pour la saison : encore quelques petites gelées entre 0 et -2 degrés dans le Nord-Est et le Centre-Est, 2 à 5 degrés ailleurs, et jusqu'à 8 degrés sur les régions côtières. Les températures maximales seront, elles, comprises entre 7 et 14 degrés du Nord-Est vers le Sud-Ouest.

La vent de sud-ouest soufflera sur les côtes de la Manche, jusqu'à 80 à 90 km/h en pointe, et assez fort dans l'intérieur de la Bretagne, des pays de Loire, de la Normandie, en Nord-Picardie et dans le Bassin parisien (rafales jusqu'à 60 km/h). Ailleurs, la vent sera faible ou modéré.

PRÉVISIONS POUR LE 10 JANVIER 1993 À 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 8-1-93

Valeurs extrêmes relevées entre le 7-1-1993 à 6 heures TUC et le 8-1-1993 à 6 heures TUC

FRANCE	STRASBOURG	MADRID
ALACOR	14	13
BARCELONE	16	17
BORDEAUX	14	13
BRETAGNE	10	10
BREST	10	10
CANNES	14	14
CHERBOURG	12	12
CLERMONT-FERRAND	13	13
DIJON	7	7
GRANVILLE	7	7
LILLE	10	10
LIMOGES	9	9
LYON	9	9
MARSEILLE	12	12
NANTES	8	8
PARIS	12	12
PARIS-MONTREUIL	11	11
PERPIGNAN	15	15
POitiers	13	13
RENNES	12	12
ST-ETIENNE	8	8

ÉTANGER	STRASBOURG	MADRID
ALGER	15	15
AMSTERDAM	7	7
ATHÈNES	7	7
BANGKOK	33	33
BANGKOK-ONE	13	13
BERGAMO	-1	-1
BERLIN	6	6
BUDAPESTE	6	6
COPENHAGUE	6	6
DAKAR	25	25
GENÈVE	6	6
STANBUL	10	10
SYDNEY	10	10
TOKYO	8	8
TUNIS	16	16
YASOUFI	2	2
YERSE	6	6
VIENNE	10	10

A = averse, B = brume, C = ciel couvert, D = ciel dégagé, N = nuageux, O = orage, P = pluie, T = tempête, * = neige

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

هنا ان الأمل

Aux Eparres (Isère)

Dix personnes tuées dans l'accident provoqué par un poids lourd

Dix personnes ont trouvé la mort et quatre autres ont été blessées dans un accident de poids lourds aux Eparres (Isère) sur la route nationale 85 qui relie Grenoble à Lyon. Un camion citerne dont les freins avaient lâché dans une descente a percuté plusieurs automobiles et un autre poids lourd, provoquant un important incendie.

GRENOBLE

de notre correspondant

« Au bord de cette route, nous vivions avec la crainte permanente d'un accident grave. Nous avons finalement connu jeudi soir l'apocalypse. » Cette habitante du hameau de la Combe, situé en contrebas du village des Eparres, raconte ainsi le spectacle auquel elle a assisté.

Un « camion citerne fou » dont les freins avaient probablement lâché dans la descente de la Badière, longue de 4 kilomètres avec une pente de 10 %, n'a pu s'arrêter

à un feu rouge. Il a d'abord percuté une automobile à l'arrêt dont les quatre occupants ont été légèrement blessés, puis, après avoir traversé la chaussée, un poids lourd transportant des cumulus de chauffe-eau ainsi que plusieurs autres voitures également à l'arrêt. Presque aussitôt, plusieurs réservoirs d'essence et de gazole se sont enflammés, créant un gigantesque brasier qui atteignit très vite une maison proche du lieu de l'accident.

L'émotion

de M. Georges Sarre

Pendant plusieurs dizaines de minutes les pompiers ont redouté l'explosion de la citerne dont ils ignoraient le contenu. Celui-ci devait être aussitôt vidé. On put rapidement déterminer qu'il s'agissait d'un mélange à base de savon et d'alcool difficilement inflammable. Dès lors il fut possible de procéder au sauvetage des victimes, prisonnières d'un « enchevêtrement apocalyptique de débris », selon le sous-préfet de la Tour-du-Pin, M. Frédéric Pernet.

Une des catastrophes routières les plus meurtrières de ces dix dernières années

L'accident des Eparres est l'un des plus meurtriers survenus au cours de ces dernières années. D'après la catastrophe de Beune (Côte-d'Or), qui avait fait 53 victimes le 31 juillet 1982, le bilan le plus lourd avait été celui d'un autre accident d'autocar sur l'autoroute A 8, lorsque 11 touristes britanniques avaient été tués, le 5 juin 1990.

Des carambolages avaient provoqué la mort de 9 personnes en 1988 sur l'autoroute A 10, et de 8 personnes sur

l'autoroute A 6 en 1987. Huit passagers d'une même voiture avaient trouvé la mort lors d'un accident en Haute-Saône le 20 août 1991. Sept personnes avaient été tuées dans une collision entre un camion et un autocar le 6 juillet 1991 dans la Puy-de-Dôme. Un carambolage sur l'autoroute A 1 avait fait 7 morts, le 28 février 1991. Les 7 passagers d'une voiture tombée dans la Moselle, le 28 juillet 1989, avaient été noyés.

CONNAÎTRE

COURRIER

Décentralisation : osons la jacobinisme 2

ÉTRANGER

Questions et réponses sur le conflit en Bosnie-Herzégovine 3

Pologne : la Diète a adopté l'interdiction de l'avortement 3

Un entretien avec l'archevêque de Zagreb 4

L'Irak maintenant le flou sur ses intentions 5

Liban : la gouvernance de M. Hariri a enregistré ses premiers succès 5

Afrique du Sud : l'enterrement d'Helen Joseph 6

ESPACE EUROPÉEN

La Turquie, courtisée et hésitante 7

Ambitions et limites d'une influence en Asie centrale 7

La plaie kurde 7

La terreur au service du nationalisme 7 à 9

POLITIQUE

M. Giscard d'Estaing est de plus en plus réservé à l'égard de la cohabitation 10

Selon le professeur Dauget, le danger du sida a été sous-estimé en France dans les années 80 10

Matignon estime avoir accompli sa mission dans la lutte contre la corruption 12

SOCIÉTÉ

L'échouage du pétrolier Braer aux îles Shetland 13

Point de vue : « Une fois de plus », par Françoise Sagan 15

Quelle histoire ! par Claude Sarrute : « Station Gallie » 15

Education : M. Lang est favorable à la signature de la Charte européenne des langues régionales 24

CULTURE

Arts : une exposition à Toulon sur le paysage provençal et l'école de Marseille avant l'impressionnisme 16

Danse : l'esprit de l'Inde 17

ÉCONOMIE

La Bundesbank laisse espérer une baisse, rapprochée des taux d'intérêt 20

Les grandes chantiers de CEA Industrie 21

SANS VISA

● Sainte-Lucie, le Nobel et l'éléphant

● L'or blanc du Caucase et Londres en soldes

● Nuits sous les étoiles

● Éthiopie, le train de la paix

● Chine, la Grande Muraille d'eau

● Table : pommes soufflées et Courrier : cœur de tomate

● L'adoration des orléans : Livre : couleurs sous influence 27 à 34

Services

Abonnements 22

Annuaire classés 20

Carnet 24

Jeux 32

Marchés financiers 22 et 23

Météorologie 24

Radio-télévision 25

Spectacles 18

Tao-pao 24

Week-end d'un chineur 24

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Sans visa »

folioté de 27 à 34

Le numéro du « Monde » daté 8 janvier 1993

n° 483 772 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Heures locales » : Nantes soigne ses déchets

Le district de la capitale de la Loire-Atlantique a choisi de se doter d'un dispositif complet de traitement et de valorisation des ordures ménagères. Un investissement financier important pour les communes, qui se double d'une démarche pédagogique pour sensibiliser les habitants. Également au sommaire : un dossier sur la réouverture des centres commerciaux dans les villes et une enquête de la série « Cités » sur Aurillac.

« Point » : les sans-abri

Accusées d'atteinte à la sûreté de l'État

Dix-neuf personnes condamnées à mort en Algérie

Le tribunal militaire de Béchar, dans le sud-ouest de l'Algérie, a condamné, vendredi 8 janvier, à la peine capitale, dix-neuf des soixante-dix-neuf accusés d'un procès pour atteinte à la sûreté de l'État, a annoncé la radio algérienne. Quinze ont été condamnés par contumace, à l'issue d'un procès de douze jours. (AFP)

M. Jacques Ruffié est chargé d'une mission sur la transfusion sanguine

M. Jacques Ruffié, professeur au Collège de France, vient d'être chargé d'une mission sur la transfusion sanguine par MM. Jack Lang et Bernard Kouchner, respectivement ministre de l'Éducation nationale et de la culture et ministre de la santé et de l'action humanitaire.

« Pour accompagner la réforme de la transfusion sanguine qui entreprend le gouvernement, écrit M. Lang, et Kouchner, il est nécessaire que soient repensés la place de l'activité transfusionnelle et de ses relations avec les disciplines voisines, ainsi que les modalités de son enseignement, que ce soit dans le cursus de formation initiale des étudiants en médecine comme dans l'enseignement spécialisé ».

Le rapport que doit prochainement remettre M. Ruffié comportera notamment une série de mesures visant à modifier le système de recrutement des directeurs des centres régionaux et départementaux de transfusion sanguine.

La préparation des élections législatives

Les précautions d'un candidat

Avocat, M. Daniel Richard (RPR) est un homme méfiant. Candidat à l'opposition aux législatives dans la onzième circonscription du Val-de-Marne dont le député sortant est M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, il a envoyé, le 28 décembre, une lettre au ministre de l'Intérieur, M. Paul Quilès, pour lui demander « quelques mesures de précaution » dans cette circonscription, pour que « le vote des électeurs soit respecté » au moment du scrutin.

Dénouant, jeudi 7 janvier, « la fraude électorale, atteinte insidieuse à la démocratie », M. Richard a annoncé que, pour assurer la régularité des opérations électorales, il mobiliserait non seulement les militants de l'opposition, comme la loi l'y autorise, mais aussi ses amis magistrats, avocats et huissiers. Devancé par M. Marchais au premier tour des législatives de 1988, M. Pierre Zemor, candidat du PS dans cette circonscription, avait indiqué, à l'époque, qu'il s'affairait « devant la fraude ».

□ Deuxième meurtre de l'année en Corse. — Un imprimeur de quarante-cinq ans, assis au comptoir d'un bar d'Ajaccio (Corse-du-Sud), a été tué d'une balle dans le front, jeudi 7 janvier en fin d'après-midi, par un tireur qui a pris la fuite. La police judiciaire a été chargée de l'enquête sur ce meurtre, le deuxième de l'année. Dimanche 3 janvier, un jeune homme avait déjà été tué, près de Sartène, à l'occasion d'une querelle familiale.

CONGRÈS : RESTRUCTURER L'ADMINISTRATION DE LA CE MUNICH, 21 ET 22 JANVIER 1993

Ce congrès s'adresse aux fonctionnaires, entreprises de conseil, universitaires et journalistes qui veulent connaître les axes et les méthodes d'adaptation de l'administration communautaire aux nouvelles contraintes européennes : Maîtrise, élargissement, EEE, marché unique, subsidiarité, transparence, efficacité.

Sous le parrainage de

Michel DELBARE, ministre français de la fonction publique ; Jacques DELORS, Président de la Commission des CE ; Elisabeth GUIGOU, ministre français des affaires européennes ; Klaus KINKEL, ministre allemand des affaires étrangères ; Egon KLEPSCH, président du Parlement européen ; Rita SUSSMUTH, présidente du Bundestag.

Conférenciers

Michel BOURGES-MAUNOURY, secrétaire général de la CCE ; Bernhard FRIEDMANN, membre de la Cour des comptes des CE ; Thomas GÖPPEL, ministre bavarois des affaires européennes ; Elisabeth GUIGOU, ministre français des affaires européennes ; Mats HELSTROM, commission « affaires européennes » du Parlement suédois ; Alain LAMASSOURE, président de la commission « contrôle budgétaire » du Parlement européen ; Frank VIBERT, directeur du European Policy Forum ; Hans-Dieter WESTERHOFF, chancelier fédéral allemand ; Ubaldo ZITO, directeur général adjoint D.G. IX (personnel et administration) de la CCE.

Renseignements : PROMETHEUS-EUROPE
Tél. : (33-1) 42-81-92-20 - Fax : (33-1) 42-81-92-14

Forte de quelque dix mille hommes

La 2^e DB française sera jumelée à une division blindée allemande

La 2^e division blindée, qui fut l'une des unités françaises engagées contre l'Allemagne pendant le second conflit mondial, sera jumelée avec la 7^e division blindée allemande, lors de cérémonies qui auront lieu, mardi 19 janvier, à Versailles.

Cette manifestation de fraternité d'armes de part et d'autre du Rhin est placée sous le même signe, observe-t-on du même militaire, que la création d'un corps européen formé — dans un premier temps — à partir de la 1^{re} division blindée française en Allemagne, d'une division mécanisée allemande et de l'actuelle brigade franco-allemande.

Sous les ordres du général de division Wilmann, le 7^e Panzerdivision appartenant au 1^{er} corps

d'armées allemand, à Münster. La 2^e DB française, commandée par le général de division Henri Paris, a son état-major à Versailles. Elle relève du 3^e corps d'armée français installé à Lille.

Forte de quelque dix mille hommes qui servent plus de 850 véhicules blindés (dont 200 chars AMX-30), la 2^e DB a été créée en 1943 par le futur maréchal Philippe Leclerc de Hautecloque. Elle fit partie des combats glorieux en Afrique — en août 1944 à Utah Beach, en Normandie, avec les forces alliées du général Patton. Elle libéra Paris, Strasbourg et, après avoir franchi le Rhin, continua son action jusqu'à Sarchatgedan, la rapaie en ruine de Hitler.

La monnaie irlandaise toujours attaquée

Les banques européennes réajustent leurs taux d'intérêt

Alors que le franc français s'est sensiblement renforcé, jeudi 7 janvier, sur les marchés des changes européens, malgré la décision du conseil central de la Bundesbank, réuni à Francfort, de laisser inchangés ses taux directeurs, la banque centrale d'Irlande a décidé de doubler son taux d'intérêt au jour le jour à compter du vendredi 8 janvier. La « punt » a une nouvelle fois été attaquée dans la journée en dépit d'un premier relèvement des taux au jour le jour de 14 % à 50 % opéré la veille par la banque centrale d'Irlande (le Monde du 8 janvier).

Cette majoration n'aura pas réussi à faire décoller la monnaie irlandaise. Dès les premiers échanges, la banque centrale de Belgique est bien intervenue pour soutenir la « punt » contre le franc belge. Mais, en fin de journée, la monnaie irlandaise restait juste au-dessus de son plancher autorisé, s'échangeant à 2,6310 deutsche marks, contre 2,6250 deutsche marks, contre 2,6250 deutsche

marks à l'ouverture. De son côté, la banque centrale de Belgique a décidé de réduire, jeudi 7 janvier, deux de ses taux directeurs : le taux d'escompte passe de 7,75 % à 7,50 % et le taux central de la banque de 8,60 % à 8,50 %.

Cette décision s'explique « par la position relative du florin et du franc belge sur le marché des changes », a indiqué un communiqué de la Banque de Belgique. Elle a été prise en concertation avec la banque centrale des Pays-Bas, la Nederlandsche Bank, qui a opéré une baisse similaire — 0,25 % — de ses trois taux directeurs. La Banque nationale suisse (BNS) a également annoncé, jeudi 7 janvier, une baisse d'un demi-point de son taux d'escompte à 5,5 %, tenant compte « du repli des rémunérations servies sur le marché monétaire suisse ». Enfin, la Banque nationale d'Autriche a opéré le jour même une baisse du taux d'escompte de 8 % à 7 7/8 %.

En Allemagne

Le Parti libéral propose M. Guenther Rexrodt comme ministre de l'économie

Le Parti libéral allemand (FDP) a décidé, vendredi 8 janvier, de proposer M. Guenther Rexrodt, l'un des dirigeants de la Treuhändlersanstalt (office chargé des privatisations en ex-RDA) pour succéder au ministre de l'économie, M. Jürgen Moellmann, démissionnaire depuis dimanche. M. Rexrodt, âgé de cinquante et un ans, arrivé tardivement au FDP, bénéficie d'une expérience reconnue, notamment lorsqu'il était à la tête de la Citibank AG, branche allemande de la grande banque américaine. — (AFP)

M. Roland Dumas invité du « Grand jury RTL-le Monde »

M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde » dimanche 10 janvier de 18 h 30 à 19 h 30.

L'ancien député socialiste de la Dordogne, qui se représentera en mars prochain dans ce département, répondra aux questions de Jean-Pierre Langellier et d'André Passeron du Monde, et de Richard Harz et de Pierre-Marie Christin de RTL, le débat étant dirigé par Henri Marquet.

□ EDF condamnée pour avoir vendu de l'amiant. — Le tribunal de grande instance de Strasbourg a condamné EDF, jeudi 7 janvier, à

enlever 50 tonnes d'amiant contenues dans la gaine d'acier d'une centrale thermique désaffectée, qu'EDF avait vendue en 1989.

Chez KA, la LaserWriter IIg, c'est 9 990 FHT* au lieu de 16 660 FHT !

• Ethernet intégré pour travailler en réseau. Deux fois plus de rapidité, de qualité et de nuances, pour être l'imprimante de toutes les entreprises. Désormais avec la LaserWriter IIg et KA, c'est très économique d'être très performant. (prix TTC : 11 849 F)

Certifié réseaux locaux.

l'informatique douce

* Dans la limite des stocks disponibles

KA, l'informatique douce, 14 rue Magellan 75008 Paris
Tél. : (1) 44 43 16 00 - Fax : 47 20 34 39

سكاي من لائل

S A N S V I S A

Sainte-Lucie



Derek Walcott, prix Nobel de littérature.

L'espace caribbe est à la mode, danger. Mais ce n'est pas une raison pour s'en priver. Au-delà des antillanités de pacotille, cap sur Sainte-Lucie, terre de haute filibuste et de basse origine. Rencontre avec un éléphant et un Prix Nobel.

PARMI les nombreuses randonnées proposées à Sainte-Lucie, en voici une qui ne figure dans aucun guide : s'installer à l'ombre d'une terrasse (les bancs sont de bois, mais le fornicateur des tables est frais à l'avant-bras), siroter un plantain glacé et somnoler doucement, l'œil mi-clos, en se recitant, à la suite du corsaire Derek Walcott, réécrit prix Nobel, une équipée du schooner Flight : « Avez-vous jamais, levant les yeux d'une grève isolée, aperçu un schooner au loin ? Eh bien, quand j'irai ce poème, chaque phrase sera trempée de sel, je tirerais et nouerai chaque vers aussi serré que les cordes de ce grément ; en discours simple mon langage ordinaire sera le vent, mes pages les voiles du schooner Flight. »

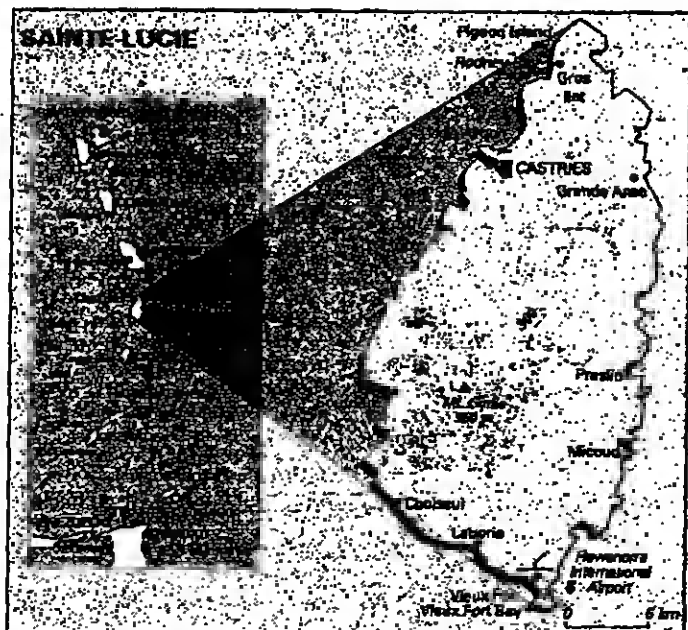
L'éléphant existe bel et bien. Il faut le chercher pour le trouver, il aime à se tenir sous les palmiers, l'air digne et embarrassé de sa personne, sans craquer le maocouiller, cet arbre réputé dangereux pour l'homme à cause du latex vénéreux qu'il sécrète. Le tournage d'un film exotique l'aurait amené ici - sans doute a-t-on jugé trop coûteux de le reconduire chez lui. Cet animal immigré vit dans le sud de l'île, à proximité de Soufrière, sur une plage encore peu fréquentée. C'est le seul pachyderme en liberté des Caraïbes. Son intégration au paysage ne pose aucun problème, mais il doit se sentir un peu seul. Il m'a paru triste, presque offensé. Il n'a pas l'œil rose de l'iguane observé au fort des Saïotes, mais le regard est le même. Le regard d'un individu en voie de disparition et qui le sait.

Sainte-Lucie (St-Lucia, en anglais) est grande comme la moitié de la Martinique : 620 kilomètres carrés contre 1100. Par beau temps, de Sainte-Lucie, à l'extrémité sud du département français d'outre-mer, on voit très bien la côte nord, rocheuse et sauvage, de l'île que deux siècles durant Français et Anglais se disputèrent après l'avoir ravie aux Espagnols et aux pirates qui l'habitaient et l'avaient prise aux Caraïbes, lesquels en avaient dépossédé les Arawaks, qui eux-mêmes avaient repoussé

daos la touffeur de la forêt tropicale les animaux déjà installés à demeure. Le traité de Paris, en 1814, accroche ce joyau des West Indies (les Indes Occidentales ou Petites Antilles) à la Couronne, et ce jusqu'en 1979, date de l'indépendance. Le pays reste attaché à la reïce, représentée par un gouverneur, et au Commonwealth.

Sainte-Lucie a deux pitons à son volcaï (Soufrière), deux prix Nobel (l'autre est Sir Arthur Lewis, prix Nobel d'économie en 1979) et deux aéroports : celui de Hewanorra, situé à Vieux-Fort, au sud, jouxtant le Club Méditerranée, pour les liaisons intercontinentales (vol quotidiens pour Londres), et celui de Vigie, à Castries, la capitale, qui reçoit les vols inter-îles. Il faut vingt-quatre minutes au Dornier-228 d'Air Martioque pour relier Fort-de-France à Vigie. Le vent peut souffler fort sur le canal de Sainte-Lucie, gare aux secousses, les dix-neuf passagers (au maximum) sont prévenus. Le trafic aérien n'est pas considérable, les choses se passent à l'amiable : alors que le Dornier se présente dans l'axe de la piste, un petit avion de tourisme décolle sans souci des préséances, ce qui nous vaut, après le piqué d'usage, un juron du pilote et une courbe gracieuse au-dessus du port avant la seconde présentation, qui sera la bonne.

Mieux vaut être bien loti, si l'on veut louer une voiture à Sainte-Lucie. On roule à gauche, ce n'est rien de le dire, encore faut-il y penser. Après un départ à sens inverse, une halte à l'Islander Bar pour avaler un jus de goyave bien frais, qu'alliez-vous croire ? Je rejoins sans crier gare la grande famille des débus de la gauche et me voici à droite. Ma Fiesta, ça ne rate pas, ne tarde pas à bécoter une camionnette. Rien de grave, que de la tête froissée, je rassemble tout mon anglais pour m'excuser et « apolojiser ». Le chauffeur d'en face descend, un Noir râblé à lunettes noires, chemise rose et pantalon blanc des avant-bras de forgeron. Il constate les dégâts sans un mot, retourne à son véhicule, s'empare d'un marteau et revient à pas lents. Sainte-Lucie, priez pour



onus (la vierge et martyre aurait vécu à Syraouse au troisième siècle, la légende veut qu'un lui ait arraché les yeux, ô lucidité !). Je reconnais mes traits, agite mes papiers. Il ne veut rien entendre. Musclant la pointe de son marteau à l'aide d'un chiffon, il rétablit à petits coups bien centrés l'impeccable convexité de mon bas-branché droit et me conseille en français de circuler en taxi. Nous suivrons ce conseil à la lettre. « Je me rappelle les vaisseaux fantômes, je me vois descendre en tire-bouchon au fond de la mer avec ses vers, brasse après brasse, je serre les mâchoires comme un poing et il n'y a qu'une pensée qui me soutient, tremblant : ma famille est à l'abri. »

Les Saïot-Luciens ont le sentiment d'avoir payé cher leur accession à l'indépendance, dont on ressent surtout, ici comme à la Dominique, la contrepartie économique. On sait la façon des Anglais de digresser sur la pointe des pieds. Ces plaisantes villégiatures tropicales étaient d'une importance stratégique nulle et d'un entretien coûteux. Là plus

qu'ailleurs ils se sont montrés un peu chens avec leur ancienne possession : il ne reste pas grand-chose à ronger sur l'os qu'ils ont laissé en se retirant. Le réseau routier est embryonnaire, sauf aux alentours de la capitale. Il faut deux heures, quand la route n'est pas coupée, pour relier Castries à Soufrière (35 kilomètres) - le véhicule tout-terrain est de mise.

C'est tout bénéfice pour les Américains, toujours avides d'acquiescer leur domaine scabreux (la mer étale est une bénédiction pour le ski nautique) et vogable. Ils s'installent en force à Rodney Bay, investissent Cap Estate, autour du terrain de golf et de l'Institut de thérapie. C'est que le tourisme est de foie la principale ressource du pays. Cet excès de dollars qui suit le Blanc-Roi, ne se plic en quatre, non sans humour, pour l'éponger patiemment.

Ils n'ont pas laissé grand-chose, et pourtant ! Le colonialisme à peine quitté continue de structurer doucement, comme uo isogage et de façon à peine voilée, la vie quotidienne à Sainte-Lucie.

L'usage du five o'clock est bien établi. Les gentils uniformes des écoliers (chemisette blanche, pantalon ou jupe rayée noirs, gris, verts ou rouges selon les collèges) peu à peu abandonnés au Royaume-Uni sont ici encore une donnée impérative de la vie scolaire, sans compter tout un ensemble de manières exquises, appréciables des visiteurs plus accoutumés au rudolemeot antillais qu'à cette courtoisie presque orientale.

Vous voulez l'indépendance ? Eh bien, danses maintenant ! Pas cotrariants pour un soir, ils dansent. Les touristes de tous âges qui occupent les hôtels de luxe sur la plage de Rodney Bay, à Gros-Ilet, raffolent de ces soirées à l'exotisme appuyé où le village, rue principale barrée, devient u immense dancing à ciel ouvert. Odeur boucandée des brochettes, panchs et planteurs à gogo, vendeurs de gris-gris. Tout le monde se démène sur des rythmes afro-cubains ; plus tard dans la

nuît, les Américaines essouffées qui chalaupent au bras d'un Saïot-Lucien campassant l'air du calypso.

Castries, la capitale, gros bourg animé le jour, doit son nom à un ministre de Louis XVI, le maréchal de Castries. Soufrière, Vieux-Fort, La Croix-Odsan, Barre-Saint-Joseph, Morne-Paix : curieusement, et sur toute l'île, la toponymie reste française, les Anglais n'ont pas poussé l'annexion jusqu'à la langue. A Columbus Square, un acajou s'appelle « massav », déformation du érôle « passav », je ne sais pas. L'histoire court dans toutes les Antilles que l'indigène à qui on demandait le nom de l'arbre aurait répondu : « passav » ; le coloco naïf en a déduit que l'arbre s'appelait ainsi.

Micoud Street, un policier en tenue de cérémonie, veste blanche immaculée, pantalon noir, gants et casque à pointe blancs, se dirige à longues enjambées vers le Palais du gouverneur. Des gamins admiratifs et effrayés lui emboîtent le pas. Le ministre de l'éducation est gradé comme un commissariat de quartier défavorisé à Paris, les vitres brisées du rez-de-chaussée ne sont pas imputables au dernier cyclone. « Vous tombez bien », me dit Jacques Compton, directeur de la culture et cousin de M. Comptoo premier ministre, Walcott est dans nos murs. Il loge au Royal Saint-Lucian Hotel, avec une équipe de télévision américaine qui prépare une émission sur lui et sa terre natale. Vous voulez le rencontrer ? Le Prix Nobel est sorti, mais sera de retour en fin d'après-midi. En avant pour Gros-Ilet. Francis, le chauffeur de taxi, n'a pas de problème de latéralisation, il roule résolument à gauche, du reste l'UWP (United Workers Party) et la famille Compton sont aux affaires depuis des lustres. Circulatin dense, les feux rouges n'ont fait leur apparition que l'an passé. Rodney Bay, u ghetto pour Blancs fortunés ? Il me vait venir. « Nous, on est libres. On est amis avec tout le monde. Pas comme les « Martinique ». Ils font des complexes. »

De notre envoyé spécial
Max Genève
Lire la suite page 29

SOMMAIRE

En Chine, sur le Grand Canal	p. 31
Addis-Abeba, le retour du train	p. 30
Ortolans, rituels de table	p. 34
Livres, us et coutumes	p. 34
Échecs (p. 28) • Table (p. 33)	

ASSINTER VOYAGES

38, rue Madame - 75006 Paris. Tél. : 45-44-45-87

Destinations lointaines : circuits culturels avec accompagnateurs spécialisés et voyages individuels

INDE : « diversité des croyances »
22 jours à partir de 24 700 F

Départs : 24 février - 3 novembre

« Des tribus de l'Orissa aux sources du Gange, vous approcherez le fascinant creuset culturel de l'Inde, ses croyances et religions diverses : Antisme, Chamanisme, Bouddhisme, Hindouisme, Jaïnisme, Islamisme... »

Plusieurs circuits également en Inde Centrale et Inde du Sud.

Brochure sur simple demande et dans votre agence de voyages

L'or blanc du Caucase

GUDAURI

EN équilibre entre Asie et Europe, les Alpes caucasiennes du Caucase, dont le versant géorgien flirte avec la frontière russe. Véritables stakhanovistes de la neige, les skieurs s'élancent pour une étonnante descente dans la poudreuse, plongeant dans un valon qui semble avoir été réservé à leur usage exclusif. Une course, puis une autre, et une autre encore. Au bas de la pente, on déchausse et on saute dans le puissant hélicoptère qui, tel un taxi, attend ses infatigables clients. Nouvel envol vers les crêtes pour le plaisir inassouvi d'un « hors-piste » exotique à travers un désert d'un blanc immaculé, ou presque. Là régnait en effet le mystérieux Almasi, version locale du célèbre Yeti, créature dont on dit qu'elle donne la chair de poule aux plus craintifs paysans de cette région de Narvani, en bordure de l'Ossétie du Sud, et dont les moins crédules pensent qu'il ne s'agit en fait que d'un plantigrade vagabond un peu plus costaud que la normale.

Ce qui est sûr, en revanche, c'est que la population du cru ne peut, en aucun cas, être accusée d'avoir un caractère d'ours mal léché. Pour s'en convaincre, il n'est que de poursuivre la descente à ski jusqu'au premier village de bergers. Celui de Djuta, par exemple, où les touristes nantis seront, malgré leurs manières patavies, chaleureusement accueillis. Surmont, ne pas se fier aux apparences et à ces frêles bâtisses de toile et de bois qui, tout en longueur (une simple cuisine-veranda et des chambres), ressemblent à des wagons bien incongrus et donnent à ce village isolé l'apparence d'une gare fantôme.

Dans le foyer de l'instituteur, s'entassent pile-mêle livres usés et stocks de pommes pour l'hiver. Les gamins, aux yeux clairs brillant de malice, engoncés dans leurs culottes en grosse laine, s'amusent d'un rien, tandis que les vieux sont prêts à palabrer sans fin. Ici, il est vrai, la visite d'un étranger est synonyme de fête et de ripailles. Et la générosité de ceux qui n'ont pourtant pas grand-chose à offrir ne manque pas, une



En Géorgie.

fois de plus, de surprendre. Difficile, dans ces conditions, de faire la fine bouche, d'autant qu'au repas géorgien traditionnel exige que l'on réponde avec courtoisie aux multiples « *gaumarjos* » (« Vive la Géorgie ! ») en trinquant jusqu'à plus soif. Sur la table, voisinent beignets fourrés à la viande et au cumin et gâteaux au fromage fondant, le tout arrosé de vin local ou de vodka, breuvages qui concourent à la griserie de ces instants de convivialité rustique. Le retour au bercail douillet de Gudauri, toujours à bord d'un hélicoptère Mi-17 (un gros insecte capable de transporter vingt-cinq passagers), donnera lieu à un spectaculaire vol de nuit.

A trois heures de route au nord de Tbilissi, sur le seul axe reliant la Géorgie à la Russie, Gudauri (2100 kilomètres d'altitude) est une oasis de stabilité dans une région en proie à une certaine nervosité. Immense massif étiré sur plus de 2000 km entre la mer Noire et le Caucase, le Caucase abrite, il est vrai, plus de soixante-dix ethnies différentes, et le démantèlement de l'Union soviétique a réveillé les sentiments nationalistes et exacerbé les tensions, notamment vers l'Ossétie

du Nord ou l'Arménie. Une poudrière où, heureusement, le relief tourmenté (des sommets de plus de 5000 mètres), la rareté des voies de communication et, donc, les difficultés d'accès réduisent fortement les risques de coagulation.

A l'écart de l'agitation, l'imposant et solitaire club-hôtel Marco Polo offre, au cœur de Gudauri, un accueil digne des fleurons de l'hôtellerie autrichienne (et pour cause, capitaux et direction sont autrichiens) avec un confort raffiné, du caviar à volonte et un personnel (pléthorique) géorgien. Facteurs de déplacement, une animation qui fait la part belle aux danses du sabre, des spécialités culinaires locales et un four à pain traditionnel où le boulanger géorgien bascule la première. Sans oublier des pannes d'électricité épisodiques et brèves (le problème majeur du pays) peodant les quelques heures des parties communes de l'hôtel sont éclairées, tandis que, dans les chambres, s'allument les bougies.

De notre envoyé spécial
Philippe Bardiau

Londres en soldes

Deux cérémonies rythment la vie londonienne. La relève de la garde à Buckingham Palace et... les *Post-Christmas Sales*, les soldes de l'après-Noël. La première a lieu un jour sur deux en hiver. Les secondes, annuelles, voient, dès la fin du mois de décembre mais surtout en janvier, les vitrines des magasins se couvrir d'une affiche magique : « Sales ». Crise ou pas, cela ne change rien à l'affaire, qui, pour des milliers de consommateurs, consiste, juste-ment, à faire le maximum d'affaires dans le minimum de temps. La récession ne faisant, semble-t-il, qu'exacerber cette pulsion collective aux racines de laquelle le vénérable *Times* consacrait récemment un édit « sociologique ».

Le scénario est désormais bien établi avec son compte à rebours et ses modes d'emploi dans les journaux, des plus populaires aux plus sérieux. Avec, cette année, à peine le coup d'éclat donné, une « folle rue » - annonciatrice de ventes records aussi bien dans les *must* du centre-ville (Harrods, Harvey Nichols, Liberty, Burberry, Marks and Spencer, Austen Reed, Scotch House, Selfridges, Fortnum and Mason, etc), que dans les imposants centres commerciaux de la périphérie.

Réputation oblige, l'événement attire également d'importants contingents de participants étrangers venus partager cette frénésie d'achats qui voit les trottoirs d'Oxford Street, de Regent Street, de King's Road, de Knightsbridge et de Piccadilly Circus ployer sous le poids de piétons surchargés de paquets aux noms prestigieux. Un phénomène d'une telle ampleur que les voyageurs spécialisés dans l'escapade outre-Manche (Hoverspeed, Sealink, Republic Tours, etc), le font figurer en bonne place dans leurs brochures hivernales. Ainsi P&O European Ferries, dont les cinq navires assureront, à partir d'avril, un embarquement accéléré toutes les quatre-vingt minutes entre Calais et Douvres, propose-t-il, jusqu'au 31 mars, des séjours à Londres à partir de 421 F par personne pour une nuit (653 F deux nuits, 923 F trois

nuits), prix comprenant la traversée A-R de Calais ou Boulogne (en profiter pour voir le superbe aquarium de Nausicaa) à Douvres (prévoir deux heures pour visiter The White Cliffs Experience) et l'hébergement avec petit-déjeuner dans un hôtel au cœur de la capitale, tel le Cophorne Tara, à Kensington. D'autres forfaits analogues permettront de visiter le sud de l'Angleterre (Canterbury, Rye, Chichester, Salisbury) en séjournant, soit dans un hôtel (576 F, 963 F et 1388 F pour une, deux ou trois nuits), soit dans une « auberge-pub » : 460 F, 730 F et 1040 F pour une, deux ou trois nuits. Le choix est assez large pour que vous évitiez *The White Horse*, à Boughton, à l'accueil aussi froid qu'une dinde congelée. Renseignements au 42-66-40-17 et dans les agences de voyages.

Quelques adresses pour le shopping. Pour le coup d'oeil : Harrods (Brompton Rd). Pour le shopping « branché », deux galeries-souks : Kensington Market (49, High Street Kensington) et Hyper Hyper (en face) ainsi que Avirex (Oxford St.). Les articles de sport : Lilywhites à Piccadilly Circus. Les disques : Virgin Megastore (14, Oxford St.). Les marchés aux puces : le vendredi, le Caledonian Market (Abbey St); le samedi, le Portobello Rd Market à Notting-Hill-Gate; le dimanche, Brick Lane Market et Petticoat Lane Market (Middlesex St.); le samedi et le dimanche, Camden Market, où on peut se rendre en bateau de Bloomsfield Rd.

Pour circuler à Londres, acheter, avant votre départ, le *Visitor Travelcard*, qui permet d'utiliser à volonte bus et métro (120 F pour trois jours) avec des réductions sur les entrées des principales attractions locales, dont le Rock Circus à Piccadilly Circus (version rock des figures en cire de Madame Tussaud's) et le sophistiqué Museum of the Moving Image (South Bank, Waterloo), consacré à l'histoire du cinéma et de la télévision.

Pour se restaurer dans une ambiance animée, le Rock Island

Diner à Piccadilly Circus (musique et humour), le Texas Lone Star Saloon (154, Gloucester Road) pour la musique country et le Hard Rock Café (Green Park), si la queue devant la porte ne vous rebute pas. Sans oublier les pubs, bien sûr, pour l'atmosphère et le décor. La cérémonie du thé, elle, se déguste chez Fortnum and Mason ou dans un grand hôtel, mais il faut savoir que c'est cher et habillé. Pour les spectacles (comédies musicales notamment), mieux vaut réserver de Paris (45-04-16-00) et s'y prendre à l'avance.

Changer de rythme en allant voir « The Great Age of British Watercolour », une rétrospective (1750-1850) des œuvres des grands aquarellistes britanniques. A la Royal Academy of Arts (Burlington House, Piccadilly), tous les jours de 10 heures à 18 heures, jusqu'au 12 avril.

Pour les plus pressés, le vol charter Corsair, filiale de Nouvelles Frontières (42-73-10-64) à 690 F A-R les vendredis et dimanches, les vols quotidiens de Forum Voyages (à partir de 760 F) et les vols spéciaux proposés les 13, 14 et 15 janvier par la compagnie Air Liberté dans le cadre d'un « Spécial Londres » qui, pour 950 F par personne, permet de profiter des soldes de Harrods en partant le matin et en regagnant Paris le soir même. Renseignements au 40-26-25-55 et dans les agences de voyages. Pour les hôtels, les tarifs proposés par Forum Voyages (47-27-77-07) dans les établissements de la chaîne Forta.

Pour se renseigner. Trois guides pratiques chez Hachette : le Guide du Routard, (69 F), pour ses adresses, le Guide Visa (79 F), et le Baedeker (99 F), qui est doublé d'une excellente carte de la ville. Et une bonne adresse : l'Office du tourisme de Grande-Bretagne, 63, rue Pierre-Charbon, 75008 Paris, tél. : 42-89-11-11.

De notre envoyé spécial
Patrick Francis

Guide

● A l'origine de cette inédite route vers l'or blanc du Caucase, l'alliance d'une chaîne hôtelière autrichienne (Marco Polo) et d'un voyageur suisse (Alpin Travel), avec la bénédiction de la jauna et fragile République de Géorgie, soucieuse de développer l'activité touristique en dépit de l'instabilité politique actuelle et des tensions dans les régions frontalières.

Y aller. La formule individuelle (en famille ou entre amis) est la plus convéniente. Date du séjour à votre choix. La forfait proposé comprend cinq demi-journées d'hélicoptère (600 F environ par demi-journée supplémentaire), la séjour s'affaissant à la date de son choix. Le vol notifié Vienne-Tbilissi (départ et retour le samedi) est assuré, valant qua vala, par la compagnie Aeroflot. Faire prauva de patience en cas de retard ou de manœuvres douaniers (pour la forme) à l'aéroport de Tbilissi. Visa délivré sur place : prévoir 40 dollars. Prix tout compris, au départ de Vienne : 15 000 F. Vol Paris-Vienne A/R sur Air France ou

Austrian Airlines : 2 000 F jusqu'au 31 mars. Renseignements : Marco Polo, A-1030 Vienne, tél. : 19-43-1-715-55-30-423 (demander Gabriella Watachingar), fax : 1-9-4-3-1-7-1-5-55-30-28. Son représentant français, la voyageur CGT Laportours (82, rue d'Hauteville, 75010 Paris, tél. : 40-22-88-16), constitue des groupes de vingt personnes. Départs de Paris, via Moscou, la 13 février. Prix : 19 920 F, avec trois demi-journées d'hélicoptère.

L'hélicoptère. L'encadrement est assuré par des guides suisses connaissant parfaitement la région skiable. Les groupes de dix skieurs sont constitués en fonction du niveau technique et de la condition physique. Le matériel de ski peut être loué sur place. L'équipement de sécurité est fourni : émetteur-récepteur en cas d'avalanche, système de ballon gonflant maintenant le skieur au-dessus de la coulée de neige. Liaison radio constante avec un hélicoptère et un médecin du par-

mananca à la base. Tanua de sporta d'hiver classique. On skia entre 2 000 et 3 500 mètres, voire à plus de 4 000 mètres à la fin de l'hiver, au rythme de quatre à cinq déposes en hélicoptère (durée moyenne du vol : 5 minutes) par demi-journée. Déjeuner copieux et chaud à l'hôtel, puis on repart. Le domaine, dominé par le mont Kasbak (5 047 m), s'étend sur la superficie équivalente à dix départements français. On recense plus de cent cinquante itinéraires différents (dont une dizaine sur glaciers) et un séjour d'une semaine par-mat à peine d'un affecteur le tiers. Gudauri est à la latitude de Naples et il y fait rarement moins de -15°C. La neige tombe en abondance et l'air sec contribue à la qualité d'une neige légère à souhait. La saison s'étend de décembre à la fin avril.

Lorsque la météo empêche les sorties en hélicoptère, les skieurs disposent de quatre téléskis de la facture européenne donnant accès à de belles pistes damées.

A savoir. La connaissance de l'anglais est recommandée pour pouvoir communiquer avec l'encadrement autrichien et suisse. Construit en 1988, le club-hôtel de Gudauri, ultra-moderne, met à la disposition de ses clients boutiques d'artisanat local, piscine, tennis, sauna, bowling, massage, salle vidéo, etc. La monnaie locale est le rouble mais, comme partout dans l'ex-URSS, le dollar américain est roi.

Pèlerinage himalayen

Des milliers de personnes sont attendues. Venues de tous les points de l'Himalaya, ces pèlerins, proches de Darjeeling, au Bengale occidental, attirés par une cérémonie peu connue et pour ainsi dire familiale puisque le héros, l'âme devrait-on dire, de la fête sera un jeune garçon. Cérémonie bouddhiste de bénédiction marquant l'entrée dans l'ordre monastique des lagypa de cet enfant de deux ans et demi, réincarnation reconnue d'un grand maître tibétain disparu, Kalou Rimpoché.

Kalou Rimpoché, originaire du Kham, au Tibet oriental, dut quitter son pays envahi par les Chinois. Ce fut l'un des grands maîtres à penser du bouddhisme tibétain (cf. *Paroles et visages de Kalou Rimpoché*, éditions Claire Lumière, mass de Vinsargues, Cazan, 13116 Vernegues, tél. : 90-59-12-21).

Le 25 février prochain, l'enfant sera officiellement intronisé en tant que réincarnation du maître par Sa Sainteté le Dalai-Lama, chef spirituel des Tibétains. Au-delà du rituel digne, coloré et fastueux, une grande liesse entourent cette cérémonie. C'est tout l'intérêt de ce voyage qui sera pour le néophyte un déracinement. L'itinéraire (du 20 février au 7 mars, 18 600 F), préparé par la fondation Alexandra David-Néel et par Peuples du monde (10, rue de Montmorency, 75003 Paris, tél. : 42-72-50-36), passera par Darjeeling, Kalimpong, Gantok et Dharmasala, siège du gouvernement tibétain en exil. Une variante (mêmes dates, 21 900 F) comportera quatre jours au festival de Punakha et à la « danse - inoubliable - des chapeaux noirs ».

TÉLEX

De prestigieux parrains - l'UNESCO notamment - pour « Les annales de la mémoire », une exposition de la ville de Nantes consacrée au commerce colonial transatlantique de la fin du XVIII^e siècle au milieu du XIX^e siècle. Le phénomène de la traite négrière y occupe une place importante. Une manière de rappeler l'apport de l'Afrique et du peuple noir à la construction du Nouveau Monde et de dénoncer les formes actuelles d'attitude aux droits de l'homme. Jusqu'au 4 février au château des ducs de Bretagne, tous les jours sauf le mardi, de 10 heures à 18 heures. Renseignements sur les manifestations culturelles associées à cette exposition au 40-14-39-66.

Week-end de prince dans trois des plus beaux châteaux de la région. A Sassetot-le-Mauconduit (35-28-00-11), à 15 km de Fécamp et à 2 km de la plage des Petites Dalles où se baigna l'impératrice Sissi qui séjourna dans ce château en juillet 1875. Chambres de 395 F à 695 F. Au château des Aygues (35-28-92-77), sur les hauteurs d'Etretat, un lieu prisé par les rois d'Espagne. Une chambre spacieuse (650 F) et une suite à 850 F. Ou au château de Diane (35-27-76-02 et 35-42-64-19), sur la côte d'Albâtre, à 10 km d'Etretat, dans un parc de 7 hectares. Quinze chambres, de 290 F à 800 F pour « la chambre de Diane » (boiseries et cheminées). Renseignements au Comité départemental du tourisme

de Seine-Maritime (35-88-61-32).

Plus de 120 destinations neiges, assorties de nombreux forfaits week-end (notamment à Megève, Argentières et aux Deux-Alpes), sont proposées par Lagrange Vacances en janvier, période idéale pour s'offrir à prix doux le luxe des grandes stations et des grands hôtels. Avec des cours de ski moins chers et du matériel à prix réduits lorsqu'il est loué à l'avance. Renseignements par Minitel 3614 Lagrange et dans les agences de voyages.

15° Foulée blanche, le dimanche 24 janvier, entre Méandre et Autrans, sur le plateau du Vercors (Isère), à 30 km de Grenoble. Plus de 10 000 coureurs, amateurs ou skieurs confirmés, participent à l'une des 3 épreuves (7, 20 ou 42 km) de l'une des plus populaires parmi les courses de ski de fond françaises. Inscriptions jusqu'au 8 janvier : Foulée blanche, Centre sportif nordique, 38880 Autrans (tél. : 76-95-37-37). Informations sur l'hébergement à l'Office du tourisme d'Autrans (tél. : 76-95-30-70), au Syndicat d'initiative de Méandre (tél. : 76-95-20-68) ou à la Maison des gîtes de Fraoce (tél. : 47-42-20-92) qui accorde une réduction sur les séjours compris entre le 16 et le 30 janvier.

Sélection établie par Patrick Francis et Danielle Tramard.

Avec Le Monde sur Minitel

GAGNEZ UN VOYAGE EN THAILANDE

pour deux personnes avec **Jumbo**

36.15 LE MONDE

Tapez JEUX

مكتبة الأنجلو

1 soldes

Les plus délicats, c'est toujours de passer la porte à tambour, après ça s'arrange. Vie de palace.

Le plus délicat, c'est toujours de passer la porte à tambour, après ça s'arrange. Vie de palace.

Le plus délicat, c'est toujours de passer la porte à tambour, après ça s'arrange. Vie de palace.

AU Mandarin de Hongkong, le Chinois qui surveillait de sa guérite la bonne marche de l'étage proposait trois façons d'empêcher les cols de chemise : la dure, la semi-rigide et la demi-molle. Livable dans les deux heures. A l'Atlantique de Hambourg, autre endroit réputé pour débarrasser, vite fait bien fait, le voyageur des poussières de la route, le préposé aux baignoires en avait dégustées de très remarquables, roondes comme des U-boat, rapides et de manettes satinées aux chromes les plus fins. Ce n'était plus vraiment des baignoires, plutôt des immenses encaux profonds ; le seul souci était de savoir comment remonter à la surface. Rico de comparable, pourtant, avec les antiques servis par le coiffeur du Bristol de Buenos-Aires qui, des sous-sols de l'hôtel, ébranlait la queue de ses élicots à la serviette chaude tout en faisant méchamment siffler ses grandes nergues comme pour prévenir le patient qu'après le feu du rasoir il lui faudrait affronter les regards que l'on réservait ici aux hommes à la peau un peu trop lisse. Mais la cérémonie valait l'épreuve.

Les palaces aiment les clients nets. C'est leur luxe et la garantie pour eux de pouvoir savonner avec plus de méticulosité encore les nates de fin de séjour sur lesquelles, avec bonne conscience, ils font glisser leurs botes. Encore que les milliardaires soient devenus aujourd'hui plus regardants et qu'un les vaine moins jeter leur argent par les fenêtres, fussent-elles celles de ces établissements d'oi il faisait bon dans des temps meilleurs, proclamer sa fortune et donner des vêtements à l'État. Il n'empêche, toute capitale qui se respecte se doit de posséder sa batterie de grands hôtels et de faire en sorte d'en flatter les meilleurs pour mieux les mettre en joute avec la concurrence. Il y va de son honneur. A quoi ressemblent Londres sans le Savoy, Paris sans le Crillon, New-York sans le Waldorf Astoria ? Tous refuges de haut bord pour ces errants qui chavirent d'un continent à l'autre à la recherche de la chambre la plus spacieuse et de l'homme aux clés d'or le plus discrètement



Le Savoy, à Londres.

ABRAHAM/NETWORK/RAPHO

Nuits sous les étoiles

expérimenté. Ainsi le palace – du mot anglais *palace*, qu'on pourrait facilement traduire par *palace* – aurait-il cette double fonction de donner un toit aux bien lotis et de rendre fréquentable la cité qui sait en l'offrir les ors. Châli, avec la permission d'être ailleurs, on est chez soi.

La ville accourt au moindre comp de sonnette et livre sur un plateau ce qu'elle sait faire de mieux. Mortelles tentations et martels tracas pour le personnel, chevaliers et serveurs sans reproche de toutes les lubies du voyage. Du mou pour le guépard de Susie, fameuse emmerdeuse, des rideaux de deuil pour les fenêtres d'Alan, fameux écrivain, un piano en état

de frappe et deux jeunes cantatrices d'occasion pour le fameux concertiste, une bouillotte chauffée au whiskey pour un Irlandais, aux pieds froids, avec en urgence le prête de garde le plus proche pour ce financier silencieux qui rôdait déjà depuis trop longtemps dans sa suite nuptiale, l'œillet froissé à la boutonnière, une mauvaise banqueroute en bandoulière. Pas simple tant ça. Savoir gérer. Continuer de ramer dans cette mer des Sargasses de l'argent facile où la mélancolie tourne vite à la catastrophe. Tenir la barre. Clientèle fragile.

Les palaces sont des parts francs que rien n'effraye, que rien ne peut atteindre. Leurs excès les protègent. Ils seront les derniers témoins de cette passion pour la transaction voyageuse, les dernières ruines débout de cette cité ultime où il faisait bon venir se sàntuler de dépaysement et d'« anomy » non voulus. « Bonjour, Louis », « C'est moi, allez-vous George ? », « Ah ! monsieur Marcel »... Le théâtre du maintien et ses conventions. Personne n'est dupe, tout le monde joue le jeu. On le joue différemment selon l'endroit que l'on a choisi et les habitudes que l'on y a prises. A Paris, la gamme des halles de ce style apparaît comme assez souple. Dans leur livre *Palaces et grands hôtels*, Bernard Etienne et Marc Gaillard notent ce distingué de climat qui fait la différence entre les sévères à col cassé et les

distingués bobèmes à clientèle trite, entre les intranchables et les déjà touchés.

Il en ont récolté seize, du Bristol de la rue du Faubourg-Saint-Honoré, au Trianon Palace de Versailles – extension admise si l'on se souvient que Rockefeller y prenait ses quartiers pour mieux se mettre dans l'ambiance des travaux de restauration qu'il faisait entreprendre au château afin que Louis XIV cesse de dormir à la belle étoile. Seize, tous avec un plus ou moins solide passé à réclamer, seize avec forcément beaucoup d'histoires à raconter. Trop. Mais trop est quelquefois suffisant pour s'amuser à faire descendre des émoires ces ébréchures mon-

Plus sérieux, moins intimes, plus protocolaires, les grands, les classiques : le Meurice, le George V, le Lutetia, le Plaza-Athénée, le Bristol... Un cran au-dessus : le Crillon et le Ritz. Là, on touche au sublime. Vieilles maisons, travail entièrement fait main. De l'art. Hôtels pour monarques, le client y est immédiatement fait roi. Même quand il y débarque une mitraille à la hache, la démarche peu sûre, et libère le bar – la ville l'avait été la veille – aux cris de vive la France ! et du Martini dry !, avant d'aller se coucher. Et là, Hemingway est persuadé qu'on peut difficilement trouver mieux pour adapter la position allongée que les lits du Ritz larges comme des terrains de tennis, « tout en cuivre » avec sous la tête « un traversin de la taille d'un zeppelin et quatre oreillers carrés remplis de vraie plume d'oie, deux pour moi et deux pour ma compagne, délicieuse ». Délicieuse, sûrement.

Jean-Pierre Quélin
► *Palaces et grands hôtels*, de Bernard Etienne et Marc Gaillard, Editions Atlas, 350 F.

PARCOURS

Sainte-Lucie le Nobel et l'éléphant

Suite de la page 27

La scène est au Sunset Bar, en face de la baie. Sur la droite, la presqu'île de Pigeon Island, avec ses vestiges militaires, ses grottes de pirates, son parc protégé. Je n'aurai pas le temps de visiter la base du flibustier François de Clerc, dit « Jambé de bois », le premier Européen à avoir séjourné sur l'île et qui aimait à taquiner les gâtons espagnols. Un oiseau tout noir s'est posé sur ma table. Plus petit qu'un merle, le plumage luisant, la queue en panache, le bec précis et pointu, une classe assez britannique. Son nom ? Passav.

Des Anglaises très blanches se risquent sur la plage quelques instants, pudeur et prudence. De Jeunes Créoles acceptés au comptegouttes par leurs cousins vigiles qui déboulent, armés de talkies-walkies, proposent leurs services : une sortie en mer, un récital reggae, plus si accord. Mity Pep, vingt ans, chante à Castries, mais aussi à Saint-Vincent, aux Barbades : « Quand j'ai su que Walcott avait eu le Nobel, je me suis précipité sur ma guitare et j'ai écrit une chanson en son honneur. » Ce roi du calypso n'est pas le seul à avoir

réagi en musique. Au Carrefour mondial des virtuoses de la guitare, qui était sa dixième édition à Fort-de-France (1), le groupe Boo Hunkson dédiait son blues d'ouverture. *Chaussée to Stockholm*, au grand homme.

Le bar de la piscine du Royal est au milieu du bassin. Les Américains adorent siroter leurs biurbons avec de l'eau jusqu'à la taille. En attendant le retour du corsaire, je me relis des passages de son seul livre traduit en français, *Le Royaume du fruit-étoile* (2) : « Matelot au crâne rouillé et aux yeux glauques, / un m'appelle Chabbi, le surmon en patois, de tous les nègres rouges. / Je ne suis qu'un nègre rouge qui aime la mer. / J'ai reçu une solide éducation coloniale, / j'ai du Hollandais en moi, du nègre, et de l'Anglais, / et soit je ne suis personne, soit je suis une nation... »

Le voici enfin, retour du bain, une serviette autour du cou. Maître et chabbi à n'en pas douter, la paupière laide, le nez épilé, la moustache grise à reflets dorés du fumeur, mais rien de glauque dans le regard, vif et vigilant. L'entretien sera brève, après



L'Anse La Raye, à Sainte-Lucie.

une journée fatigante de tournage. On a filmé sa maison natale, Chaussée Road. Il y est né le 23 janvier 1930, d'Alis, l'institutrice, et de Warwick Walcott. L'autre Nobel de l'île, Lewis, est aussi né un 23 janvier, mais en 1915. Ce n'est pas la seule coïncidence dans sa biographie. Son frère jumeau, Roderick, est lui aussi auteur dramatique renommé et professeur de littérature (à Toronto, alors que Derek enseigne présentement à Boston). Génétiste dérangeante, ne nous attardons pas sur le sujet.

Le Nobel, il le prend avec

humour. Cela aide. Même les Français ont fini par le découvrir, grâce au flair de Claude Lutz, l'éditeur strasbourgeois. Gallimard, qui l'a refusé à deux reprises, va peut-être se raviser. Pourrait, Salman Rushdie, Robert Graves, Joseph Brodsky avaient, bien avant l'attribution du prix, salué en Walcott le plus grand poète d'expression anglaise. La plupart de ceux qui le couvrent aujourd'hui de louanges, à Sainte-Lucie comme ailleurs, ne connaissent pas le titre d'un seul de ses livres. On lui prépare ici, pour le 23 janvier, un anniversaire

retentissant. Le détail des réjouissances – discours, concert, réception, dîner de gala, rencontre entre les deux Nobel saint-luciens – figure déjà sur le bureau du directeur de la culture. Espérons que l'éléphant ne sera pas oublié. Mais Walcott n'a pas accepté que l'on débaptise un square de Castries en son honneur.

La foi de son enfance dans l'Eglise méthodiste de Chisel Street ne l'a pas tout à fait quitté. On sent qu'il aimerait, à l'instar du marin de sa goélette, pouvoir s'écrire : « J'appartiens aux arrière qui craignent

encore Dieu. » Il revient rarement à Sainte-Lucie. Pour cause d'insularité étouffante ? Non, il passe une partie de l'année sur une autre île, Trinidad, où il animait un atelier de théâtre. Mais sa poésie est d'ici, c'est incontestable, ou, mer, lumière, souffles et moiteur. Tout Baudelaire, moins le luxe. Ordre et beauté, calme et lucidité. Au Blanc colonisateur, qui a troqué le fouet contre une carte de crédit et pense n'être pas le plus mal placé pour éprouver de l'extérieur, par contraste, l'exubérante antillanité environnante (et pourtant, il lui en faut parfois de vouloir chevaucher le soleil à cru), Walcott, le chanteur de l'île lucide, retourne le compliment :

« Etrange que la rancœur de la haine ait habité ce réveil de fleuves lents et d'ombrelles-nénuphars, dans les photos des nobles familles coloniales d'autrefois, racornies non par le temps, les acides ou le feu, non aucunement, / mais parce que dans leurs marges, innocemment exclus, se tenaient le valet d'écurie, le boucher, la bonne, les jardiniers, les métayers, les bons Nègres en bas dans le village, / la bouche serrée dans l'étouffement du cri silencieux. »

De notre envoyé spécial
Max Genève

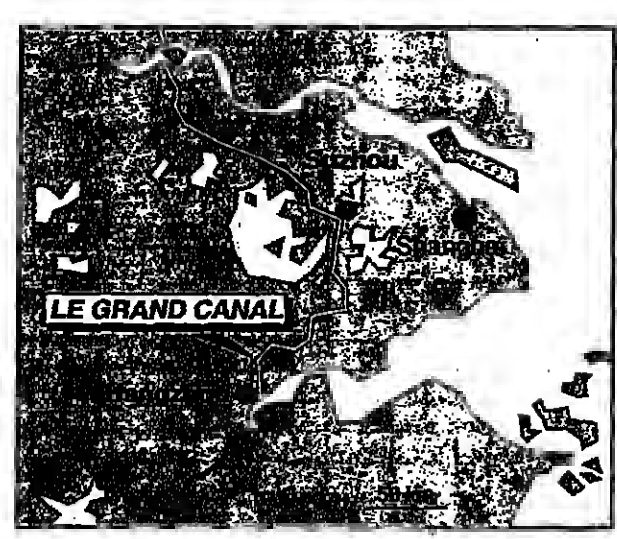
(1) Lire le compte rendu de Francis Marmande dans le Monde daté 6-7 décembre 1992.
(2) Traduction Claire Malraux, édition Cécile Diffusion Harmonie Mundi.

paix

Chine

la Grande Muraille d'eau

Le grand canal chinois n'est pas seulement un monument : le plus long du monde, près de 1800 km, reliant du nord au sud, depuis la fin du XIII^e siècle, les principaux fleuves du pays. Il est encore une voie de liaison animée. Parcourez, de nuit, de jour, de Hangzhou à Suzhou.



TOHU-BOHU sur le quai du Grand Canal à Hangzhou. « Kua, kua », « Vite, vite ! », jettent les marins déjà affairés à la manœuvre. A peine le temps de poser votre sac sur la couchette, de sentir l'odeur forte des latrines, de dire deux mots à vos coturnes - de jeunes businessmen cantonnais allant acheter de la soie à Suzhou avant de la revendre à Hongkong - et la fanfare des sirènes ouvre le bal. Les bateaux s'arriment l'un à l'autre, trois par trois, mugissent à qui mieux mieux : les matelots se rudoient de bord à bord, manient jureusement leurs gaffes. Et, comme nos touristes en Chine, le miracle s'accomplit. Le chaos s'estompé, après abordages et disputes qui n'en sont pas. Les trains se sont formés. Comme chaque soir à 17 h 30, le même manège se déroule à la nuit tombante. Un concert à faire pâlir certains compositeurs contemporains.

Direction, l'un des lieux mythiques de Chine : Suzhou, la « Venise orientale », à 150 kilomètres de là, soit quatorze heures en bateau-mouche couchettes.

Il est une autre formule dont on vous rebat les oreilles : « Au ciel, il y a le paradis ; sur terre, il y a Hangzhou et Suzhou », vieux dicton qui en dit long sur un certain nombrilisme bien naturel en cet Empire du milieu.

Hangzhou, son lac de l'Ouest, son île infernale, Xiaoyingzhou - « l'île des Petites Mers », - une île en trompe-l'œil comme on aime ici, une île-miroir inondée quotidiennement par des milliers de tonneaux chinois se photographiant mutuellement à tour de bras. Cocasse et étouffant. Hangzhou et sa célèbre Académie des beaux-arts où séjourneront de nombreux peintres, parmi lesquels un certain Zao Wou-Ki.

A l'est, la montagne Nanping où, chaque année, s'exercent par centaines des adeptes du taichichuan et du qigong. A l'ouest, la source de Longting et son fameux thé tant prisé des connaisseurs. Et, au bord du lac, suivant les heures, un spectacle permanent : tôt le matin, celui des danseurs de rock et de paso-doble en blouson de soie rouge et talons hauts. Plus tard, le temps des chanteurs amateurs accompagnés par des joueurs d'erhu - vieille à deux cordes, - puis celui des promenades familiales en barque ou en pédalo canards.

La nuit sera câline au point qu'il est impossible de trouver un banc libre. Ici, à Hangzhou, commence la Chine du Sud, verdoyante, pommeleée de collines, la belle Chine. Ici s'arrête le Grand Canal qui trace son chemin depuis Pékin.

Le bateau s'en va parmi les vieilles maisons de Hangzhou, les usines et les HLM flamboyants. Les passagers penchés au bastingage sont brusquement sommés de rentrer leur nez. Motif : le franchissement d'un pont à dos rond si étroit que les embarcations s'y éraient régulièrement les flancs. La manœuvre est d'autant plus délicate qu'il fait nuit noire. Manœuvre réussie. Déjà le cuisinier du bord s'assied sur un tabouret dans la minuscule cabine. Va pour le poisson caramélisé, les aubergines frites à l'ail, les crevettes sautées... L'addition se règle avant : 60 yuans. Elle peut paraître salée, mais en Chine le poisson coûte cher. Le tout, pris à la « carling » du bord (le mot est chinois) est d'ailleurs délicieux, la bière à peine tiède, et le riz servi *in fine*.

Derniers regards sur les barges sombres et les péniches croisées ou doublées par centaines. Le sommeil sera souvent perturbé par de lancinants coups de sirène.

Inconsciemment, l'idée a priori d'un grand canal désuet, à l'abandon, commence à s'effacer. Bien au contraire, celui-ci demeure un axe vital de circulation et de transport de marchandises. Comme au temps des Mongols, des Ming ou des Mandchous.

Début à 5 heures. Le temps pour les paysans de s'en aller aux champs lever la houe. Le temps pour les bateliers de guetter le prochain obstacle, une main sur la barre, l'autre enfouie dans la poche d'un vieux manteau matelassé. Il fait frisquet. Perce le sentiment encore diffus d'une seule et même communauté comme retirée du monde. Malgré la pétarade des moteurs - rares sont les bateaux à rames, - il règne une sorte de

silence, de connivence quasi secrète. Les saluts se font discrets. Peu de signes ostentatoires de reconnaissance. A quoi bon ?

Aléatoire, on devine l'immense toile d'araignée aquatique des innombrables petits canaux, qui filent d'est en ouest, au-dessus desquels sont parfois suspendus de grands carrefours.

L'aube naissant, de grandes maisons blanches au toit de tuiles vernissées apparaissent le long de ces bras d'eau, dans un ordre impeccable qui respecte le feng-shui, la millénaire géométrie chinoise. Quelques ponts à dos très rond obligent les cyclistes matinaux à une sacrée gymnastique ; des bords annoncent la banlieue de Suzhou.

8 h 30 : tout le monde descend, saute de bateau en barge, embarque dans des cars à touristes munis de haut-parleurs hurlant, dans des taxis, des rickshaws... En route pour l'autre paradis !

Suzhou, un paradis ? Certes, non. Certains quartiers sont en voie de destruction ; les canaux paraissent pour le moins pollués ; les constructions neuves n'embellissent pas les abords de l'ancienne cité. Pourtant, Suzhou semble la plus séduisante, la plus accueillante des vieilles villes chinoises. Petite, elle se traverse à bicyclette en une demi-heure. Les sampans vernissés vous tendent les bras. De jardin en jardin, une journée suffirait presque à en faire le tour - et les détours - pour découvrir les plus beaux *peijing* - les bonsais chinois, ancêtres des japonais, - parcourir les venelles au bord de l'eau, assister par hasard à une cérémonie taoïste dans un temple ceinturé par les boutiques de marchands de fringues soyeuses, rêver, le soir venu, au carrefour de plusieurs ponts minuscules à l'heure où les gens de Suzhou entament leur dîner et se laisser tenter par un de ces troquets aux murs de chaux bien blanche où l'on déguste les spécialités locales : les fameux *hundun*, petits raviolis cuits à la vapeur, le canard « crispé », le poulet à la pastèque, le bœuf des crevettes et de crabes ou bien les crabes velus d'eau douce au gin-

gembre avec sauce de soja et pour finir une soupe aux plantes aquatiques du lac Taihu.

Lendemain matin, 5 h 30, à la gare maritime. Un vieux « chemineau » achète laborieusement son ticket. Il paie 1,20 yuan. Pour Hangzhou, le voyage coûte 6,10 yuans, soit moins de 6 F (30 yuans à l'aller). L'embarquement se fait dans la foule.

Les couchettes à l'aller avaient semblé spartiates. L'omnibus matinal est à classer dur, très dur. Banquettes de bois bien droites, vue au ras des paquerettes et fréquentation en dents de scie. Si, en départ, les bancs sont clairsemés, occupés par quelques joueurs de cartes acharnés, des corps endormis, un ou deux couples de paysans et quelques chemineaux, certaines sections apporteront de forts contingents de passagers et aussi de vélos, de valises et de paquets en tout genre.

Heureusement, un « long-nez » a droit à certains accommodements. Il peut s'asseoir, lui et lui seul, à la proue, occuper après le lever du soleil le pont supérieur. Deux postes indispensables à l'observation du spectacle qui ne cessera de se dérouler pendant les douze heures du retour vers Hangzhou.

Images dominantes : la vie des marins. Les frôlements, le lent dépassement des longs trains de péniches, les croisements annoncés par le langage des sirènes donnent à voir dans toute son intimité le quotidien d'une population en marge, ici plus qu'ailleurs, semblable à elle.

Peu à peu, le sentiment diffus devient évidence : ces gens-là, marins, mi-nomades, échappent à la Chine que nous croyons connaître. On devine à quel point ils sont soudés à leurs péniches, à leur vie de couple, à leurs enfants vivant à bord. Certains gestes, certaines émotions trahissent cette marginalité tranquille. Comme la peur de l'accident qui donne aux femmes campées à la pointe, drapées de robes agiles au vent, des allures de figures de proue bien vivantes. Cette scène se joue aux

grands carrefours qui jalonnent le parcours.

L'instinct ne manque ni de magie, ni de suspense. Tous ces bateaux qui filent vers les quatre points cardinaux paraissent à la fois agressifs et fragiles, près de l'abordage. Mais non. Les drapés claquent ; une voix rauque s'élève ; les caravanes s'esquivent et passent.

En temps ordinaire, peu ou pas de paroles. Le bruit des moteurs couvre les voix. Les regards suffisent. Souvent la femme guette à l'avant en tricotant, en jouant avec l'enfant, en écaillant un poisson. Parfois aussi « la moitié du ciel » pilote elle-même. On peut alors apercevoir l'homme endormi sur une couchette ou bien en train d'alimenter le brasero du bord.

Sur certaines péniches, les chargements sont tellement volumineux que l'on barre avec ses pieds, la tête hors de la dunette. Mais que transportent-ils sur le Grand Canal ? Du charbon, des briques, beaucoup de briques fabriquées sur place, des pierres, du carton, des bidons, du sable, du bambou, du fret non identifié et des passagers sur de rares bateaux-mouches, dont le nôtre. Point de touristes étrangers, du moins en cette saison, ni de Chinois non plus d'ailleurs, mais des cohortes de paysans aux fameuses vestes bleues, portant halots, palanques, roulant vélo, trimbalant canards, poules caquetantes, portant bébés nus au sein. Il y a là des femmes en foulard, visage huliné de vieille squaw, des « intellectuels » à lunettes appliqués à lire le journal de la province ou une B.D. et nos éternels joueurs de carte.

Chacun paie son écot au vendeur-contrôleur revêtu. Les vieux chemineaux qui faisaient semblant de dormir depuis trop longtemps sont sommés de payer un supplément ou de débarquer. L'intervention inopinée de l'« étranger » produit un drôle d'effet : si son argent (10 yuans) est refusé - de quoi se mêle-t-il ? - au moins les deux vieux pourront-ils continuer jusqu'au bout sans bourse délier.

Les joueurs de cartes aussi sont mis à contribution. Eux préfèrent

payer. De petites coupures froissées sortent de gilets rapiécés à souhait. Sourires entendus.

Ce jeu-là les amuse autant que les tarots chinois. Et la conversation s'engage. Premier stade qualitatif : « Ni shi nei guo ren ? Vous êtes de quel pays ? » « Fagua », la France (mot à mot « le pays de la loi »). « Et vous ? - De la province de l'Anhui » (à l'ouest de Suzhou). « Et vous allez ? - Au sud, pour trouver du travail ».

Les familles resteront dans l'Anhui, une province aux zones très contrastées. Parfois riches, parfois désespérément pauvres. Là-haut dit-on, la misère rôdait voici peu. Comment savoir ?

Ils ont la quarantaine, mais paraissent cinquante ou soixante ans. Visages ridés, hâlés. Un baluchon pour tout viatique. Ils sont résignés et souriants, curieux de savoir pourquoi cet étrange « étranger » s'avigne avec eux sur ce vieux rafiot dégingolé. Dans quelques mois ou dans un an, ils retourneront au pays. On les appelle des *mangliu*, des travailleurs errants (mot à mot : « le flux aveugle ») attirés par le mirage des nouvelles « zones économiques spéciales » des provinces du Sud et le vertige des Hongkong-dollars.

Au bord de l'eau, le spectacle est permanent. Rien de grandiose mais mille saynètes, des détails qui surgissent à chaque instant ; les futurs passagers massés à l'embarcadere, prêts à se ruer sur le pont, « à la chinoise » ; les tailleurs de mûrier, arbre-mûre de ce pays de la soie et de l'eau ; les belles portant « bananes » et pulls fluos longéant nonchalamment le canal ; les pêcheurs en torse nus - ligne, filet, nasse, carrelot - les paysans grattant inlassablement la terre.

Passent les heures. Chacun grignote son casse-croûte. A bord, rien à manger. Que faire ? Penser au soir qui viendra...

L'invitation ne s'est pas fait attendre. « *Chifan, Chifan* ». A table, à table ! Les marins invitent avec malice et un plaisir non dissimulés l'étranger inconscient.

Une fois franchi le baillard d'arrière, chacun s'assied soit dans le canot, soit au bord de l'eau, sur la plate-forme où trônent les deux plats principaux : de la viande de porc et ce bon vieux riz. Délicieux ! Selon la tradition, le repas est pris avec un lance-pierre et le bol rincé aussi vite. Un grand merci à la cuisinière, à l'équipage et surtout au capitaine bon enfant.

Retour près de la cabine de pilotage. « Aucun ennui. A peine a-t-on le temps de lire le texte lumineux de Simon Leys sur « Les Chinois et leur passé » dans le Guide bleu.

Comme par hasard, c'est à ce moment que notre omnibus croise un enterrement fluvial ; deux péniches à la queue-leu-leu remontent le canal. Sur la première, bien en évidence à l'avant, un cercueil couvert de blanc - la couleur du

deuil - et de rouge. Une quinzaine d'hommes et de femmes eux-mêmes drapés de blanc, le front ceint d'un bandeau s'étendant de ce voisinage incongru, et éclatent de rire à la vue d'un objectif indiscret. En Extrême-Orient et particulièrement en Chine, le rire n'a pas forcément le sens que nous lui connaissons. Il apparaît souvent comme un moyen de défense, un masque subtil qui cache la gêne, la surprise justement. Le rire éclatant souvent le long du canal. Et pour cause : la plupart des bateliers et des enfants semblent n'avoir jamais vu, de leurs yeux vu, un « long nez », un *pi-z* ; un étranger, *wai guo ren*. En japonais, *gai jin*... et en gitan *gadjo* ! Allez savoir.

Cette découverte inopiné de l'autre signale à quel point ces gens-là vivent en marge du grand corps de la société chinoise. Le Grand Canal vit à des lustres de la Chine qui fait parfois l'actualité, celle du boom économique si visible d'une certaine libération de mœurs, cette Chine qui rattrape à grand pas l'ère du fax et du téléphone portable et mime jusqu'au pastiche la civilisation occidentale fin de siècle. Il faut voir ces couples et ces enfants vivre à l'heure salubre, cuire les aliments sur des braseros, les femmes confectionner des sandales de paille, ou un enfant plongé dans son étude. Ces gens-là connaissent un autre temps, un autre rythme, une vie très proche de celle de leurs ancêtres marins. Le Grand Canal ressemble à une île et les bateliers à des liens.

Il se dégage de cet ensemble une force qui touche non seulement les péniches et leurs équipages mais le monde rural alentour, happé par l'énergie du Canal. Axe de communication, il est aussi lieu de production, au bord duquel fourmillent au sud les briquetteries, les usines (polluantes) et, plus au nord, les réserves de pêche, les habitats lacustres sommaires, la culture - à peine visible en cette saison - des vers à soie. Peu de guinguettes, de ces petits troquets si fréquents ailleurs. Une preuve supplémentaire de l'autarcie de ce peuple nomade.

Au coucher du soleil, les paysans de l'Anhui font une tentative pour occuper le pont supérieur et bavarder à nouveau. Peine perdue. Le cerbere de service les en délogera. Seuls des militaires très dignes seront autorisés à partager le poste d'observation. Regards lointains, sourires distants, les marins commencent à ranger, à préparer leurs vélos, versent les derniers seaux d'eau sur le pont. Un grand soleil rouge s'est couché au-delà des cultures et des étangs.

La hanlieue de Hangzhou se signale avec des chantiers navals, pour la plupart à l'abandon. On passe le fameux vieux pont en demi-lune ; le débarcadere s'approche, à la nuit tombée. Quelques signes discrets aux vieux chemineaux, un mot aux paysans de l'Anhui, une poignée de main au capitaine : la boucle est bouclée, l'autre « paradis sur terre » est retrouvé.

De notre envoyé spécial
Victor Chanceaux

CROISIÈRES CHANDRIS *Celebrity Cruises*

Vacances d'Hiver ? Où partez-vous ?
ANTILLES ? FLORIDE ? JAMAÏQUE ?
MEXIQUE ? VENEZUELA ?

Quel que soit votre choix,
le soleil des Caraïbes vous y attend !
... à des prix très... très... compétitifs
(ex : à partir de 11 135 F, au départ de Paris)
pour des croisières de 8, 11 et 12 jours d'île en île,
de plage en plage, sur la mer bleue et chaude des Caraïbes,
sous le signe de la fête, de la farniente et de la découverte

Sans aucun engagement de votre part, demandez nos brochures 93
CROISIÈRES CHANDRIS - Lic 175521 - 35 rue Etienne Marcel 75001 Paris

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
CP & Ville : _____

TABLE

Pommes soufflées

QUEL passionnant ouvrage que le dernier livre de Jean des Cars et Jean-Paul Caracalla les *Trains des rois et des présidents* (Denoël éditeur). L'appétit y intervient car, enfin, on a toujours mangé dans les trains, ne serait-ce qu'une dinette emportée, un simple sandwich ! C'est en 1856 déjà que celui de la Compagnie du chemin de fer d'Orléans, transportant la famille impériale à Bayonne, comporta enfin une voiture-salle-à-manger.

Il y eut aussi les buffets de gare (ce monument classé qu'est celui de la gare de Lyon en témoigne). Il fut un temps, après la dernière guerre, où des gourmets avisés voulaient une chaise des buffets de gare gastronomiques mettant en valeur les cuisines régionales. Je me souviens entre autres de celui du « papa » Sylvestre, en Avignon, de celui de Dijon, un moment réputé lors de la création de la Foire gastronomique bourguignonne ; de celui de Valenciennes (l'Alberoi), où François Becoist perpétue la tradition de la langue fourrée du pays. A Paris, outre le buffet de la gare de Lyon (toujours de qualité), la gare de l'Est avait son *Relais Paris-Est* alors recommandable... Le temps passe !

La chaire des wagons-restaurants fut également, un temps, de qualité supérieure. Et les auteurs du livre nous disent qu'il est encore quelques trains « pour voyager comme un roi ». Le *Venice-Simplon-Orient Express*, qui comprend trois voitures-restaurants et une voiture bar, le Pullman Orient Express et ses deux voitures restauratrices, le Royal Scotsman (à travers l'Ecosse et pour découvrir la grouse et les haggis) et l'Andalus Express espagnol, etc.

Mais c'est au train que la gastronomie française doit l'une de ses trouvailles gourmandes : les pommes de terre soufflées. Les auteurs en rapportent l'histoire.

Il faut remonter au mois d'août 1837. Ce jour-là est inaugurée la ligne voulue et construite par les frères Pereire : Paris-Saint-Germain (en réalité Paris-Le Pecq, car



il convenait de terminer le parcours à pied... ou en calèche). C'est en calèche donc que pour l'inauguration arriveront à Saint-Germain, pour le déjeuner d'honneur, la reine Marie-Amélie et ses enfants, les ducs de Bourbon et d'Angoulême. Le chef a préparé, avec la côte de bœuf, des frites. Mais le train eut un peu de retard, puis le transbordement des passagers en calèche ralentit le rythme, attente qui allait devenir pour les frites du maître queux bien gênante. Il les retira déjà trop dorées de l'huile bouillante puis, les convives installés, les remit dans sa friture. A la grâce du dieu. Comus ! Miracle ! Les frites se gonflèrent comme des petits ballonnets ovales. Les convives s'ébahirent. Les pommes soufflées étaient nées !

En vérité, ce n'était encore qu'un pis-aller, et la préparation devait s'améliorer. Prosper Montagné précisera qu'il convient de choisir une variété à pulpe très ferme (la bollandaise à chair jaune convient bien). Qu'il faut les éplucher, laver, essuyer puis les tailler en tranches

minces de 3 millimètres d'épaisseur. Laver puis éponger de nouveau ces tranches avant de les plonger dans l'huile bouillante à 150°, où on les laissera cuire environ huit minutes. Les égoutter sur papier absorbant et les laisser refroidir. Faire « monter » l'huile à 175° et y jeter à nouveau les pommes de terre jusqu'à ce qu'elles gonflent et dorent. Les égoutter de nouveau sur papier absorbant, saupoudrer et servir.

La pratique est délicate. Il suffit d'une déchirure au gonflage pour que l'huile pénètre et que la pomme, soufflée maladroitement, s'en gargarise. Et comme il est tant agréable de les saisir avec les doigts pour les porter à la bouche, on se

fait facilement ce que mon « pote » Albert Simonin appelait une « médaille de cantine ». Cela m'est arrivé une fois, il y a longtemps, chez Dagorno. Et comme je manifestais ma contrariété d'autant que le maître d'hôtel, mal avisé, me proposait de l'eau bouillante pour « effacer » la tache grasse ! L'ami Fulbert, alors patron de l'illustre maison, m'amena un verre plein de vieux calva : « Tenez ! Ça arrange tout ! » Cela n'arrangea rien mais explique la rareté des pommes soufflées sur les cartes des restaurants : difficiles à préparer en cuisine, délicates à servir... Je n'en ai eues que la *Tour d'Argent*, impeccables, celles de chez Lasserre, escortant le canard à l'orange (rien que cela leur mériterait quatre toques chez Gault et Millau), ainsi que quelques autres.

Mais n'en cherchez point aux menus des wagons-restaurants !

La Reynière

COURRIER

Cœur de tomate

Mon article sur les tomates au cœur de bois blanc a fait sensation ! C'est d'abord un directeur de l'INRA m'accusant d'être mal informé et m'assurant que la marmande, excellente tomate, ainsi que je le disais, est « assez moyenne pour la confection des salades ». L... Ce qui ne serait point le cas de la fertine, la variété « innovée » par M^{me} Philouze.

M. Coleno reproche aux ouvrages de cuisine de ne pas préciser, dans leurs recettes, la variété de la tomate à utiliser : « On dit : prenez de belles tomates bien rouges. Oui, mais de quelle variété ? » Il n'a point tort. Encore faudrait-il qu'il intervienne (dépendant du microclimat de l'agriculture, il est mieux placé que le journaliste et le consommateur !) pour que la législation oblige les marchands à indiquer sur l'étiquette la variété ou la provenance du produit. M. Coleno ajoute : « On peut toujours trouver de la marmande, j'en ai achetée hier sur le marché de Port-Royal. » J'ai, moi, l'autre matin, fouiné sur deux grands marchés parisiens. Sur aucun étalage de tomates je n'ai trouvé de signalisation, en dehors du prix. Enfin, proche de chez moi, l'écriteau indiquait un nom : Stéréol. J'ai demandé au marchand :

« C'est une nouvelle race ? »
- Pas du tout ! C'est le nom du fournisseur ! »

Ailleurs, les tomates étaient ornées d'un collant : « Azura » ?

Il y a certes toujours eu des variétés diverses. Au oom souvent charmant. Le docteur Leclerc cite la « merveille des

marchés », la tomate « reine des hâives », la « tomate noire », etc. Cela sonnait mieux que la fertine, non ? Mais il n'importe. Mon correspondant me confirme aussi que la qualité des fruits d'une variété dépend de la manière dont ils ont été cultivés, cueillis, transportés. Je ne crois pas que le transport aggrave le cœur blancâtre, déplaçant et mal goûteux du fruit. Et de la centaine d'autres lettres reçues (toutes d'approbation, elles !), je retiendrais celle d'un lecteur de Fougères qui m'assure que la tomate n'est pas dévoyée, mais mal élevée. Il a vu un paysan planter, au champ, de jeunes plants en terre meuble, puis les arroser chacun de l'eau d'une petite hôte de conserve : « Ce fut l'unique arrosage de leur courte vie. Mais ses tomates, petites, dentelées, furent un régal. » Cela se passait en Sicile, mais il a réussi de même en Bretagne, alors que, conclut-il, « les tomates de serre, d'où qu'elles viennent, sont arrosées trop abondamment ».

Un autre correspondant, de Marmande, et qui cultive son jardin, plante ainsi la saiot-pierre (marmande actuelle), et la perrine (petite, rouge et très productive). M. Laharpe, mais du bon compost fait au fond du jardin, paillage et arrose, traite ment à la bouillie bordelaise, pincement classique et palissage sur échelas. Et il conclut : « Demandez-vous pourquoi, sur

le marché de détail de Marmande, on ne rencontre guère que la belle fertine au cœur de farine. »

Il en est de même des graines. Celles de l'ancienne marmande sont difficiles à trouver (je cite la Ferme Sainte-Marthe à 41700 Cour-Cheverny).

Certes, les tomates ont point seules à pâtir d'une absence de législation, de qualification, d'information du public. Certains lecteurs me signalaient la vulgarisation des fruits et légumes vengés (eux-mêmes ou la variété) de l'étranger. Et un amateur d'abricots a vu les producteurs de la Drôme obligés de jeter des tonnes de fruits à la décharge, alors que lui en trouve, pour ses compotes, que des abricots secs venus de Turquie !

En attendant, mangeons des tomates sans cœur. Et réglons-nous de cette recette d'un lecteur de Montmorency : faire cuire dans de l'huile (d'olive, je présume) tomates et poivrons farcis de bœuf haché assaisonné et lui-même préalablement revenu à l'huile. Merci, M. Eskenazi. Cela doit être bien bon... si la tomate est bonne !

L. R.

P.S. - Les éleveurs-gaveurs d'oie du Gers ont établi depuis deux ans un dossier réclamant l'appellation d'origine contrôlée pour leurs foies gras, dossier déposé à l'INAO à la fin de l'année dernière. Espérons que ce label sera vite attribué (car il y a autant de médiocres foies gras que d'insipides tomates) et qu'il servira à quelque chose !

Semaine gourmande

Le Grand Colbert, à Paris

Ce monument historique, annexe de la Bibliothèque nationale, vient d'être réactivé par Joël Fleury. Brasserie élégante et carte de « style », des harengs Baltique aux lentilles salades, de l'andouillette AAAAA au tartare au couteau, du merlan Colbert à l'île flottante. Banc de fruits de mer. Menu à 155 F, vin compris, et carte. Thé de 15 heures à 19 heures.

Le Grand Colbert, 2, rue Vivienne, Paris-2^e. Tél. : 42-86-87-88. Tous les jours. Parking Bourne, A.E.-C.B.-D.C.

Le Toit de Passy

Un rappel pour cette belle vue des toits de Paris, bien attablés pour tester la cuisine de Yvonick Jacquot : menus à 295 F-350 F et 495 F, et carte de bons choix de plats, des huîtres au beurre de truffe au turbot poêlé sauce gingembre, du pigeon breton en croûte de sel de Guérande aux lièvres « en trois façons ».

Le Toit de Passy, 94, avenue Paul-Doumer, Paris-16^e. Tél. : 45-24-55-37. Fermé samedi midi et dimanche. Parking dans l'immeuble. A.E.-C.B.

Les Confessions d'un gourmand

Le gourmand en question se nomme Jean-François Rousseau, jeune chef de talent récemment installé dans ce coin populaire et dans un gentil cadre élégant et fleuri. Les affaires sont dures et la carte tentatrice, du jambon de porclet cuit au feu à la salade de ris de veau aux agrumes, de la bavette de veau aux saveurs de réglisse au tournedos crème d'oignons et paprika (compter 250 F-300 F). Aussi sagement, il présente un menu gourmand à 155 F. Je m'y suis régalé d'une

salade de fruits de mer (et mon compagnon d'une saucisse de Morteau pommes à l'huile), de filets d'omble-chevalier (impeccables de cuisson). Parmi les desserts, notez l'île flottante, le bavarois aux fruits rouges, le gratin d'orange crème d'amandes. Tout cela original et savoureux, sans fioritures, mais nos saos talent. Une demi-côte du Roussillon et le café pour 155 F... Les affaires deviennent une affaire !

GASTRONOMIE

HÔTELS

Côte d'Azur

NICE
HÔTEL VICTORIA***
33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. : 93-88-39-60.
Plein centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin.
Chambres TV couleur, câble.
Téléphone direct, minibar.

Montagne

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS
HTES-ALPES - STATION VILLAGE
A 5 km de Saint-Véran
HÔTEL LE CHAMOIS**
LOISIRS DE FRANCE
Soleil, calme, toutes possibilités de ski.
Tél. : 92-45-83-71.
Fax : 92-45-80-58.

Paris

SORBONNE
HÔTEL DIANA**
73, rue Saint-Jacques.
Chambres avec bains, w.c.
Tél. direct, TV couleur. De 300 F à 450 F
Fax : 46-34-24-30.
Tél. : 43-54-92-55.

Sud-Ouest

PÉRIGORD-DORDOGNE
AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS
*** LOISIRS DE FRANCE
TENNIS - PISCINE CHAUFFÉE
24500 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD.
Tél. : 53-29-95-94 - Fax : 53-28-42-96.

Autriche

OSTTYROL - LIENZ
Séjours en famille
Jeunes de 7 à 18 ans.
Sports d'hiver, pratique de l'allemand.
vie familiale et scolaire
du 15-02 au 27-02-93.
TOUT COMPRIS 5 300 FF
Association :
EUROPE RENCONTRES ECHANGES
Tél. : 43-38-98-51

Suisse

3920 ZERMATT-VALAIS-SUISSE
Hôtel HOLIDAY
60 lits, ski, tranquillité et soleil, à prox.
du funiculaire Sunnegga. Chambres
avec balcon - cuisine - bar - bains -
w.c. - radio - tél. - TV. Hall d'accueil
avec bar. Restaurant. Entr. gra. dans
une piscine couv.
Prix spéc. en jan. dès 85 FF.
Jeun. FF 328.- en demi-pension.
Téléphone : 1941/2867 12 03.
famille R. Perren, Fax 1941/2867 50 14.

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

CHAMPS-ÉLYSÉES RELAIS BELLMAN , 37, r. Fauré-P., 47-23-54-42. Jusqu'à 22 h 30. Cadre élégant.	CONVENTION LE DEY , 109, rue Croix-Nivert, 1 ^{er} ét. Tél. : 48-28-41-44. Couscous et spécialités algériennes. Menu : 115 F. Tagine du jour : 70 F.	GOBELINS ENTOTTO , 47-48-51 - 5 ^e ét. 143, r. L.M. Nivernais, 1 ^{er} ét. Spécialités éthiopiennes.	PARC MONCEAU LA LUNA , 69, rue du Rocher F/dim. 42-93-77-61. Spécialités de poissons et de coquillages.	PONT NEUF LOUIS XIII , Tél. : 43-26-75-96. F/dim., lundi midi 8, rue des Grands-Augustins, 6 ^e .	SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS L'ARBUCI , 25, rue de Buci, 44-41-14-14. T.l.j. jusqu'à 3 h. Cuisson à la broche pour des viandes et poissons pleins de saveurs. JAZZ CLUB jusqu'à l'aube.
COPENHAGUE , 1 ^{er} étage FLORA DANICA , sur un jardin SAUMON, RENNE, CANARD SALÉ. 142, av. des Champs-Élysées, 44-13-86-26	CRÉTEIL LA TERRASSE DE CRÉTEIL , 42-07-15-94. 39, avenue de Verdun, 94000 CRÉTEIL. « LA SANTÉ PAR LA MER ». Spécialité de poissons. Carte suggestions à 150 F.	MAUBERT LA COUR COLBERT , 12, rue Hôtel-Colbert, 5. 43-54-61-99. T.l.j. Cadre XVII ^e authent. PMR 220 F.	PLACE DE CLICHY CHARLOT ROI DES COQUILLAGES , 48-74-49-64. T.l.j. jusqu'à 1 h. La véritable bouillabaisse marseillaise et des poissons cuisinés sur mesure.	PL. PEREIRE LE NEM , Tél. : 47-66-54-41. F/sam. midi et dim. 67, rue Rennequin, 17 ^e . Spécialités vietnamiennes.	TRINITÉ LE SUQUET , 48, rue de Clichy (9 ^e). Tél. : 48-74-25-66. Cuisine du Sud-Est. F/sam. et dim.

L'adoration des ortolans

On ne trouve plus d'ortolan sur les tables des restaurants. Cependant, on célèbre toujours ce passereau à l'écart des indiscrets, dans les arrière-salles landaises. Un cérémonial immuable, quasi religieux.

De nos jours, les histoires de chasse doivent accompagner le gibier, viande jadis familière. Elles font entrer dans sa préparation l'évocation des sous-bois, on ne sait quel fumet des mots adoucissant le choc des rudes nourritures primitives. Elles font frémir nos narines en rajoutant dans un civet de chevreuil ou de cerf un peu du saog de l'hallali. Les propos autour d'un plat à l'ancienne réveillent des instincts et des goûts disparus, et remplacent des ingrédients manquants.

Le terroir s'est civilisé, il s'est aseptisé, il n'évapore plus les mêmes odeurs, ses couleurs saisonnières ont changé. De nouveaux produits ont modifié l'échantillonnage des saveurs, détruit les antiques références de la sapidité, tracé d'autres cartes du goût. Plus rien n'est pareil, ni l'aliment ni même l'appétit, rien de ce qui bout ou rôtit sous les hottes n'est plus comme autrefois, et la cuisine traditionnelle n'est que la restitution des lointaines apparences d'une cuisine au fond perdue. Grand-mère que vous aviez de bonnes dents!

Aujourd'hui, on ne peut plus vraiment apprécier les délices des vieilles avocatures gourmandes, devenues exotiques à leur tour,

qu'après les solides pédagogies, les narrations apéritives des gardiens de la tradition. Ils exaltaient un passé glorieux et copieux, un art de vivre, c'est-à-dire de manger, où même l'exquis devait être nourrissant, tenir au corps, et le « très bon » toujours « trop bon ». Leurs plats idéaux sont saupoudrés de nostalgie, ils sentent le passé gourmand, les tables de fête où s'entretenaient des Pantagruels, les repas de funérailles en demi-deuil, les sauces épaisses des noces liées à des peurs d'apoplexie; ils mettent en scène la profusion, l'exubérance des natures mortes aux abondances de veauis et de mardes... C'est qu'on servait, en ces temps frugaux, des festins trop gras, trop cuits, trop épicés, trop riches. On dévorait des heures durant ces délicieuses allégories de la félicité: des succions de fricassées, des pièces de bœuf et de bas morceaux, des volailles croustillantes et dodues comme des panses cerclées de chaînes d'or. Tout ce manger somptueux dégoulinait d'huile, de crème ou de saindoux.

On comprend que, de nos jours, la cuisine traditionnelle ait allégé ces mélanges assassins, adapté ces cuissons, mis moins de râbles dans les assiettes et plus de fibres au pourtour. Affo de ne pas heurter les papilles diététiques et le subtil velours des palais modernes, les adeptes des vieux fourneaux ont adouci leurs imitations, écourté leurs marinades, arrêté plus tôt leurs faisandages, entrepris des campagnes d'explications (il pour remettre au goût du jour ces produits dont on faisait autrefois des folies, ces farces de la joie qui rougissaient les trognons et gaoillaient de souples les poitrines des femmes coquetées.

L'ortolan, par exemple. Seul avec ses 30 grammes, il ne fait plus le poids. Il fait à présent,



La serviette dont on se coiffe pour mieux apprécier le mets donne au rite un caractère religieux.

pour lui restituer ses vertus gustatives et lui redonner la place éminente qu'il occupait sur les menus de la Troisième République, l'entourer de précautions oratoires, lui dire des messes, chaoter des hymnes qui lui fassent donner tout le jus de sa légende. Nous devons longtemps l'invoquer avant de le mettre en bouche, et, une fois mis, notre paupière voltant outre-mer, lui vouer une béatitude mystique. L'ortolan, interdit à la vente, ne peut plus se passer de louanges et de cérémonial. Il ne serait que bœuf, encore que trop brûlant et trop gras, s'il n'était soutenu par ses encenseurs. Sans eux, on pourrait en dire ce qu'en disait Grimod de la Reynière: « Il est d'avantage prisé de ceux qui ne le connaissent pas que de ceux qui en ont parlé. » Mais les tambours qui, aux quatre coins des Landes, battent le rappel de son excellence, l'aiment de si grand cœur

que, contrôlés par leur zèle, nous finirions nous aussi par le gôber en connaisseur et en ami. Ce serait pourtant aller vite en besogne, car il faut s'être attablé longtemps, en avoir mangé beaucoup – pendant sept ans, disent les puristes – pour connaître la jouissance des anciens amateurs qui raffolaient d'oiseaux de toutes sortes. Mieux vaut donc commencer par en faire tout un plat.

Ce passereau serait une chimère qui existe et qu'on reconstruit parfois, un mythe qui cependant pourrait un jour, du côté de Mont-de-Marsan, tomber du ciel dans votre assiette, la récompense méritée d'une quête, ce qui améliorerait considérablement son goût. Il a ses lettres de noblesse. La Fontaine, Flaubert, Dumas l'ont cité... Cela aussi, naturellement, en relève la fiabilité. Enfin, c'est un champion populaire: « Tu refuses to soupe, tu voudrais peut-être

qu'on te serve à la place des ortolans! » Son prix de luxe – 180 francs l'oiseau au marché noir – incite les veinards à exprimer en le mâchant ses saveurs les plus fugaces. L'ortolan dont ces merveilleuses sont frappées depuis 1979, les ruses de renards de fabliaux qu'invoquent les « couteboisiers », les lieux où l'on s'en procure la nuit sur des chemins forestiers à la lumière des phares et à l'aide de mots de passe – « petits pieds » ou « andouillettes farcies » – les arrière-salles où elles sont dévotement consommées, les innombrables transgressions commises en leur nom, les périls bravés sous l'œil bienveillant des gendarmes, tout ce sel d'illégalité ajoute une pointe de pèché à la délicatesse de leur chair et de sensualité au parfum de leur graisse. Toutefois, la serviette dont on se coiffe – pratique inventée par un chaois – pour s'efforcer comme sous un corporal avec les sucs de la bestiole sanctifiée rend au rite son aspect honteux et son caractère religieux. Ce grand appareillage des ortolans sous le pavillon de l'ineffable ou même du sacrément bon favorise la salivation des mangeurs.

On ne saurait oublier cependant que les vertus propres de l'animal sont à l'origine de son succès: c'est le seul oiseau de son espèce – bruant, proyer, fou, jaoe, zizi, etc. – à se gaver de grains à s'en rendre malade. Sa boulimie naturelle est une bénédiction.

Ainsi donc l'ortolan arrive précédé des thuriféraires, chasseurs ou aubergistes, abordant en barquette les tables votives où les Laodais, bardes des rissolants volatiles, hooorent les faits et gestes du bruant ortolanus, l'unique, l'incomparable, le petit gros devant qui les bœcs fins s'agenouillent.

On récitera alors l'épopée des

captures: deux courtes passées au printemps et à l'automne, une seule chasse avec des matotes, les pièges qui se referment sur les plus innocents, la préparation des terrains d'attraction, les grains qu'on devra balayer et que le vent emporte, l'épervier qu'on éloignera, les vaillants appelants encouragés, pendant des jours et des jours, à s'éclaircir la voix; puis les prisonniers déportés dans des cages où ils doubleront, triple-ront de volume en un mois, se bourrant jusqu'au bec d'alpiste ou de millet. Enfin, sommet de l'art, il faudra savoir arrêter ce gavage avant qu'il soit trop tard et que l'oiseau, hier à poiot, ne se rata-tine et noircisse soudain comme un foie atteint de cirrhose. Tani de solos forment à les aimer encore davantage.

Ce sera ensuite l'alléluia des toques étoilées, des arbitres de la tradition, comme Claude Darroze à Langon ou Michel Barris à Luxey, donnant le contre-chant de ces récits de chasse. A leur tour, ils tresseront à ce « régal des dieux » des couronnes de laurier-sauce et chanteront l'art et la manière d'accommoder les ortolans. Déjà leur mort parfumée – on les étouffe à l'armagnac – en avait fait les plus exquis des petits cadavres; une recette ancestrale en fonde à présent la royauté; « Prenez une noix de beurre, faites rôtir l'ortolan cinq minutes, salez, poivrez, servez-le grassement et chantonant dans son jus, fermez les yeux et, comme d'un grand vin, gardez-le en bouche. Longtemps. » Ainsi le veut la tradition.

Christian Colombani

(1) Défense et sauvegarde des traditions gastronomiques du Sud-Ouest, à ne Porte-de-la-Moërie, 33000 Bordeaux.

LIVRE

Couleurs sous influence

Les couleurs n'ont jamais été si présentes, si pressantes, et parfois si oppressantes qu'aujourd'hui. Mais qui n'est convaincu que leur champ offre un espace sans contrainte à notre libre arbitre? Quelle police nous empêcherait de poser ici du bleu en place de rouge? Certainement pas la science, qui s'est employée à répondre aux appels de notre fantaisie pour nous offrir une palette aux combinaisons infinies. Alors qui? Qui ferait douter que la libre association des couleurs soit inscrite dans la loi fondamentale? Michel Pastoureau désigne une empêcheuse: l'Histoire. La nôtre.

Si l'on en croit le titulaire de la chaire d'histoire de la symbolique occidentale à l'École des hautes études, rien n'est moins personnel que de choisir et d'apparier des couleurs. Comme si les goûts en la matière étaient congédiés du goût. Nous serions les héritiers de généalogies complexes enracinées dans la nuit des temps, ou, à tout le moins, dans son aube, notre Moyen-Âge. Nous pensons inventer et ne faisons que reproduire. Nous croyons nous affirmer et nous nous soumettons. De surcroît, il y aurait danger à ne le pas faire. Une énigme de plus dans un tableau où elles abondent.

Pourquoi, lorsque dans le RER, les sièges sont alternativement bleus et rouges, les passagers ne s'assoient-ils sur les rouges qu'à la dernière extrémité? Pourquoi appelons-nous blanc un vin qui est jaoe et rouge celui qui n'est guère. Pourquoi l'Europe est-elle symbolisée par un cercle bleu sur le drapeau olympique? Pourquoi la couleur orange, signe de santé et de dynamisme, s'inscrit-elle avec le maron au plus bas de l'échelle des préférences. Pourquoi les croix vertes des pharmacies virent-elles doucement au bleu en France, et pourquoi sont-elles rouges en Italie?

Un ordre puissant, tapi au creux de notre passé, apporterait réponse à ces questions. En témoignerait l'héraldique, système de couleurs élaboré à partir du douzième siècle en Occident, et

toujours largement en vigueur aujourd'hui. Ses codes continueraient de régir notre symbolique sociale, des drapeaux aux étiquettes de bouteilles de vin, des uniformes aux maillots des footballeurs. Et ce, malgré les assauts cootralins d'uo scientisme (depuis Newton) et d'uo mauvais goût dont l'époque n'a pas le monopole: souvenirs-nous de l'inattendue nuance moutarde dont s'entichait Versailles en l'an 1751 et qu'elle ne put mieux désigner que sous le nom de « caca-dau-phin ».

La protohistoire offrait trois pôles: le noir, le blanc, et le rouge (le propre, le sale, le coloré). L'héraldique l'élargit à six couleurs unies: argent (blanc), or (jaune) – premier groupe, – gueules (rouge), sable (noir), azur (bleu), et sinople (vert), – deuxième groupe. Celles qu'empruntera pour l'essentiel (y compris dans l'interdiction de se toucher à l'intérieur du même groupe) un système produit par l'Occident, si performant qu'il s'étendra sans résistance au reste de la planète: le code de la route.

Les légions sportives, mobilisées lors de Jeux olympiques ou de coupes mondiales, ont réendossé les couleurs des tournois et poursuivent l'offensive planétaire d'annéantissement de toute harmonie non conforme à notre Moyen-Âge. Et l'Orient comme le Midi d'obtempérer. Toléreraient-on de voir deux équipes africaines s'affronter sous des tuniques de deux nuances de bruns (dits « secs » et « humides ») conformes à leurs traditions? Ao demeurant, l'apparition d'une couleur (le rouge) sur les maillots des footballeurs oe date que des années 30. La montée de couleurs signalait l'aplatissement de valeurs: celles de la dignité (le noir) et de l'hygiène (le blanc).

Car le blanc lave plus blanc. Il protège le corps des souillures, préserve la pureté. La robe de mariée se contraind au blanc dans le prude embourgeoisement du dix-neuvième siècle. Auparavant, elle était rouge, simplement parce que la garance teignait plus



durablement qu'aucune herbe ce qui demeurerait l'apparat d'une vie. Quant au noir, il est inséparable d'une sévère morale vestimentaire codifiée dès 1527 par la Réforme, et qui s'impose avec la société industrielle. Le bleu, aujourd'hui dominant, qui l'a remplacé jusqu'à nos jours, en serait simple déclinaison. Avec cet avatar, le jean, « vêtement moralisé » dans le droit fil d'un protestantisme anglo-saxon.

« Couleur rouge » demeura longtemps un pléonisme. Dans certaines langues, rouge est désigné par le même mot que coloré, dans d'autres, il est synonyme de beau. C'est aussi la couleur de la faute, la marque d'une fonction répressive, de l'interdiction. Elle est la préférence des Japonais (avant le

noir et le blanc) ce qui est cause de casse-tête pour ses publicitaires transnationaux. Car à l'Ouest, de Moscou à San-Francisco, c'est le bleu que la moitié de la population élit, loin devant le vert (20 %) et le rouge (10 %), à l'exception notable de l'Espagne qui choisit le rouge.

Le bleu est la teinte convenue de l'eau, mais une eau bleue paraît imbuvable, à moins qu'elle ne relève de la médecine. Bleu s'annoncent les calmants, les somnifères, les anxiolytiques. L'eau figorée au Moyen-Âge o'était d'ailleurs pas bleue mais verte. Vert couleur du diable, vert porte-malheur. Mais vert de la fortune, des tapis de jeu – et de leur langue (verte) – des billards, des tables de bridge, de ping-

pong et de conseils d'administration. La pelouse des terrains de sports se souvient des temps où l'on n'y faisait que jouer. Une ouance nouvelle oait lorsque les écologistes y plongeaient la nature. Elle talonne maiotéonant le blanc dans l'échelle de la pureté, et, les poubelles parisiennes aidant, le rattrape dans l'hygiène.

D'EGRE inférieur du rouge, le jaune traîne depuis le Moyen-Âge, les boulets de la trahison et du mensonge. On y chargera plus tard les maris jaloux ou trompés, la maladie et la mort. Son bannissement commecera d'être levé avec la création du maillot jaoe en 1919. Jaune parce que le commanditaire du Tour, le journal l'Auto, était imprimé sur un papier jaune. Depuis, un nouvel astre s'est levé: aucun enfant ne peiodrait le soleil sous une autre couleur. Source de vie, porte ouverte aux arcs-en-ciel, le jaune-orangé habillera les fortifiants et les vitamines.

Pour s'arracher à leurs ancestrales fonctions, les couleurs doivent se ménager un allié décisif: le mot. Ainsi la lingerie féminine est-elle passée des gris, brun, beige, noir et blanc, aux nuances nuage, brume, poussière, patine, avant de répondre aux tonalités de péché, évanescence, nuit d'amour, comme d'habitude... On s'habillera (se déshabillera) de mots. Michel Pastoureau ne voit pas sans inquiétude l'époque enfanteur de monstrueuses alliances. Témoin des ooces coorte culture du smaragdio (vert émeraude) et du zinzolin (violacé tirant sur le rouge), il craint qu'ils ne laissent des ioffrimes à vie. A moins qu'il oe agisse de multiplier ces indispensables rituels d'inversion qui ont ont que l'éphémère pour durée.

Jean-Louis Perrier

► Dictionnaire des couleurs de notre temps, de Michel Pastoureau. Editions Bompiani, 232 p., 99 F.

هكذا من الأمل